



HAL
open science

”Mouvements sociaux et effervescence révolutionnaire dans le Cône Sud 1964-1976”

Lauriane Bouvet

► **To cite this version:**

Lauriane Bouvet. ”Mouvements sociaux et effervescence révolutionnaire dans le Cône Sud 1964-1976”. Société des langues néolatines. Mouvements sociaux et effervescence révolutionnaire dans le Cône Sud, Nov 2015, Grenoble, France. Les Langues néo-latines: revue de langues vivantes romanes, <http://neolatines.free.fr/wp/?p=1679>, 2016. hal-01648633

HAL Id: hal-01648633

<https://hal.science/hal-01648633>

Submitted on 26 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JOURNÉE D'ÉTUDE



MOUVEMENTS SOCIAUX ET
EFFERVESCENCE
RÉVOLUTIONNAIRE DANS LE
CÔNE SUD
(1964-1976)

ILCEA4

UNIVERSITÉ
Stendhal

G R E N O B L E

26 novembre 2015
Université Stendhal
Petite Salle des
Colloques

Photo A. Gonzalez, *Fui testigo. Una historia en imágenes*, Ediciones CMDF, 2011, p. 20, (avec l'aimable autorisation du Centre de Photographie de Montevideo). Conception graphique : Lauriane Bouvet

AVANT-PROPOS

En accord avec le programme de civilisation latino-américaine de la session 2016 de l'Agrégation externe d'Espagnol et dans la continuité des lignes de recherches de l'Axe civilisation du Centre d'Études et de Recherche Hispaniques de l'Université Stendhal sur les problématiques de démocratisation et de mémoire, la Journée d'Étude « Mobilisations sociales et effervescence révolutionnaire dans le Cône Sud » visait à mettre en question l'intense politisation ayant eu lieu dans cette aire géographique dans les années 1960, en lien avec la montée en puissance des mobilisations de nombreux secteurs en Argentine, au Chili et en Uruguay dans la décennie précédente.

Dans le processus d'exacerbation des conflits sociaux et de radicalisations des secteurs politiques de la période considérée s'inscrivent à la fois les nouvelles mobilisations des organisations syndicales et politiques en place, les mobilisations étudiantes et enseignantes et l'émergence de nouveaux groupes politiques ouvertement révolutionnaires et d'organisations prônant un changement radical de système, notamment par le recours à la lutte armée. Poussées par leurs propres bases et par l'apparition de nouvelles organisations, les mobilisations syndicales et politiques traditionnelles sont en proie à une mutation profonde, et de nouvelles formes de pouvoir populaire voient ainsi le jour, tel que les étudie Franck Gaudichaud dans le cas du Chili Allende. Les luttes sociales et syndicales, ouvrières, enseignantes et étudiantes se répondent et s'unissent : aux revendications sectorielles s'ajoutent des revendications anticonformistes plus larges, c'est ce que montre l'article d'Antonio Ramos à travers l'étude du syndicalisme enseignant à Tucumán.

D'autre part, après le triomphe de la Révolution cubaine, émergent dans toute la région de nouveaux partis politiques ouvertement révolutionnaires et des organisations prônant un changement radical de système, notamment par le recours à la lutte armée. Les articles d'Eduardo Rey Tristán et de Rafael Pedemonte montrent bien les débats qui s'installent alors au sein de la gauche uruguayenne et chilienne et l'article de Cecilia González, portant sur trois expériences du cinéma militant argentin, offre une belle traduction culturelle de ces débats politiques.

Ces mutations de la scène politique et sociale sont aussi le fruit de l'apparition d'une nouvelle génération, comme en rend compte l'article de María Ferraro sur le « 1968 uruguayen », en explorant les relations entre ce phénomène, la restructuration du secteur économique et financier et les tentatives de contention des mouvements contestataires qui caractérisent la période de montée de l'autoritarisme.

Au-delà, c'est donc également les suites de cette période où la révolution semble être « au coin de la rue » qui ont été interrogées: la naissance au milieu des années 1970 de dictatures dont la pratique systématique du terrorisme d'État dans la « lutte anti-subversive » contre tout opposant politique potentiel, au nom de la « Doctrine de Sécurité Nationale », consacre pleinement les pratiques répressives qui apparaissent dans la période antérieure (telles que celles de la Triple A, étudiée par Andrea Robles), tout en sonnant le glas des espoirs de changements nés au cours de la décennie précédente.

En situant dans leur contexte à la fois global, mais aussi régional, national et local certaines expériences de mobilisation politiques, sociales, syndicales ou encore culturelles se produisant à l'époque dans le Cône Sud pour tenter d'en dégager tant les points de convergences que les spécificités, c'est, en somme, à la compréhension et à la resignification des luttes sociales et politiques des années 1960 – à l'élaboration de cet « autre récit » évoqué par Jean-Baptiste Thomas après l'étude contextualisée des différentes lectures du « champ de bataille mémoriel » que constituent les années 1960/70 en Argentine – qu'ont cherché à contribuer les auteurs de ces articles réunis par nos soins et aimablement publiés ici par la *Société des Langues Néo-Latines*. Espérant ainsi répondre aux attentes des candidats à l'agrégation 2016, nous souhaitons également pourvoir de nouvelles pistes d'investigation et d'approfondissement des travaux de recherche menés jusqu'alors par les historiens et autres latino-américanistes.

Lauriane BOUVET
Doctorante contractuelle enseignante
Histoire latino-américaine
ILCEA4-Université Grenoble-Alpes
CEIU-Universidad de la República (Uruguay)

Table des matières

Lauriane BOUVET	Avant-propos.....	2
Eduardo REY TRISTÁN	« Transformaciones y debates en la izquierda uruguaya entre 1955 y 1968: la eclosión de la nueva izquierda en torno a la vía armada ».....	5
María FERRARO	« El 68 uruguayo ».....	15
Franck GAUDICHAUD	« Voix du pouvoir populaire, voix des institutions : la gauche chilienne face aux ‘hoquets du temps brisé’ du gouvernement Allende (1970-1973) ».....	26
Rafael PEDEMONTE	« Fidel Castro en Chile (1971): un viaje que cristaliza las tensiones ideológicas de ‘las izquierdas’ »	37
Antonio RAMOS RAMÍREZ	« Des craies et du sucre : la politisation du discours des travailleurs de l'éducation à Tucumán, 1966-1970 »	47
Cecilia GONZÁLEZ	« Cine y revolución: un acercamiento a la cultura militante de los 60-70 en Argentina »	55
Jean-Baptiste THOMAS	« Cinco relatos y varias historias: La argentina setentista en el debate político, historiográfico y cultural »	66
Andrea ROBLES	« La Triple A y la política represiva del Gobierno peronista (1973-1976) »	76

* Pour citer un des articles :

NOM de l'auteur, Prénom, « Titre de l'article ». [En ligne]. <http://www.neolatin.es/> [consulté le ...].

TRANSFORMACIONES Y DEBATES EN LA IZQUIERDA URUGUAYA ENTRE 1955 Y 1968: LA ECLOSIÓN DE LA NUEVA IZQUIERDA EN TORNO A LA VÍA ARMADA

Eduardo REY TRISTÁN¹
Universidad de Santiago de Compostela

La izquierda uruguaya nació de la inmigración europea en el siglo XIX, lo que imprimió un sello internacionalista a su carácter que nos ayuda a comprender buena parte de sus debates en el siglo XX, su relativa ajenidad o falta de proximidad a las tradiciones locales diversas de la emigración fundante. Había ido creciendo desde la década de 1870 en relación con la organización sindical de los trabajadores (consolidada hacia el 1900 y dominada por el anarco sindicalismo), a la que se sumó desde 1910 la creación del Partido Socialista del Uruguay (PSU) que tempranamente contó con representación parlamentaria. Entre 1920 y 1921 se vio sacudida por el terremoto político causado por la revolución rusa y la III Internacional, cuyo resultado fue la creación del Partido Comunista del Uruguay (PCU), a partir de entonces rival político-partidario del PSU. El dominio anarco-sindicalista del movimiento obrero declinó en los años veinte y desapareció finalmente tras la crisis de 1929, siendo sustituido desde entonces por el sindicalismo comunista².

En los años cincuenta el panorama de la izquierda uruguaya era el de una relativa estabilidad organizativa, con dos partidos que rivalizaban por una franja de electorado que nunca superaba el 10% de los votos; y una importante fortaleza en el medio sindical, dominado por los comunistas y con una minoría de sindicatos «autónomos» alineados con las tradiciones anarquistas. Era por tanto una izquierda política y socialmente inserta en el sistema, con dos viejos líderes (en el PCU y PSU) que representaban las luchas fundacionales de los años diez y primeros veinte, y con estructuras estables en una realidad política y social que también lo era.

Dos acontecimientos de carácter internacional, ajenos a la izquierda uruguaya, serán clave en su transformación pronta y radical: la muerte de Stalin, con su correlato posterior de desestalinización y la Revolución cubana. Seguirán otros hitos importantes que contribuyeron a profundizar un proceso de crisis y renovación que, en pocos años, daría pie a la aparición de nuevas propuestas político-organizativas y de actuación en la izquierda uruguaya, al tiempo que de renovación profunda de las ya existentes. Se quebraba definitivamente el ya tradicional dominio comunista.

El presente artículo abordará el proceso de nacimiento y primer desarrollo de esas nuevas izquierdas desde la renovación partidaria de los años cincuenta hasta 1968, momento en que eclosiona el movimiento estudiantil – clave en la nueva izquierda en los siguientes años – y

¹ El presente trabajo se ha realizado en el marco del proyecto de investigación EM2014/13 (Xunta de Galicia) y del GI-1661 Historia de América (GPC2014/029).

² La fuente principal de este texto es mi investigación de tesis doctoral, publicada en Eduardo REY TRISTÁN, *La izquierda revolucionaria uruguaya, 1955-1973*, Sevilla, Universidad de Sevilla – EEHA, 2005. Si bien las ideas proceden de ella, el texto fue elaborado específicamente en respuesta a la solicitud de las coordinadoras del evento en el que se presentó. Se citarán otras fuentes cuando proceda, siendo la señalada la referencia básica en el resto de los casos.

comienza el ciclo de auge e influencia de las organizaciones armadas, especialmente el Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaros (MLN-T). Se centrará sobre todo en las ideas fuerza que dividieron a la izquierda en el período, y al complejo proceso organizativo que dio pie tanto a las organizaciones armadas como al resto de organizaciones políticas que, a fines de 1967 y 1968, conforman para nosotros la nueva izquierda en el Uruguay.

La nueva izquierda

Definir qué fue la «nueva izquierda» no es una tarea sencilla. Se trató de un fenómeno que no fue exclusivo de Uruguay ni de América Latina. Las organizaciones que podemos incluir dentro de esta etiqueta, si bien compartían unos rasgos básicos, también tuvieron contenidos ciertamente diferentes. Por «nueva izquierda» entendemos aquellos grupos o fuerzas que buscaban una transformación radical de la sociedad desde posiciones progresistas, y que además lo hacían en oposición a la izquierda tradicional, especialmente la comunista; en buena medida, mucho de ellos habían nacido precisamente por oposición a aquella.

Esta definición, sin duda vaga, nos indica que la nueva izquierda no fue algo homogéneo. Abarcó múltiples movimientos y grupos: anti bélicos, por los derechos civiles, estudiantiles, contra-culturales o armados, tanto en Europa como en Estados Unidos o América Latina. Se trató de grupos muy disímiles, tanto pacíficos como violentos, con diferentes propuestas y con repertorios de acción notablemente diferentes. Pero que en el plano cultural se identificaban mutuamente como parte de un proceso global de transformación y de renovación de las antiguas formas de militancia social y política. En muchos casos, aquella nueva izquierda fue el origen de actuales movimientos sociales de profundo calado en nuestra sociedad contemporánea, caso del ecologismo, feminismo, antimilitarismo, o el movimiento antinuclear, y en ella están en cierta medida los antecedentes políticos e ideológicos de la izquierda bolivariana actual de América Latina.

Más allá de sus diferencias, notables desde luego, hay ciertos rasgos básicos que nos permiten hablar de la nueva izquierda como conjunto. Sus aspiraciones de transformación social, y su definición en oposición a la izquierda tradicional son los fundamentales. Además, fue un movimiento que afectó a grupos sociales sobre todo urbanos, con fuerte presencia universitaria, vinculada a los movimientos de liberación del Tercer Mundo, que reaccionaba frente al imperialismo, y en el que participaban igualmente marxistas, cristianos progresistas, anarquistas o nacionalistas de diversas posturas.

En América Latina la nueva izquierda nació estrechamente vinculada con la Revolución cubana, que había provocado una fuerte conmoción en todo el continente, replanteando cuestiones teóricas y prácticas en relación con las posibilidades, la naturaleza, los métodos y la forma de la lucha revolucionaria. Las características especiales que dieron pie a la eclosión de esta nueva izquierda latinoamericana determinarían también y desde el inicio su perfil.

El debate central que dividió a la izquierda en aquellos años fue el que se desarrolló en torno a las «vías de la revolución», esto es, la forma de llevar a cabo la transformación de la sociedad. La nueva izquierda latinoamericana, en línea con las enseñanzas revolucionarias cubanas, optaba por la violencia como elemento central de su repertorio, rechazando la lucha político-electoral como vía posible de transformación radical. La lectura realizada por los líderes del castrismo acerca de su proceso concluía que había sido la lucha armada la protagonista y gran responsable de la derrota de Batista, y su modelo, teorizado en la *Guerra de Guerrillas* de Guevara, era la fórmula a seguir por quienes tuviesen objetivos similares en unas condiciones

dadas. A partir de entonces, y para un importante sector de la izquierda continental – la que daría pie a esa nueva izquierda precisamente –, la idea de revolución se asoció (y redujo) a la lucha guerrillera, y el ser revolucionario a la acción armada; lo que implicó que quien no cumpliera las condiciones no podía considerarse tal. La idea fue central en la diferenciación establecida en la época entre los denominados «revolucionarios» y «reformistas», eufemismo para referirse desde los sesenta a los partidos comunistas, dada su estrategia no armada y de transformación a partir de la participación y reforma del sistema, y una de las señas de identidad de la naciente nueva izquierda en la región.

Todos estos elementos podemos encontrarlos en la nueva izquierda uruguaya. Pero no por ello debemos dejar de tener en cuenta que su desarrollo, si por una parte se enmarca en las transformaciones regionales posteriores a 1959, por otra se inserta necesariamente en su propia tradición político-organizativa. Y en este sentido es clave la transformación de la izquierda uruguaya en la segunda mitad de los cincuenta y primeros sesenta.

Los orígenes de la nueva izquierda en Uruguay

La nueva izquierda en Uruguay no fue un bloque homogéneo, sino que estuvo conformada por diferentes grupos que compartían, cuando menos, una premisa básica: su opción por la lucha armada como instrumento de transformación social y política, rechazando la participación político-electoral como vía principal de cambio, y enfrentándose en ese aspecto a las tesis dominantes en la izquierda comunista.

Esta opción en el seno de la izquierda uruguaya fue resultado de una evolución política, ideológica y organizativa de casi un lustro. Sus orígenes hay que buscarlos en un momento político determinado, en el que se mezclaban influencias externas y frustraciones internas de la izquierda uruguaya. A partir de ahí, y si bien el proceso de definición de las posturas más radicales fue complejo, a efectos expositivos podemos resumirlo en dos ámbitos. El primero fue el clandestino. Muchos de los grupos de la nueva izquierda que aparecerán en los sesenta, o de los militantes que con el tiempo los conformaron, comenzaron a distanciarse de los ámbitos partidarios de pertenencia y a buscar nuevas opciones desde fines de 1962. A partir de entonces y hasta 1967 se dio una larga etapa de definición y debate, durante la cual tuvieron lugar los primeros ensayos de organización y acción clandestina. El segundo estuvo en la evolución política de algunos grupos y partidos de izquierda, así como en sus espacios comunes. Desde mediados de la década algunos fueron evolucionando hacia posturas cada vez más radicales, encontrando o descubriendo afinidades entre sí al tiempo que con los grupos que comenzaban a organizarse en la clandestinidad, y empezando a compartir espacios políticos o mediáticos.

Hacia 1967 la polarización en la izquierda uruguaya era evidente: frente al PCU y sus grupos afines, el resto de los partidos de izquierda conformaban un bloque cada vez más firme, si bien carecían de una organización política expresión de ello. A partir de ahí, no todos los grupos que en ese momento compartían la propuesta armada continuaron transitando esa vía. Algunos sufrieron un fuerte desgaste político y perdieron relevancia; otros renunciaron o moderaron ciertas posiciones; y otros, bien conformados como grupos de acción clandestina o bien evolucionando a ello desde la legalidad, se consolidaron desde 1968 como apuesta armada de izquierda para el Uruguay.

Si bien la clave fundamental para el despegue de la nueva izquierda en Uruguay fue la Revolución cubana, la recepción del mensaje emitido por ésta y su impacto en la izquierda

uruguaya no es comprensible si no atendemos a las circunstancias en las que ello se produjo: la transformación sufrida desde la segunda mitad de los cincuenta, que facilitó esa influencia.

Entre 1955 y 1960 la izquierda uruguaya sufrió una profunda renovación en todos sus órdenes, comenzando por sus liderazgos, lo que implicó también el desarrollo de nuevas propuestas políticas e ideológicas. Tanto socialistas como comunistas renovaron sus identidades partidarias, lo que implicó un proceso de nacionalización –abandonando su anterior componente anti-tradicionalista –, con una recolocación frente a las claves históricas del país y su conjugación con el universalismo propio de las corrientes originarias³. Y todo ello ubicado en un plano latinoamericano hasta esos momentos infrecuente que fue de importancia fundamental para la recepción en el Uruguay de los procesos que se dieron a nivel continental desde 1959. Hubo además transformaciones organizativas importantes en ambos partidos: nuevos planteamientos en la concepción de la militancia, mayor orientación al trabajo de masas y a la ampliación de bases, o reformulación de su trabajo parlamentario o sindical.

Esos procesos renovadores, si bien por una parte fueron fundamentales para que la Revolución cubana se encontrase con una izquierda receptiva, por otra lo fueron aún más si cabe para entender cómo se procesó esa influencia y cuáles fueron sus resultados. La clave estuvo en la madurez de las renovaciones: mientras que el PCU logró cerrar su proceso en un tiempo relativamente breve, tanto por el modo en que se produjo el cambio de liderazgo como por la adopción rápida y prácticamente sin disenso de un renovado proyecto político e ideológico, el PSU inició una lenta transformación que no logró completar su renovación ni en lo político ni en lo ideológico ni en lo organizativo, con graves consecuencias de futuro. Así, en los primeros años sesenta los comunistas lograron mantener un partido cohesionado y disciplinado, que supo adoptar y adaptar el mensaje de la Revolución cubana sin conflictos internos destacables. El más grave se produjo en 1963 y estuvo causado por el tratamiento interno de la polémica chino-soviética, a raíz de la cual jóvenes escindidos de los sectores juveniles conformaron el *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR). Mientras tanto, los socialistas no consiguieron canalizar el impulso movilizador y radical que Cuba transmitía a través de una estructura y acción partidaria que mantuviese la cohesión interna, por lo que los fracasos del proyecto político hicieron mella en el partido.

Esos fracasos llegaron en 1961 y 1962. La Revolución cubana había generado un rápido y muy intenso movimiento de solidaridad en el país, que sumó a la práctica política activa a sectores sociales que antes se mantenían en un segundo plano y más relacionados con sus intereses de grupo, caso del movimiento sindical y de la intelectualidad, además de personas que a título individual se incorporaron entonces a la militancia política. Esta corriente de movilización y la percepción que ella producía de posibilidades de cambio por las vías establecidas, tuvo su primera frustración en un fracasado intento de reforma constitucional impulsado en 1961 por el PSU y secundado por toda la izquierda y algunos grupos desgajados de los partidos tradicionales por efecto de la Revolución cubana, caso del Movimiento Revolucionario Oriental (MRO), fundado en 1961. El proyecto pretendía introducir reformas estructurales en lo económico y lo social (como la reforma agraria) que permitiesen afrontar la incipiente crisis económica, reformas para las que la izquierda no contaba con capacidad política por su escaso peso parlamentario.

Al tiempo se produjo otra movilización clave para la época: en consonancia con la renovación socialista y su nueva orientación de masas y sindical, a partir de 1960 Raúl Sendic,

³ Gerardo CAETANO, Javier GALLARDO y José RILLA, *La izquierda uruguaya*, Montevideo, TRILCE, 1995, p. 98.

miembro del Comité Central del PSU, se dedicó a la organización de los trabajadores agrícolas del norte del país, colaborando en 1961 en la fundación de la Unión de Trabajadores de Azúcar de Artigas (UTAA). Ésta, con protestas radicales y combativos medios de lucha poco frecuentes hasta entonces –sendas marchas a Montevideo en 1961 y 1962 para dar a conocer la explotación de los peones agrícolas de la caña de azúcar, y reclamar unos mínimos derechos vitales, sociales y laborales⁴- planteó nuevos dilemas a la izquierda.

La lucha de los cañeros, si bien fue estéril en cuanto al logro de sus objetivos, supuso una auténtica conmoción en la izquierda montevideana. Frente a la oposición comunista, el resto de la izquierda apoyó la movilización y las reivindicaciones. Para muchos era un modo de trasladar el espíritu cubano a las movilizaciones y reclamos propios. La semilla plantada por Sendic y UTAA serían fundamentales en el futuro, y sin ella no se comprendería el desarrollo de una parte importante de la nueva izquierda.

La frustración definitiva fue provocada por los comicios de noviembre de 1962. Una izquierda dividida en dos grandes frentes –la *Unión Popular* (UP) impulsada por el PSU y el *Frente Izquierda de Liberación Nacional* (FIDEL), por el PCU– no logró mejorar sus resultados electorales (margen del 10%) ni convertir en fortaleza política la amplia movilización de los dos años anteriores en relación con la Revolución cubana. Sólo se produjo un trasvase de votos del PSU-UP, que se hundió, al PCU-FIDEL. Los primeros efectos fueron la desmovilización de la izquierda, que perdió intensidad rápidamente; la crisis del PSU, sin representación parlamentaria por primera vez desde 1912; y la aparición desde finales de año de pequeños grupúsculos que empezaban a plantear la esterilidad de la vía electoral para lograr cambios radicales en el país, y la posibilidad de buscar nuevas vías de acción política.

Por último, cabe señalar la renovación del anarquismo, coetánea a la comunista y socialista. Desde los primeros cincuenta, una nueva generación vinculada con algunos viejos sindicatos y nuevas e importantes luchas sociales, se abocó a una regeneración que pasó por la superación del viejo anarcosindicalismo y la organización política del anarquismo. Además, se reubicó el discurso en un plano latinoamericano y nacional novedoso, sin romper por ello las viejas tradiciones internacionalistas. El resultado fue la creación de la *Federación Anarquista Uruguaya* (FAU) en 1956, que agrupó a los núcleos ácratas existentes en esos momentos⁵. Además, un renovado trabajo en el medio sindical les permitió crecer de forma considerable para llegar, a fines de la década siguiente, a ser de nuevo una fuerza obrera muy significativa.

El debate en torno a la organización revolucionaria

Los primeros meses de 1963 fueron una época de gran dinamismo y debate. Algunos de los militantes y pequeños grupos que desde fines de 1962 se distanciaron de las estructuras a las que pertenecían y comenzaron a encontrarse. Eran desde militantes de base de diferentes organizaciones, a destacados miembros de algunos partidos, caso de Gerardo Gatti (miembro de la dirección de FAU), o de Vivian Trías (líder del PSU). Se discutía sobre la situación del país, la crisis, las condiciones revolucionarias y golpistas, el qué hacer en el segundo caso.; debates que comenzaron a adquirir una nueva dimensión, especialmente para los grupos más radicalizados, a partir de febrero de 1963 coincidiendo con un incremento de la conflictividad social.

⁴ «Los cañeros explican su lucha», *Época*, Montevideo, 1/3/1964. Sobre UTAA, consúltese Prieto (1986).

⁵ *Voluntad*, Montevideo, noviembre 1956, nº 166.

El movimiento cañero fue por muchos meses el catalizador de todos esos militantes y grupúsculos, que le ofrecían apoyo y estudiaban el tipo de acciones a llevar a cabo y con las que conducir su compromiso con los trabajadores del norte. Desde principios de 1963 son apreciables al menos cuatro núcleos: uno que procedía básicamente de una escisión en la *Juventud* del MRO, junto con otros integrantes de militancias sociales; otro de tendencia pro-china, el MIR; los anarquistas de la FAU; y, en otro plano, un grupo en torno a Sendic, compuesto por gentes del interior, cañeros muchos de ellos, pero que no es estrictamente UTAA como organización sindical legal, si bien estaban muy relacionados.

A comienzos de 1963 estos últimos comenzaron a discutir medidas de autodefensa y la necesidad de armarse. Con la excusa del apoyo a UTAA y ocupaciones de tierras por los cañeros, planearon el asalto al Club de Tiro Suizo en Nueva Helvecia (Dpto. de Colonia). Pero la acción tenía un segundo significado y dimensión al planearse en medio del debate sobre las condiciones revolucionarias: implicaba un compromiso personal mucho más profundo, no sólo hablar de la acción y la revolución, sino empezar a implicarse en ella, pasar de ser revolucionarios de palabra y papel a aprendices de revolucionarios.

El robo de armas tuvo lugar la noche del 31 de julio de 1963. Un mes después las fuerzas de seguridad descubrieron la trama, lo que supuso el paso a la clandestinidad de Raúl Sendic. Las repercusiones de la acción fueron importantes, tanto a nivel interno como externo: pasaba a implicar un compromiso personal mucho más serio: «éramos codueños de un patrimonio peligroso y comprometedor [...] copartícipes de un secreto en el que nos iba la libertad»⁶. Y eso implicaba necesidad de organización: nació así el *Coordinador* de los grupos, institucionalización de aquel contacto que se generara meses antes y en el que se fueron perfilando posiciones, separándose los no convencidos, y llegando nuevos militantes.

El *Coordinador* fue el núcleo fundamental que permitió el nacimiento de las organizaciones clandestinas de nueva izquierda en el Uruguay. No se trataba de una organización definida ni jerarquizada, sino de un organismo de contacto entre los grupos que lo integraban. Agrupaba a militantes procedentes de diversas tendencias y con una experiencia política previa, de ahí que en él se viesen reflejadas diferentes corrientes y opciones políticas. Su actividad y su debate permitieron definir posturas y proyectos, mostrar disposiciones, desarrollar y consolidar opiniones, y comenzar a vincular a aquellos que eran más afines. En su seno los grupos que lo integraban fueron adquiriendo experiencia en la organización y acción clandestina. En cuanto a estas últimas, el objetivo fundamental fue el pertrechamiento (dinero y armas sobre todo), jugando también un papel importante las acciones de denuncia política y social⁷.

Funcionó durante más de un año, hasta enero de 1965, aunque con ciertos conflictos internos. Al nacer como un lugar de encuentro y debate, no tenía una estructura definida ni en lo político ni en lo organizativo. Se había hablado de la necesidad de un cambio de metodología, y de una apuesta por la acción en sustitución de la palabra y la teoría, pero no se había concretado qué tipo de acción ni qué tipo de organización había de llevarla adelante. A medida que algunos profundizaban en una línea de acción determinada – no compartida por todos – era preciso avanzar en un proyecto más definido. La cuestión clave sería el tipo de organización futura.

A lo largo de 1965 los debates se centraron en la posibilidad de crear una nueva estructura que fuese capaz de superar la etapa previa y las diferencias crecientes. Coincidían en la necesidad

⁶ Eleuterio FERNÁNDEZ HUIDOBRO, *Historia de los Tupamaros*, Tae, Montevideo, 1987, vol. I, pp. 82-83.

⁷ El ejemplo más representativo de éstas fueron los Comandos del hambre, iniciados el 24 de diciembre de 1963 con el asalto a un camión de reparto de una compañía de supermercados y la distribución de su carga en barrios pobres de las afueras de Montevideo.

de la lucha armada, en su carácter urbano, en su perfil continental y en su orientación socialista; y entendían que las antiguas estructuras de la izquierda ya no eran útiles para la tarea. Pero discrepaban en que para ello fuese precisa una única organización, una sola disciplina, una sola dirección y un solo estatuto. Esta discrepancia fue el centro del debate, convergiendo por una parte castristas y maoístas en su necesidad – aunque con diferencias en su definición –; y oponiéndose los anarquistas de FAU, que proponían profundizar en la coordinación, y otorgar prioridad al trabajo obrero frente a las posiciones foquistas y policlasistas⁸.

La falta de acuerdo implicó el alejamiento de FAU, y para el resto el inicio del trabajo de definición de una nueva organización que se identificaría por algunos meses simplemente como *Tupamaros*. Ese trabajo desembocó en una reunión definitiva en enero de 1966. Los debates previos ya habían anunciado el distanciamiento de posturas con un sector del MIR y algunos militantes procedentes del socialismo. Una vez consumado, los restantes – medio centenar de militantes ya organizados en células en Montevideo – acordaron crear un nuevo movimiento con una única disciplina, aprobaron sus documentos básicos y su estrategia, y eligieron un Comité Ejecutivo. Quedaba finalmente constituido, en enero de 1966, el grupo que pronto sería conocido como *Movimiento de Liberación Nacional-Tupamaros*.

A partir de ahora el MLN-T se dedicaría a establecer sus bases organizativas y de acción en la más absoluta clandestinidad. Hasta diciembre de ese año, en que fue fortuitamente descubierto por la policía, no desarrolló actividad pública significativa. En 1967 logró consolidar su estructura interna y de funcionamiento clandestino, creciendo moderadamente dentro de la militancia de la izquierda ya politizada, fundamentalmente, y superando al tiempo el acoso policial que se iniciara en el año anterior. Desde 1968, el MLN-T inició un rápido crecimiento en sectores no políticos, caso de los estudiantes, movilizados de forma muy radical por sus protestas particulares en ese año. Fue un crecimiento brusco y masivo, que hizo del MLN-T la organización más importante de toda la nueva izquierda uruguaya, y el actor político clave desde entonces hasta los meses previos al golpe de Estado de 1973.

Otros espacios de conformación de la nueva izquierda

La nueva izquierda uruguaya no tuvo un panorama organizativo homogéneo a lo largo de toda la década de los sesenta. Hacia 1966, al tiempo que aquella primera experiencia de organización clandestina cuajaba en el MLN-T, los grupos que no se habían integrado continuaban desarrollando sus actividades y elaborando sus propios proyectos. Participaban, al igual que ya lo habían hecho todos los miembros del Coordinador desde 1963, en otros ámbitos comunes de la izquierda no clandestinos. Y en estos se encontraban con otros grupos con los que no siempre compartían posiciones, pero con los que había un denominador común: su carácter no comunista.

Hacia 1966 era patente la división entre el comunismo (PCU-FIDEL) y el resto de la izquierda. Los primeros mantenían un claro liderazgo tanto en lo político, por su representación parlamentaria desde 1962 (revalidada en 1966), como en lo sindical, donde eran la fuerza mayoritaria en la Convención Nacional de Trabajadores (CNT). La convergencia de la izquierda no comunista tuvo su expresión más representativa en la edición del diario *Época* y en la

⁸ El conocimiento de estas jornadas y debates se debe al trabajo de Fernández Huidobro (*op. cit.*), contrastado con entrevistas a miembros de otros grupos, especialmente con Juan Carlos Mechoso (FAU), entrevistado en Montevideo el 9/12/2000.

polémica en torno a la participación uruguaya en la Organización Latinoamericana de Solidaridad (OLAS). En ambos casos descubrimos, además de posiciones políticas, las evoluciones particulares de algunos grupos que previamente no habían formado parte del *Coordinador* y que, a partir de cierto momento, nos indican que también pueden ser considerados como una expresión más de las posturas de nueva izquierda en Uruguay.

El diario *Época* fue la gran experiencia editorial de la izquierda independiente entre 1962 y 1967. Era la primera publicación que no respondía a una línea de partido, y en él participó toda la izquierda excepto el PCU⁹. En sus inicios era una publicación de izquierda nacionalista, alineada con el proceso cubano, tercermundista, antiimperialista y defensora de las luchas de liberación. En su Consejo Editorial y en sus puestos de dirección y redacción encontramos tanto socialistas como anarquistas, maoístas, trotskistas, independientes, o pro castristas. Incluso algunos grupos, como FAU, entre 1963 y 1967 dejaron de lado en cierta medida su propia prensa partidaria, y volcaron su militancia en el diario, que les permitía llegar a un público más amplio¹⁰. Era un lugar de encuentro para toda la izquierda no comunista tanto en sus páginas como en sus locales en un céntrico edificio de Montevideo. Fue, en definitiva, un lugar clave para la formación de una nueva izquierda en el Uruguay, tanto por el contacto con gentes de otros países allí refugiados, como por las relaciones que en el diario y a través de él se establecieron.

Época se editó hasta febrero de 1967, sobre todo por motivos económicos. Pero el devenir de ese año, e importantes cambios políticos en la izquierda radical tanto local como regional, impulsaron su reapertura meses más tarde. Por una parte, las fuerzas de seguridad y los medios de comunicación habían descubierto casualmente la existencia del MLN-T en diciembre de 1966, con lo que la lucha armada mostraba su presencia en el país. Por otra, el PSU había confirmado la culminación de su debacle política en las elecciones de 1966, y se encontraba en un terreno de nadie: había radicalizado sus posiciones desde 1960, mantenía relación con el *Coordinador* desde 1963, y desde 1965 algunas de sus resoluciones políticas mostraban su cambio de apreciación sobre los métodos de lucha y en la inevitabilidad de la violencia¹¹. Por último, en julio-agosto de 1967 se celebró en La Habana la Conferencia de la Organización Latinoamericana de Solidaridad (OLAS), que nacía con el objetivo de coordinar las luchas revolucionarias del continente, como una especie de “internacional revolucionaria” latinoamericana.

La polémica sobre la conformación del Comité Nacional uruguayo, responsabilidad (y monopolio) del FIDEL por mandato cubano, mostró las notables diferencias entre la posición comunista y las demás fuerzas de izquierda en torno a la lucha armada. La delegación uruguaya finalmente estuvo formada por los grupos del FIDEL y por el PSU, admitido gracias a las gestiones de Salvador Allende¹²; pero no participaron ni FAU, ni MIR, ni el MLN-T, entonces la única organización que tenía actividad clandestina. Los artículos publicados en *Marcha* por Carlos M^a Gutiérrez durante la Conferencia mostraron cómo la delegación uruguaya estaba dividida entre los grupos que secundaban las posiciones del PCU-FIDEL, mayoría en la delegación pero alineadas con las posturas minoritarias de la Conferencia; y la minoría formada

⁹ El PCU era la única organización de izquierda que tenía su diario, *El Popular*. En el resto de la izquierda su único rival hasta entonces era *El Sol*, semanario socialista y órgano oficial del PSU.

¹⁰ Entrevista ya citada a J. C. Mechoso.

¹¹ PSU, *Resolución Política del XXXV Congreso Ordinario*, C.E.N. PSU, 1965, Montevideo.

¹² Sobre la polémica en torno al Comité Nacional de la OLAS, véase *Época* en diciembre de 1966, y *Marcha* entre febrero y junio de 1967.

por PSU, MRO y el Movimiento Batllista 26 de Octubre, que adoptaron las posiciones mayoritarias de la OLAS, proclives a la lucha armada¹³.

La polémica de la OLAS nos indica que en agosto de 1967 las posiciones en el seno de la izquierda uruguaya estaban ya muy definidas. Los grupos de orientación hacia la lucha armada conformaban un bloque ideológico, aunque no orgánico. Lo intentarían en las siguientes semanas, y el punto de unión fue el proyecto para la reapertura del diario *Época*, que reunió desde septiembre a FAU, MAPU¹⁴, MIR, MRO, PSU e independientes¹⁵. Esta vez la coordinación tuvo un significado mucho más profundo: no sólo se trataba de la edición de un medio de comunicación; un acuerdo político que partía de las bases establecidas en la OLAS respaldó esa acción y mostró la voluntad subyacente de un trabajo conjunto de todos los grupos firmantes para una acción revolucionaria armada.

Ese consenso se concretó en el conocido como *Acuerdo de Época*, firmado por las seis organizaciones el 4 de diciembre y publicado en el primer número, el 7 de diciembre. Planteaba como objetivo primordial «promover desde el plano periodístico la maduración de las condiciones para la revolución en el Uruguay», en el marco de la revolución latinoamericana. Eso significaba «destruir el régimen vigente en lo interno, y liberar al país de la tutela del imperialismo norteamericano» en lo externo; identificando capitalismo e imperialismo como los principales enemigos y «dos vertientes de una misma realidad», cuya derrota sólo se lograría mediante la lucha armada. Se aceptaban las resoluciones de la OLAS¹⁶, pues «constituyen las premisas fundamentales para una estrategia revolucionaria eficaz y, por lo tanto, deben guiar su acción local»¹⁷.

El Acuerdo de *Época* fue la expresión definitiva de la nueva izquierda armada que se venía gestando desde los inicios de la década. A esas posturas había llegado cada grupo tras un proceso particular de definición y consolidación en lo interno. Además, significaba el logro de una cierta estructuración de un proceso de acercamiento de larga data y que había acabado de confirmarse en el debate sobre la participación en el Comité Nacional Uruguayo de la OLAS desde diciembre de 1966.

El mismo día en que aparecía *Época* con el *Acuerdo* en sus páginas, fallecía el presidente Gestido, siendo relevado por el vicepresidente Jorge Pacheco Areco. A partir de ese momento, la vida política uruguaya dio un vuelco radical. El debut de Pacheco en el ejercicio presidencial se realizó con una medida clave para la evolución de la izquierda y de la situación política del país: la clausura de *Época*, la detención de su Consejo Editorial y la ilegalización de las organizaciones firmantes del Acuerdo¹⁸. Con esta medida quedaba fuera de la legalidad prácticamente toda la izquierda no comunista.

Con la firma del Acuerdo de *Época* y la resolución del Poder Ejecutivo del 12 de diciembre de 1967 podemos considerar consolidada la opción revolucionaria armada en la izquierda uruguaya. Para algunos grupos fue la confirmación que buscaban para sus tesis de evolución reaccionaria y la necesidad de prepararse para enfrentarla con la violencia

¹³ Las páginas del semanario *Marcha* y del diario comunista *El Popular* fueron el marco de una muy dura polémica en los días en que se celebró la conferencia y en las semanas siguientes. Véase en *Marcha* los números de 28/7/1967, 5/8/1967, 11/8/1967, 18/8/1967 y en *El Popular* agosto y septiembre.

¹⁴ Movimiento de Acción Popular Unitaria. De origen cristiano, se formó en 1966. Desaparecería como tal en diciembre de 1967 tras su ilegalización.

¹⁵ *Marcha*, Montevideo, 17/8/1967, «La reaparición de *Época*».

¹⁶ Véanse en OLAS, *Primera Conferencia de la Organización Latinoamericana de Solidaridad*, La Habana, 1967.

¹⁷ *Época*, Montevideo, «Acuerdo de *Época*», 7/12/1967.

¹⁸ Resolución 1788/967. Registro Nacional de Leyes y Decretos, Uruguay, 1967/II, 2135-2141.

revolucionaria. Para otros, pudo ser quizá un impulso para transitar esa vía –que hasta ese momento no figuraba más que en discursos–, como si el cierre de opciones políticas legales fuese justo lo que necesitaban para –o que les obligaba a– decidirse por esos caminos alternativos. Esa percepción de cierre de vías legales para una transformación radical que entendieron muchos tras la resolución del día 12, caló más allá de los grupos ya radicalizados y se instaló en ciertos sectores de la opinión pública uruguaya, los más proclives posiblemente para ello –estudiantes y ciertos sectores sindicales. Significó, por tanto, la inclusión en el debate público de temas antes muy restringidos a grupos radicales y minoritarios, que desde ahora estarán presentes en más amplios sectores de la población, y en los cuales la izquierda revolucionaria armada lograría un calado significativo en los siguientes años.

Balance

La nueva izquierda uruguaya tuvo sus orígenes en la influencia generada por la Revolución cubana en el seno de una izquierda en proceso de renovación. En ese contexto y con ese bagaje, ciertos grupúsculos crecientemente radicalizados realizaron una lectura determinada de la realidad nacional y de las frustraciones políticas y sociales que generaron los proyectos no resueltos de los primeros sesenta. Comenzaba a cuajar la idea de buscar otras vías y seguir el ejemplo cubano. Al tiempo, parte de la izquierda legal fue evolucionando hacia posiciones cada vez más radicales, influida tanto por los renovados planteamientos revolucionarios de la época, como por situaciones internas. La conjunción de ambos procesos se dio tanto en el *Coordinador* como en ámbitos abiertos como el diario *Época* o polémicas como la vivida en relación con la Conferencia de la OLAS.

La maduración de las posiciones radicales llegó con el Acuerdo de *Época*. La ilegalización, si bien pudo haber sido el impulso preciso para la consolidación de una organización clandestina que reflejase la unidad de los firmantes, tuvo efectos diversos en cada uno de ellos, generando desmovilización en PSU y MIR sobre todo, y el tránsito por caminos diversos de FAU – que creó su organización clandestina en apoyo de las luchas populares, la Organización Popular Revolucionaria – 33 Orientales (OPR-33)- y el MRO –que creó las Fuerzas Armadas Revolucionarias Orientales (FARO), de nula incidencia política. Quizás el principal logro de la resolución del Poder Ejecutivo fue impedir el nacimiento de la estructura político revolucionaria clandestina que subyacía en el espíritu del *Acuerdo*.

En 1968, y tras un complejo proceso de gestación y nacimiento, de debate y definición, la nueva izquierda había tomado cuerpo en Uruguay y estaba representada, en su expresión clandestina y armada, por el MLN-T y la OPR-33 y, en modo menos significativo, por las FARO. A ellos habría que sumar una amplia variedad de sectores y fuerzas sindicales, estudiantiles o sociales que compartieron las ideas básicas de las organizaciones revolucionarias, que engordaron sus filas desde entonces y hasta 1973, y que por tanto podrían ser consideradas como parte de esa indefinida pero importante opción.

EL 68 URUGUAYO

María FERRARO
Université Grenoble-Alpes (Stendhal)
CERHIUS – ILCEA4

Hablar del año 1968 en Uruguay parece necesario al referirse a los movimientos sociales y políticos que conmocionaron los años 60-70 en el Cono Sur. Abordar ese año quizás sirva para evitar amalgamas, al tratar de explorar cuáles fueron las características propias de ese año crucial en la historia del hasta ese momento tradicional y pacífico pequeño Uruguay.

En Uruguay, el año 1968 marca profundos cambios en la vida económica, política, sindical y estudiantil. Es un año clave que determinará un antes y un después en la historia del país, es el año de todas las disidencias: políticas, culturales, de costumbres, etc. En primer lugar, se asiste a la implementación de un modelo económico que barrerá definitivamente con el liberalismo batllista, al desarrollo de la lucha estudiantil, a la resistencia de amplios sectores sociales al autoritarismo y sus dramáticas consecuencias, al crecimiento de la movilización obrera, al surgimiento de la actividad armada y la violencia política.

Estos hechos reflejan las dos vertientes de un momento histórico definitorio para el futuro de la nación: mientras se degradan con gran rapidez las condiciones socio-económicas, crecen la oposición y el rechazo al modelo autoritario y se acentúa al mismo tiempo el debate sobre las posibilidades de una revolución socialista en el Uruguay.

Es por estas razones que el estudio de ese año particular en Uruguay se inserta en la temática de las movilizaciones sociales y la violencia revolucionaria en el Cono Sur a finales de los 60 y principios de los 70 cuando surgen disidencias ideológicas y políticas que cuestionan la ortodoxia tradicional uruguaya monopolizada por los dos partidos tradicionales, el Colorado (o batllismo) y el Blanco (Partido Nacional). Por último, del conflicto surge también la construcción del «enemigo interior», el que servirá de pretexto para seguir adelante con la implementación de una economía cada vez más dependiente de intereses oligárquicos e internacionales al tiempo que se extiende la represión a toda la población, llegando al paroxismo del golpe de estado de 1973 que va a generar una enorme deuda al día de hoy no saldada en cuanto a los derechos humanos.

Los antecedentes

El 25 de noviembre de 1966, en un mundo bipolar y convulsionado, Carlos Real de Azúa, escribía en *Marcha*:

Este Tercer Mundo del que somos parte, esta Latinoamérica en la que representamos un pequeño sumando, este Uruguay de hoy estancado, desorientado, desalentado, empobrecido, metódicamente envilecido, merece tener entre sus fuerzas de promoción y liberación un socialismo ágil, remozado, joven. Las últimas disidencias lo desembarazaron de esa aberración europeizante y anacrónica que hubiera representado seguir siendo una minúscula sucursal de esas grandes estructuras de poder de las metrópolis capitalistas. Enflaquecido pero aligerado, con una nueva perspectiva y una nueva postura va a echarse a andar de nuevo; las elecciones no lo son todo, ni siquiera lo más importante, pero importan un esfuerzo y una congregación para la presencia y el recuento.

¿Qué tarea más valiosa que alumbrar una fuerza semejante se ofrece a la participación de la ciudadanía: independiente, a la de quienes no van a negociar su voto por alguna menguada ventaja individual, a la de todos aquellos que rehúsan preferir - por pálpito, capricho, ilusión o complicidad - a cualquiera de los carceleros disponibles (lo quieran ellos o no, lo piensen ahora o no) entre los que el país deberá escoger?¹

Vemos entonces en el análisis de Real de Azúa una primera constatación que echa por tierra la idea que los uruguayos tenían de sí mismos cuando afirma que el Uruguay forma parte del Tercer Mundo, refiriéndose así al fin del Uruguay liberal, del Uruguay como «Suiza de América». El fin de ese Uruguay representa dos vertientes de una misma problemática: una, en el plano económico y social, otra, el fin del bipartidismo como única alternativa política y el nacimiento de un proyecto nacional de la izquierda.

¿De qué manera se transforma ese Uruguay de los años 20 cuando el presidente paseaba sin escolta en ese «Uruguay de hoy estancado, desorientado, desalentado, empobrecido, metódicamente envilecido»?

Superada la crisis mundial que afectó al Uruguay a partir de 1931 y luego de la restauración democrática que terminó con el golpe de Estado del electo presidente por el Partido Colorado G. Terra y su posterior gobierno (31-38), unos pocos años más tarde, con el gobierno de Luis Batlle Berres (Colorado, 47-51), se consolida la prosperidad económica propiciada por los beneficios de las exportaciones durante la guerra de Corea. Es también bajo su gobierno cuando se impulsa una serie de nacionalizaciones de empresas extranjeras, particularmente británicas (ferrocarriles y agua entre otras), que constituyeron un medio de pago de la deuda contraída por ese país durante la Segunda Guerra por concepto de importaciones de carne desde Uruguay.

En 1952, con la aprobación de una nueva constitución, el Poder Ejecutivo se constituye en organismo colegiado de nueve miembros: seis representantes del partido que obtuviera la mayoría de sufragios y tres para el que le siguiera.

La política de sustitución de importaciones tuvo resultados excepcionales, el número de fábricas y obreros registró un aumento sin precedentes. Esta política se vio reforzada por lo que se llamó el «proyecto democrático-industrializador», proyecto que tenía en cuenta cuatro líneas fundamentales: profundizar la idea de nación, impulsar el desarrollo e industrializar, proceder a la modernización social (acceso de masas a la educación y la seguridad social), acrecentar la participación en la vida política.

El país de los años cincuenta recordaba al viejo Uruguay de los años 20, esa «Suiza de América» declamada una y otra vez por el gobierno.

Sin embargo, desde fines de los cincuenta el modelo sustitutivo de importaciones empieza a alcanzar sus límites provocando una severa crisis que se instalará de manera durable y tendrá consecuencias inmediatas en el plano político: el triunfo del Partido Nacional durante dos períodos, en 1958 y 1960 rompiendo de esa manera con el dominio casi monopólico del Partido Colorado durante casi un siglo (1865-1958). Si bien el Partido Nacional representaba tradicionalmente los intereses de los grupos ganaderos, la fusión de intereses del campo y la ciudad ya estaba en marcha lo que en lo sucesivo significaría tanto en el plano económico como en el político la convergencia hacia un modelo que impone disminuir la presencia del Estado en

¹ Carlos REAL DE AZÚA, *Marcha*, 25 de noviembre de 1966.

los asuntos económicos y su papel como agente de redistribución de la riqueza a través de su política de bienestar social, tradicionalmente impulsada por el batllismo.

La llegada del gobierno blanco no va a significar un progreso en materia de funcionamiento de la democracia pues la crisis económica va a acentuar los conflictos latentes, produciendo en el plano político la reafirmación de las diferentes tendencias dentro del bipartidismo y la polarización interna, un aumento considerable de las prácticas clientelistas, el uso y abuso de los cargos públicos como medio de promoción política de los cuadros de esos dos partidos y el predominio directo de los grupos económicos en el ámbito estatal.

A la crisis económica y al surgimiento de diferentes tendencias dentro de los partidos tradicionales se suma la crisis de la identidad de las clases medias, del sector obrero y de los intelectuales, crisis que se traducirá en la radicalización del movimiento estudiantil y sindical, la ampliación de las bases de los partidos de orientación marxista, y la posterior creación del Frente Amplio (1971) así como la polémica dentro de las filas de la izquierda entre una línea de masas y otra de acción armada.

Transformaciones, disidencias y ebullición ideológica

En ese contexto, Real de Azúa observa el surgimiento de las *disidencias de la izquierda*, haciendo referencia a las nuevas tendencias dentro de la izquierda uruguaya de fines de los 50 y principios de los 60, incluso antes de la Revolución cubana. Estas nuevas posiciones separaban a la izquierda del continuismo, alejándola de los centros ideológicos teóricos europeos.

A nivel internacional, comienza la política de «la paz armada» o de «convivencia pacífica» que sustituye las formas de la Guerra Fría que habían prevalecido durante la década posterior al fin de la Segunda Guerra Mundial. Latinoamérica queda así bajo la hegemonía de los Estados Unidos y la invasión de Castillo Armas así como la deposición del régimen nacional y progresista de Árbenz (1954) constituyen la manifestación cruda de la intervención norteamericana en ese continente abandonado en aras de un «equilibrio» internacional que en nada lo beneficia, sino que por el contrario muestra la desventaja del desequilibrio en que se encuentran los pequeños países pertenecientes a la órbita de un poderoso. El drama de Guatemala se transforma en paradigma que permite la toma de conciencia y obliga a volver la vista hacia los vecinos más cercanos. La izquierda uruguaya va a vivir a partir de ese momento profundas transformaciones que cambiarán el juego político del país.

Al respecto, Eduardo Rey Tristán estudia las transformaciones de la izquierda uruguaya y señala en particular:

Entre 1955 y 1971, la izquierda uruguaya sufrió una transformación radical. De ser una izquierda bipartidista, dominada por socialistas y comunistas, minoritaria electoralmente e integrada en el sistema a través de la actividad política parlamentaria y de la sindical, pasó a ser una izquierda prácticamente monopartidista, aglutinada en el Frente Amplio (FA), renovada ideológicamente, que amplió su base política y electoral con la integración de fuerzas procedentes de los partidos tradicionales, y en la que el peso del binomio socialista-comunista pasó a un segundo plano.

En esa evolución vio además cómo de sus filas nacían propuestas revolucionarias que se colocaban fuera del sistema y que, en ciertos momentos, competían con ella por la dirección del movimiento de masas. Ambas no eran, sin embargo, dos izquierdas diferentes y encontradas. Fueron dos vertientes de una opción política unitaria, que pugnaba por una

transformación social, política y económica del Uruguay, pero que lo hacían por caminos diferentes, divergentes en muchos casos, pero con puntos de contacto en otras ocasiones.²

La transformación de esa «izquierda bipartidista»

En primer lugar se producen las transformaciones dentro de los grandes partidos de izquierda, el socialista y el comunista.

En el primero, Vivián Trías³ fue imponiéndose sobre la visión socialdemócrata del fundador y líder histórico del Partido, Emilio Frugoni. La renovación del Partido Socialista (PS) implicó la superación de un pasado reformista y socialdemócrata, alineado con Occidente y los Estados Unidos en la Guerra Fría, generando una línea que combinaba marxismo y nacionalismo. Sus intentos por constituir una alianza electoral nacional-popular que excluyera al Partido Comunista del Uruguay (PCU) concluyeron en un fracaso electoral en 1962, lo que agudizó su crisis interna⁴. En efecto, en esas elecciones de 1962 el PSU realizó una alianza con sectores escindidos del Partido Nacional liderados por Enrique Erro⁵, constituyendo la llamada Unión Popular (UP). En dicha elección el PSU perdió su representación parlamentaria. Las diferencias respecto a este cambio de orientación del partido socialista y el fracaso electoral, determinaron el alejamiento de Emilio Frugoni, quien decidió fundar el Movimiento Socialista.

² Eduardo REY TRISTÁN, «Propuestas revolucionarias en la Izquierda Uruguaya de Los Años 60», *Revista de Historia*, Enero 2003, Universidad Nacional de Costa Rica, Escuela de Historia, Centro de Investigaciones Históricas.

https://www.researchgate.net/publication/259798991_Propuestas_revolucionarias_en_la_izquierda_uruguaya_delos_anos_60 (consultado el 30 de diciembre de 2015).

³ A los veinte años comenzó a dictar sus primeros cursos de Filosofía y de Historia Nacional (fue docente en el liceo de Las Piedras). Sus actividades a nivel político comenzaron pronto, con su afiliación al Partido Socialista del Uruguay, en 1946. Diez años después, en 1956, ingresó a la Cámara de Representantes como diputado, fue reelecto en 1958 y luego en 1971. Su obra escrita fue extensa y en ella consignó su pensamiento político y filosófico, así como sus comentarios sobre la actividad cotidiana del país y del mundo, a través de ensayos que luego se convertirían en libros, y de artículos periodísticos aparecidos en las revistas *Marcha*, *El Sol*, y *La Plaza*, entre otras. El principal tema de investigación de Trías, fue el análisis del imperialismo en América Latina y el Tercer Mundo. Durante la dictadura, sufrió la cárcel en varias oportunidades. Falleció el 24 de noviembre de 1980, pocos días antes del plebiscito por el «NO» a la dictadura. En: http://www3.ps.org.uy/his_web/Historia4.htm (consultado el 30 de diciembre de 2015).

⁴ Gerardo LEIBNER, « Las ideologías sociales de los revolucionarios uruguayos de los 60. », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Colloques, puesto en línea el 12 de junio de 2007, consultado el 30 de diciembre de 2015. URL : <http://nuevomundo.revues.org/11682> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.11682.

⁵ Periodista, diputado desde 1954 y reelegido cuatro años más tarde por el Partido Nacional, Enrique Erro asumió el cargo de Ministro de Industria y Trabajo pero por sus discrepancias con las políticas del nuevo gobierno en materia económica (firma de la primera Carta de Intención con el FMI y la reforma cambiaria y monetaria) fue destituido en enero de 1960. En 1971 participó en la creación del Frente Amplio, fundando dentro de éste un grupo de extracción radical llamado «Patria Grande», siendo electo senador en las elecciones de ese año. En 1973, acusado de estar implicado en contactos con el MLN (Tupamaros), la justicia militar pidió al Parlamento que se le retiraran los fueros parlamentarios. El rechazo del Parlamento a esta solicitud fue esgrimido como motivo circunstancial por el presidente Juan María Bordaberry para disolver las Cámaras el 27 de junio de ese año. Con el golpe de estado y tras su requerimiento se vio obligado a permanecer en Argentina militando contra el régimen militar uruguayo junto a Zelmario Michelini, entre otros. El 7 de marzo de 1975 fue arrestado por el gobierno argentino, permaneciendo como detenido a disposición del Poder Ejecutivo Nacional argentino hasta el 5 de noviembre de 1976. Tras su liberación, Erro viajó a París, donde se radicó hasta su fallecimiento.

A partir de ese momento, la posición ideológica del PSU propicia el surgimiento dentro de sus filas de tendencias aún más radicales y surgen líderes como Raúl Sendic, cabeza del MLN-Tupamaros.

En el segundo, con el ascenso de Rodney Arismendi quien dirigió un movimiento de oposición al entonces secretario general del partido, Eugenio Gómez, acusado de métodos autoritarios, sectarios y estalinistas, se busca posicionar el partido frente a nuevos tiempos.

Tres años más tarde, en su XVII Congreso, el PCU establece las bases de sus objetivos, sintetizando una teoría de la revolución uruguaya a partir del análisis de la situación de la lucha de las clases sociales en el país en esas fechas. A partir de dicha teoría se propone la construcción de un Frente Democrático de Liberación Nacional, llamado a ser la fuerza social de la revolución uruguaya, un frente antiimperialista y antioligárquico, como alternativa al bipartidismo tradicional en la política uruguaya. Para ese objetivo, se propone desplegar una táctica en tres direcciones: la creación de una central única de trabajadores⁶ aliada a otros sectores sociales, la unidad política en un frente único de las diferentes tendencias de la izquierda y de los grupos disidentes de los partidos políticos tradicionales y construir un partido de cuadros y de masas.

El PCU era «la formación más grande e influyente en la izquierda, mayoritario en el movimiento sindical», aplicaba «métodos de lucha generalmente pacíficos y democráticos, no solo legales» y consideraba «la acción parlamentaria como complementaria de la movilización social. Sin embargo, el PCU no descartaba la posibilidad de la lucha armada en determinadas circunstancias»⁷.

Pero, a pesar de la fuerza que representan dentro de la izquierda esos dos grandes partidos, la batalla ideológica se acentúa produciendo numerosas «disidencias» reunidas en la llamada «Tendencia combativa», presente a nivel estudiantil y en ciertos sindicatos.

Así el movimiento anarquista se renueva y escinde en el Congreso constitutivo de la Federación Anarquista Uruguaya en 1956, al dejar de lado sus referentes teóricos de Europa y EEUU lo que acarrea la separación de sus elementos más ortodoxos consecuentes con la línea antipolítica. De esos debates surge un planteo claramente antiimperialista y tercermundista en el que se critica:

[...] desde posiciones de izquierda al reformismo impulsado desde la URSS, cuyo modelo rechaza; se pronuncia contra el electoralismo y el parlamentarismo y rescata la acción directa

⁶ Con la transformación del Uruguay agrario y pastoril de finales del siglo XIX surgen pequeños y medianos centros de producción urbanos, que aglutinan a una masa de trabajadores que comenzarán poco a poco a organizarse, primero en mutuales para la defensa de sus intereses más inmediatos, y luego a plantear cuestionamientos de índole socio-política: intentos de organización de los trabajadores tipográficos de Montevideo (1857-58); *Sociedad Tipográfica Oriental* (1870); la *Biblioteca para Trabajadores* (1872), etc. Otros trabajadores que se organizan son los albañiles, maestros de escuela, tapiceros, herreros. La forja de la unidad sindical fue un proceso largo y difícil, acompañando tanto las transformaciones socio económicas de la primera mitad del siglo XX como las cuestiones político-ideológicas.

No podemos en el marco de este trabajo analizar en detalle la estructura, las influencias del movimiento sindical, pero nos parece necesario señalar una característica propia a las luchas gremiales en Uruguay: la constitución a principios de los años 60 de una central única de trabajadores, la CNT (Convención Nacional de Trabajadores) que jugará un papel de primer plano en la conducción de los movimientos reivindicativos del 68. Si bien algunos han reprochado a esta central unitaria el estar bajo la influencia del PCU, es innegable que en lo que respecta tanto a la patronal como al Estado había logrado conseguir una posición independiente de estos centros de poder, lo que la distingue del sindicalismo burocrático de otros países (Argentina, Brasil, México).

⁷ LEIBNER, *op.cit.*

del pueblo como concepción de la acción revolucionaria cuyo objetivo es el socialismo y la libertad.⁸

Desde el punto de vista organizativo la FAU se estructuraba a través de frentes.

La Resistencia Obrera Estudiantil (ROE) tenía como meta agrupar la radicalización juvenil que se operaba en la medida que se acentuaba la represión a los movimientos contestatarios de jóvenes estudiantes y trabajadores en los enfrentamientos callejeros con las fuerzas policiales en 1968 y 1969.

Por su parte, en la OPR 33 (Organización Popular Revolucionaria), sus militantes operaban como brazo armado dentro del movimiento sindical. La línea de rechazo a la participación electoral condujo la FAU a oponerse al Frente Amplio en las elecciones 1971, manteniendo su principio de abstención electoral.

Al calor de las discusiones ideológicas acerca de la conducción del movimiento revolucionario surgieron múltiples grupos, como los Grupos de Acción Unificadora (GAU), el FER (a nivel de estudiantes universitarios y de secundaria), etc. Las teorías «foquistas» se enfrentaban a la línea de masas del PCU, en particular. La experiencia cubana, la guerrilla del Che en Bolivia suscitaban la adhesión de numerosos militantes estudiantiles y sindicales agrupados en esa «Tendencia combativa» que consideraba «reformista» y moderada la orientación de los comunistas y sus aliados en la conducción de la central sindical y del movimiento revolucionario en general.

La virulencia de la confrontación ideológica dentro de la propia izquierda queda reflejada en las opiniones vertidas en uno de los números de la revista *Estudios* donde se habla de:

[...] tendencias ajenas al proletariado (anarquistas, MUSP, MIR) que no obstante responder a grupos minúsculos, sin ninguna significación de masas, con planteamientos supuestamente radicales pretenden confundir a los trabajadores, mellar su fe en la organización, impulsarlos a medidas aventureras que sólo conducen al fracaso y la dispersión de fuerzas; cerrar el paso a la acción provocadora del trotskismo resulta, por supuesto, una tarea ineludible.⁹

Vemos entonces un espacio y un tiempo donde se produce la polémica e incluso los enfrentamientos dentro de la propia izquierda.

Es también en ese periodo cuando surge la manifestación de la violencia política a través de las acciones del MLN-T, quizás el movimiento guerrillero más singular en América Latina. El MLN-T se propone una acción radical armada en un país sin selvas ni montañas. La estrategia del MLN-T se basa entonces en la acción clandestina urbana, esencialmente desarrollada en la capital, Montevideo, ciudad que cuenta en ese entonces con una población de menos de un millón y medio de habitantes. Con respecto a esta organización existe una abundante literatura que da cuenta de la misma, por lo que parece superfluo ahondar aquí en el tema. Cabe señalar sin embargo el análisis que hace Ángel Rama (1972)¹⁰ situando precisamente el fin de la generación de intelectuales llamada «generación crítica» con la toma de la ciudad de Pando (segunda ciudad en importancia), el 8 de octubre de 1969, por parte del MLN-T.

⁸ Hugo CORES, *El 68 uruguayo*, capítulo 4, en <http://www.pvp.org.uy/?p=187> (Consultado el 30 de diciembre de 2015).

⁹ Revista *Estudios* N° 43, 1967, p.31

¹⁰ Ángel RAMA, *La generación crítica, 1939-1969*, Montevideo, Arca, 1972.

En vísperas del 68

Como ya vimos, el fracaso del proyecto neo-batllista y la derrota en las elecciones de noviembre de 1958, habían permitido que la fracción de la burguesía que representaba los intereses más conservadores de los grandes estancieros, del comercio exterior, de la industria frigorífica y la banca privada acaparara las instancias de gobierno. Sin embargo, la remodelación conservadora del Uruguay no se estaba haciendo con la celeridad deseada por las clases dominantes. La adhesión de sectores populares a los partidos tradicionales, es decir una importante base electoral (el 90% de los sufragios se los repartían entre blancos y colorados), era un real «obstáculo» a los planes de reformas que estos partidos intentaban imponer. Por otro lado, en medio del estancamiento económico, de resistencia obrera y popular, de falta de coherencia en el interior mismo de los partidos tradicionales, el sistema de Poder Ejecutivo Colegiado de 9 miembros, con rotación anual de la Presidencia, constituía también un obstáculo a la eficacia de esos planes.

En ese contexto, a principios de 1966, desde los sectores dominantes se proyecta la Reforma de la Constitución tendiente a reforzar la acción del Poder Ejecutivo con el objetivo de centralizar la gestión económica que pasa a estar bajo el control directo de la Presidencia de la República. De ese modo desaparecen la tradicional descentralización y autonomía de los entes estatales así como el papel que hasta ese momento habían jugado tanto el Poder Legislativo como los propios partidos en la regulación socio-económica.

Por su parte, tanto sindicatos como partidos de izquierda ven con claridad los peligros de esa Reforma. Gerardo Gatti, dirigente del Sindicato de Artes Gráficas, escribía en *Marcha*:

La dictadura del Poder Ejecutivo es una derivación natural del régimen democrático burgués en un período de crisis. Esa dictadura puede ejercerse post-golpe de Estado, a través de un «gorila» o sin golpe, por un ejecutivo «democrático», dotado constitucionalmente de amplios poderes.¹¹

La reforma va a ser plebiscitada y aprobada y las nuevas elecciones dan ganador al Partido Colorado llevando a la presidencia a Oscar Gestido quien gobierna pocos meses en medio de una gran inestabilidad política, hasta su fallecimiento a finales del 1967. Le sucede entonces Jorge Pacheco Areco iniciando así lo que popularmente se llamará el «pachecato».

1968: el «pachecato»

A la muerte de Gestido, en diciembre del 67, asume la presidencia Jorge Pacheco Areco. Desde una perspectiva histórica es posible confirmar que el gobierno de Pacheco entroniza directamente en el poder, sin enmascaramientos, a los representantes directos de la alta oligarquía. La reorganización ministerial permite la sustitución de los elementos políticos por empresarios, latifundistas y grandes banqueros, paso indispensable para aplicar las directivas del FMI. Pacheco nombra a Jorge Peirano Facio (presidente del Banco Mercantil) Ministro de Industria y Comercio, a César Charlone (Sociedad de Bancos) Ministro de Hacienda, al Ing. Alejandro Végh Villegas (Banco La Caja Obrera) director de Planeamiento, al Dr. Carlos Frick

¹¹ Hugo CORES , *op. cit.*

Davies (asociado a los Santayana en varias S.A. y Banco Comercial) Ministro de Ganadería y Agricultura, a Joaquín Secco García (Banco de Cobranzas) Subsecretario de RREE.

Inmediatamente después, el 12 de diciembre del 1967, Pacheco ilegaliza al Partido Socialista y a otras organizaciones de izquierda (MRO, MAPU, MIR, FAU) que junto a esos grupos editaban el diario *Época*, que es clausurado. También lo es el semanario *El Sol*, órgano oficial del PS.

Gobernar mediante «Medidas Prontas de Seguridad»

En el mes de junio, el 13 de junio precisamente, con la implantación de las Medidas Prontas de Seguridad (MPS) que restringen los derechos y las garantías individuales y la congelación de precios y salarios del 28 de junio, se inicia el ciclo autoritario que impondrá cambios profundos y duraderos en todos los ámbitos del país, en el Estado y la sociedad:

[...] en la vida cotidiana de la familia trabajadora y en los anhelos y las esperanzas de los jóvenes, en la confianza o no en los destinos del país, en la educación pública y en la cultura popular, en la administración de justicia, en las formas de actuación policial y en los medios de comunicación. Nada quedó al margen de los cambios.¹²

Sobre esas MPS escribió proféticamente Carlos Quijano:

Nunca [...] las medidas prontas de seguridad han puesto en mayor peligro la estructura constitucional del país y la libertad de los ciudadanos [...]. La escalada, de continuar, lleva a la dictadura, y la violencia engendrará la violencia.¹³

En efecto, el 68 inaugura un proceso represivo que llevará al largo paréntesis democrático con la dictadura de 1973 a 1985. Esas MPS, o «paréntesis cesarista»¹⁴ como también las llamó Quijano, se fueron multiplicando hasta volverse un funcionamiento permanente del Estado. Las MPS fueron adoptadas a raíz de conflictos sindicales y supusieron siempre persecución y detención de sindicalistas así como censura de la prensa, represión policial violenta del movimiento social, obrero y estudiantil; esas MPS cobraron así sus primeras víctimas.

Como lo señala el politólogo Oscar A. Bottinelli «lo cierto es que, más allá de la discusión jurídica e inclusive de la discusión sobre si ello fue inevitable, supuso necesariamente la afectación de los valores democráticos liberales.» Y añade:

Desde el Estado se aplicó primero a cuentagotas y luego a chorros el decaimiento de los valores básicos de la democracia: la libertad de prensa, la libertad individual, el derecho a manifestar, e inclusive el derecho a la integridad física. Cuando alguien es sensible a las libertades o sufre en carne propia la represión por ideas políticas desde el Estado, se le hace difícil identificarse con ese Estado o creer que ese Estado es el paradigma de la democracia.¹⁵

¹² Hugo CORES, *op. cit.*, Parte 1, cap I.

¹³ Carlos QUIJANO, 5 de julio de 1968.

¹⁴ Carlos QUIJANO, «Un paréntesis cesarista», *Marcha*, 14 de octubre de 1968.

¹⁵ Oscar A. BOTTINELLI, *El Observador*, 8 de julio de 2007.

Es en ese sentido que el año 68 en Uruguay constituye el punto de inflexión entre un antes y un después en cuanto al funcionamiento de la democracia. Pero también lo es desde una perspectiva económica, pues ese decaimiento de la democracia tenía un objetivo económico. La deriva autoritaria produjo una nueva relación de fuerzas entre las clases, en perjuicio de los trabajadores. Este proceso, que se acentuará entre 1973 y 1985, con el golpe de Estado y la dictadura, tuvo como meta la reestructuración del sector financiero y la concentración del poder y de la riqueza.

El 68 uruguayo significó la irrupción de una nueva generación en la arena política y social: los jóvenes, estudiantes y trabajadores, tendrán una participación decisiva en el sueño, irrealizado, de una revolución liberadora. Los cambios económicos van a permitir, por su profundidad e injusticia, el fin del bipartidismo tradicional como único ideal político.

El método de gobierno de Pacheco Areco se basa en la contención de la protesta social a través del instrumento de las MPS que se fueron prolongando y renovando hasta la instauración del «estado de guerra interna» el 15 de abril de 1972 siendo ya presidente Bordaberry.

Mediante ese instrumento represivo, el gobierno de Pacheco Areco pudo impunemente reprimir al movimiento obrero y popular, clausurar sus locales, ilegalizar temporalmente sus organizaciones sindicales, perseguir al movimiento estudiantil, universitario y hasta secundario. La escalada represiva afectará también de manera directa el propio orden constitucional fortaleciendo un poder de corte autoritario, haciendo desaparecer las libertades del ciudadano. El recurso de gobernar por decretos le permite a Pacheco la concentración del poder en el Ejecutivo, la neutralización del Parlamento y la minimización del papel de la Justicia. Todo ello al servicio del objetivo económico mayor: volver a dibujar el modelo de distribución del ingreso en beneficio del gran capital.

El historiador británico Henry Finch (1980) señala al respecto que “La orientación pachequista significó una clara ruptura con las formas anteriores de dirección económica ante la cual el sector privado respondió con inusual confianza¹⁶.”

De ese modo, el corte autoritario impuesto por Pacheco tuvo el apoyo expreso de las principales entidades empresariales del país. El mismo día 13 de junio éstas declaran:

Cuando en la mañana de ayer solicitamos esta audiencia (al Presidente de la República) lo hicimos con la honda inquietud que sentía la producción y el comercio por la situación imperante en el país e inspirados en el propósito de significar la necesidad de que el gobierno arbitrara con urgencia los medios para restablecer no sólo los servicios públicos paralizados sino el orden y la tranquilidad social gravemente perturbados. La presión gremial se había centrado contra el Estado. Con ese propósito se había logrado el deterioro y el paulatino menoscabo del sector público. Miles de funcionarios, invocando derechos inexistentes, dificultaban la actividad de servicios esenciales.

Se pretendía imponer la supremacía del interés particular sobre el interés general. Se quería doblegar al gobierno para imponerle sus propias determinaciones. Asistíamos al desafío que los organismos sindicales le hacían al Estado. Felizmente, las MPS adoptadas horas más tarde por el Poder Ejecutivo, al restaurar la preeminencia del poder público sobre el sindical, constituyen una reafirmación de que está dispuesto a asumir en toda su plenitud las responsabilidades que le competen (...). No era posible encarar la realidad económica-financiera-monetary y social del país en medio de desbordes, amenazas y disturbios. Expresamos entonces nuestra adhesión por las medidas adoptadas por el Sr. Presidente de la República.

¹⁶ Henry FINCH, *Historia económica del Uruguay contemporáneo*, Ediciones de la Banda Oriental, 1980, p. 50.

Firman: Cámara Nacional de Comercio, Arturo Lerena Acevedo; Asociación Rural: Francisco Haedo Terra; Cámara Mercantil de Productos del País: Héctor Sarno Beramendi; Federación Rural: Juan José Jaso Anchorena; Asociación de Bancos del Uruguay, Bolsa de Valores. Entidades Comerciales e Industriales del Interior, *etc.*¹⁷

Las drásticas medidas represivas aplicadas contra el descontento popular le permitieron al Partido Colorado resolver su crisis interna favoreciendo a los sectores más conservadores y autoritarios frente a líderes como Zelmar Michelini¹⁸, Alba Roballo, entre otros que pugnaban por un retorno al batllismo de los orígenes, socialmente avanzado. Pocos años más tarde, Michelini y Roballo participarán en la fundación del FA.

Por último, las Medidas Prontas de Seguridad son el instrumento que permite cohesionar en torno a la figura carismática y providencial del Presidente a los jefes de la administración y de las Fuerzas Armadas en la aplicación de un proyecto autoritario que se traduce, además, por las primeras destituciones de funcionarios públicos y las primeras denuncias de torturas en dependencias policiales.

Sin embargo, esas MPS no lograron cumplir con su objetivo de aniquilar la movilización social sino que la acrecentaron, multiplicándose las acciones diarias, huelgas, manifestaciones, enfrentamientos callejeros, ocupaciones de fábricas y centros de enseñanza, *etc.*, ya fueran espontáneas u organizadas por los sindicatos y partidos de izquierda.

14 de agosto de 1968: muerte de Liber Arce ¡Liberarse!

Enumerar día a día, hora a hora las múltiples formas de movilización popular sería tarea vana, casi imposible, siempre faltaría una acción en el recuento. Sin embargo, es importante recordar que el 13 de agosto, en una manifestación es herido de bala en la espalda el estudiante de odontología Liber Arce. La policía impide su traslado inmediato al hospital y fallece al día siguiente. Será el primer mártir estudiantil, un estudiante miembro de la UJC, responsable de la biblioteca de esa organización, un joven amable y tranquilo. Su muerte sacude a todo el país. Al velatorio y sepelio concurre una muchedumbre acongojada encabezada por el primer secretario del PCU y el arzobispo de Montevideo.

Un mes más tarde, el 20 septiembre, la represión policial a una manifestación estudiantil dejará como saldo más de 40 heridos por armas de fuego entre los cuales dos estudiantes mueren al día siguiente: frente a la Universidad de la República es herido de muerte el estudiante Hugo de los Santos y cuando un grupo de jóvenes intenta auxiliarlo nuevas descargas de perdigones matan a la estudiante Susana Pintos.¹⁹

El enemigo interior y el «partido del miedo»

A pesar del desarrollo de la resistencia popular y de la desobediencia civil, la oposición no logró implementar una perspectiva política clara. Esto permitió que los grupos hegemónicos de

¹⁷ Hugo CORES, *op. cit.*

¹⁸ El 18 de mayo de 1976 fue secuestrado en Buenos Aires y asesinado junto con el ex diputado Héctor Gutiérrez Ruiz (Partido Blanco) y dos ex militantes del MLN, Rosario del Carmen Barredo y William Whitelaw.

¹⁹ Ver el informe detallado sobre las víctimas de ese día elaborado por el Sindicato médico del Uruguay en http://www.radio36.com.uy/mensaje/2006/09/m_260906.html (Consultado el 30 de diciembre de 2015).

poder, mediante los instrumentos del Estado y los medios de comunicación, presentaran las acciones populares como responsables del caos, contrarias al orden y los logros del Uruguay tradicional. El historiador Alvaro Rico analiza que:

A través del binomio crisis-orden, [...] el discurso desde el Estado cierra el círculo de su enmascaramiento ideológico: no sólo aparece «neutral» frente al reajuste económico y político conservador; sino que aparece como «víctima» de la sociedad. El Estado es prisionero de la realidad conflictiva de los 60. El verdadero responsable de la crisis está fuera de él y de quienes lo dirigen. Está en la sociedad y dentro de ella, en sectores particularizados y estigmatizados por el propio discurso del poder como «enemigos» del orden institucional vigente: «minorías», «activistas», «fanáticos», «subversivos».²⁰

Por su parte, la prensa representante de los intereses de los partidos tradicionales y de las clases oligárquica y burguesa se hace eco de esa «victimización» del Estado y del gobierno al tiempo que presenta como diabólica la resistencia popular. Para ejemplo, basta referirse al periódico *El Diario* donde se podía leer:

Vivimos otra vez un régimen excepcional de medidas de seguridad impuestas al gobierno como necesaria respuesta a un clima de subversión, de desorden, de desacato, en que se mezcla la inspiración foránea, la acción de la delincuencia de ciertos grupos pseudo políticos y la equivocada acción de sectores sindicales.

El movimiento popular de resistencia se vuelve así el enemigo interior al que es necesario combatir y aniquilar.

Lo que hemos intentado analizar es que el origen del enfrentamiento del 68 uruguayo reside en la voluntad política de las clases dirigentes de terminar de manera drástica y autoritaria, mediante la adecuación de las estructuras políticas a sus fines, con los derechos que los trabajadores habían obtenido durante los cuarenta años anteriores.

Si bien la izquierda aparecía unida en el plano sindical en torno a la central única, la CGT, las divergencias de tácticas y estrategias llevaban a una confrontación entre los diferentes partidos y grupos, enfrentamiento en el que primaba el dogmatismo, dificultando la emergencia de un pensamiento propio de esa izquierda plural, lo que acarreará consecuencias negativas al no poder presentar en ese momento una perspectiva política clara y coherente.

Ese año 68 se convertirá entonces en el paradigma de la confrontación de las fuerzas populares con las de las clases conservadoras, confrontación que se irá acrecentando y provocando transformaciones profundas en el país, para desembocar, cinco años más tarde, en el golpe de Estado. Será indudablemente un año rico en experiencias para una nueva generación de jóvenes que, al entrar en disidencia, ingresaban en la arena política animados por un idealismo de transformación social y se verán envueltos en la espiral de ese nuevo Uruguay de injusticia y opresión.

²⁰ Alvaro Rico, 1968: *El liberalismo conservador*, Ediciones Banda Oriental, 1989.

VOIX DU POUVOIR POPULAIRE, VOIX DES INSTITUTIONS : LA GAUCHE CHILIENNE FACE AUX « HOQUETS DU TEMPS BRISÉ » DU GOUVERNEMENT ALLENDE (1970-1973)

Franck GAUDICHAUD

Université Grenoble-Alpes

Institut des Langues et Cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie (ILCEEA)- EA 7356

(Re)penser la « voie chilienne vers le socialisme »

Si le processus révolutionnaire qu'a représenté l'époque de la « voie chilienne vers le socialisme » et du gouvernement Allende (1970-1973) a été largement étudié au cours des 40 dernières années, les formes d'organisations populaires et ouvrières qui ont accompagné cette expérience restent encore le parent pauvre de l'historiographie, au profit d'études plus centrées sur la figure du Président Allende, les partis politiques, le gouvernement ou l'intervention états-unienne. Même s'il faut reconnaître qu'une nouvelle génération de chercheurs chiliens est en train de combler, lentement mais sûrement, cette lacune¹. Dans les pages qui suivent, nous proposons, afin d'aiguiser l'appétit et l'intérêt d'étudiants, enseignants et chercheurs éventuellement intéressés par ces thématiques, un aperçu de notre travail de thèse de doctorat consacré au « pouvoir populaire » chilien durant ces « mille jours qui firent trembler le monde », en restituant l'essentiel de la conclusion de l'ouvrage qui en est issu². Notre objectif a été essentiellement de mettre l'accent sur ces données originales, qui prennent racine dans le tourbillon du mouvement ouvrier et au sein des *poblaciones*³, durant le gouvernement de l'Unité Populaire : cette coalition de gauche organisée autour de grands partis ouvriers et marxisants (le parti socialiste - PS et le parti communiste - PC), qui gagne l'exécutif en septembre 1970, tout en restant minoritaire sur le plan électoral et parlementaire (un fait majeur pour comprendre cette histoire tragique)⁴.

Notre recherche cherche à montrer qu'au cœur de cette période d'affrontements sociaux et de bouleversements politiques ont surgi diverses tentatives « par en bas » de ce que nous avons proposé de nommer *pouvoir populaire constituant*, une notion que nous proposons de définir

¹ Franck GAUDICHAUD, « A 40 años del golpe. Historiografía crítica y pistas de investigación para (re)pensar la Unidad Popular (1970-1973) », *Revista Tiempo Histórico*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, N° 6, Santiago, 2013, pp. 63-79, <http://bibliotecadigital.academia.cl/bitstream/123456789/1729/1/063-079.pdf> (consulté le 22 décembre 2015).

² Franck GAUDICHAUD, *Chili (1970-1973). Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses Universitaires de Rennes - Institut des Amériques, Rennes, 2013. Le présent article est une version légèrement modifiée pour la revue de la *Société des Langues Néo-Latines* du chapitre « Le Chili sous Allende ou la discordance des temps révolutionnaires » paru dans Francis DESVOIS et Hélène FINET, *Chili 1973-2013. Mémoires ouvertes*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches A. Latines, 2015.

³ Quartiers populaires et périphériques des principales grandes villes.

⁴ Allende gagne la présidence avec 36,6% des voix en 1970 ; en mai 1971, les élections municipales offrent 48,6% des voix à la coalition et 43,3% des électeurs votent pour l'UP lors des élections parlementaires de mars 1973.

comme la création d'expérimentations sociales et politiques de contre-pouvoir et contre-hégémonies organisés, conduisant à de nouvelles formes d'appropriations collectives populaires et à une remise en cause – totale ou la plupart du temps partielle – des relations de production, des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, spatiales et des mécanismes de domination matériels ou symboliques. C'est précisément là que pourrait se situer la véritable originalité du processus chilien, au-delà du caractère – effectivement inédit – du projet de transition intentionnelle vers le socialisme allendiste⁵. Et si l'on scrute les diverses facettes de cette ébullition collective qui a mobilisé plusieurs dizaines de milliers de salariés, *pobladores* et militants de gauche, on voit poindre une « grammaire de la contestation »⁶ peu connue de l'Unité populaire (UP). Cette « idée-force »⁷ est celle du *pouvoir populaire*, mais dans ce ciel agité, une étoile a brillé plus fortement que d'autres : l'histoire des Cordons industriels. Apparus la plupart du temps en périphérie des grandes villes, ce sont des organismes territoriaux de coordination ouvrière, regroupant les syndicats de plusieurs entreprises d'une zone urbaine spécifique, avec pour but immédiat la concrétisation de revendications telles que l'extension du secteur nationalisé, le contrôle ouvrier de la production, l'autodéfense des usines, l'augmentation des salaires ou encore, à moyen terme, l'instauration d'une nouvelle architecture institutionnelle, basée sur des conseils populaires communaux et provinciaux. Les « Cordons » dessinent ainsi une nouvelle topographie des luttes en milieu urbain, aux côtés d'autres acteurs du mouvement social. Ils s'ancrent progressivement dans une ville en lutte et des territoires appropriés par et pour des classes populaires massivement mobilisées.

Cherchant à éviter de nouvelles interprétations réductionnistes ou antinomiques sur une expérience révolutionnaire complexe, cette histoire du *poder popular* lève le voile sur une dynamique diachronique entre le mouvement ouvrier et le projet de transition vers le socialisme de la gauche, entre l'espace des mobilisations collectives et leur tentative de canalisation par les partis, entre la logique tellurique des conflits de classes et la volonté du gouvernement Allende de suivre le temps institutionnel d'une révolution pacifique. L'intérêt d'une telle analyse interactionnelle entre la *voix de la rue* et la *voix des institutions*, notamment celle du gouvernement, est évident. Elle souligne les « passerelles » entre « mondes *mouvementistes* » et partisans, entre les gauches et leurs « bases sociales », entre le « camarade-président » et le mouvement ouvrier⁸. Pourtant, dans cette période révolutionnaire, cette interaction devient de plus en plus tendue et conflictuelle au fur et à mesure que le projet allendiste entre en crise et que se radicalisent aussi bien les secteurs populaires qui appuient le gouvernement que l'opposition de droite et d'extrême-droite (avec le soutien calculé de la CIA). La discordance des temps sociaux et politiques de l'Unité populaire est ainsi dévoilée comme une donnée capitale de cette période. Durant cette période, s'affirme nettement ce que le philosophe Daniel Bensaïd nommait les « hoquets du temps brisé » du conflit social⁹. Les récits de vie permettent de restituer la dimension microsociale de cette dialectique et d'entrevoir ce qui s'est passé dans une usine, un syndicat ou lors de l'assemblée d'un Cordon industriel. Bref, de comprendre de quelle manière

⁵ Peter WINN, *La revolución chilena*, Santiago, LOM, 2014.

⁶ Irène PEREIRA, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Paris, La Découverte, 2010.

⁷ Pour Pierre Bourdieu, « la force proprement politique de l'idée réside en dernière analyse dans la force du groupe qu'elle peut mobiliser » (« Questions de politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°16, 1977, pp. 55-89).

⁸ Simon LUCK, Stéphanie DECHEZELLES (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, PUR, 2011, p. 20.

⁹ Daniel Bensaïd, *La discordance des temps*, Paris, Les éditions de la Passion, 1995.

l'action collective et les engagements individuels se sont combinés avec l'affrontement politique global¹⁰.

Durant le gouvernement Allende, les appareils politiques qui accompagnent les actions collectives protestataires sont majoritairement représentés par les partis qui composent l'UP (principalement le PC et le PS). Des organisations partisans qui contrôlent le pouvoir exécutif, une partie (minoritaire) du Parlement et toujours une large fraction du syndicalisme comme du mouvement *pobladores*. Ces partis organisent et s'appuient sur des luttes sociales qui explosent littéralement dans tout le pays à partir de 1970. Parallèlement, l'objectif tactique de la gauche gouvernementale est de réussir à canaliser les agents sociaux mobilisés autour du programme « étapiste » de la révolution institutionnelle et pacifique¹¹. Ceci tandis que le chemin pris par les actions collectives s'engage dans un cours ascendant, extrêmement difficile à contenir dans de telles limites. Ainsi, comme dans la plupart des phénomènes prérévolutionnaires, ce petit « pays allongé » du Cône sud connaît une dynamique de débordement, non seulement des partis de gauche, mais aussi de l'ensemble des pouvoirs institués de représentation politique ou de médiation sociale. Parti d'une relation très étroite, presque symbiotique, que l'on pourrait qualifier d'hétéronome, on décèle une différenciation toujours plus nette entre l'espace du mouvement ouvrier et le champ partisan. Finalement, au cours de ces mille jours, se chevauchent des formes de « pouvoir populaire institutionnalisé » (sous contrôle du gouvernement), avec diverses déclinaisons de « pouvoir populaire constituant » jaillies de la base. Le « flux de conflit » étudié peut être divisé en plusieurs « épisodes », liant diverses « séquences d'interactions conflictuelles »¹² au cours desquelles s'affirment des formes différentes, voire asymétriques, mais combinées, de participation des classes dominées et agents mobilisés au processus du changement social. Dans une vision synchronique, nous pouvons dégager trois grandes séquences successives.

Les trois respirations saccadées du pouvoir populaire

La première séquence va de l'élection d'Allende à la grande grève menée par l'opposition et le patronat, en octobre 1972. Elle est marquée par une forte identification entre l'UP et sa base sociale. Le gouvernement s'appuie résolument sur le salariat organisé et favorise des mobilisations collectives, massives, festives, enthousiastes, dans tout le pays. Il lance un vigoureux programme de réformes démocratiques, de redistribution des richesses et met fin à la répression étatique contre les mouvements sociaux, créant ainsi une structure ouverte d'occasions politiques. C'est la notion de participation institutionnalisée qui prime : comités de l'Unité populaire, comités de ravitaillement (JAP), système de participation des salariés dans le secteur nationalisé, comités de surveillance de la production pour le privé. Il s'agit d'une participation impulsée et dirigée depuis l'État, restreinte à certaines couches sociales spécifiques, sur

¹⁰ Voir notre livre d'histoire orale et recueils de témoignages : Franck GAUDICHAUD, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004.

¹¹ Selon l'historien chilien Rolando Álvarez, il serait plus juste de parler de voie « non armée » vers le socialisme : Rolando ÁLVAREZ, *Arriba los pobres del mundo. Identidad y cultura política del Partido Comunista de Chile entre democracia y dictadura. 1965-1990*, Santiago, LOM, 2009.

¹² Pour employer la terminologie de Charles Tilly et Sidney Tarrow dans leurs analyses des politiques du conflit. Charles TILLY, Sydney TARROW, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 347.

lesquelles le gouvernement cherche à s'appuyer en priorité. Rapidement, plusieurs initiatives de ce type ont tourné court. C'est le cas des comités de l'Unité populaire, qui périclitent faute d'un projet politique concret. D'autres ont montré leurs limites, comme les JAP qui, malgré leur contribution réelle au combat contre le marché noir, restent sans pouvoir réel ; ou tels les comités de surveillance du secteur privé, qui ne se sont jamais vraiment mis en place, de peur de s'attirer les foudres de la petite et moyenne bourgeoisie. Fondamentalement, le projet de l'UP possède de nombreux traits de productivisme, dans le sens où il insiste davantage sur la « bataille de la production » que sur l'importance de la praxis participative de l'ensemble des classes populaires. Ce que l'historien Gabriel Salázar désigne, de manière volontairement provocatrice, comme un projet de « réformes pour le peuple, sans le peuple ».

L'une des mesures phares prises par l'UP en faveur d'une transformation progressive des relations sociales de production a été d'implanter un système de cogestion dans les entreprises nationalisées, en accord avec la CUT (*Central Única de los Trabajadores*), la grande confédération syndicale fondée en 1953 par Clotario Blest. La constitution (et l'extension) de l'Aire de propriété sociale est l'une des pierres de touche de cette période, puisqu'elle accentue le contenu et la radicalité des conflits entre capital et travail, en même temps qu'elle amorce un riche essai d'appropriation sociale de la sphère productive par les salariés. Cependant, dans ces usines, pour la plupart de grande taille, on a pu décrire au travers de cas concrets, certaines formes d'*hétérogestion* et, parfois, un paternalisme éloigné de la geste autogestionnaire souhaitée par les militants ouvriers. De même, l'épineuse question de la propriété des entreprises n'a jamais été résolue complètement par le gouvernement, qui a dû affronter un Parlement hostile et un appareil judiciaire qui lui refuse le droit de nationaliser.

Progressivement, l'énergie libérée « par en bas » s'étend, par capillarité, depuis les secteurs ouvriers les plus organisés jusqu'aux couches populaires subalternes. L'extension et la diffusion de l'action collective à un sujet social toujours plus ample se retourne contre le projet de réformes institutionnelles et graduelles de l'UP. Les dirigeants syndicaux des moyennes entreprises laissées dans le privé par le gouvernement, des *pobladores* liés à l'aile « rupturiste » de la gauche, des militants souvent jeunes et critiques envers leurs directions politiques, deviennent les têtes de file d'un mouvement où s'entremêlent, de manière féconde, rénovation générationnelle, identités populaires insurrectionnelles et radicalisation politique. Indéniablement, cette impulsion a pour racines une modernisation accélérée de forces productives qui se trouvent de plus en plus à l'étroit dans le cadre de relations sociales de production très souvent archaïques.

La seconde respiration du pouvoir populaire prend son souffle avec la grève d'octobre 1972, pour finir en juin 1973. Le trait essentiel de cette étape est le surgissement d'organisations indépendantes de l'exécutif, tels que les Cordons industriels et, dans une moindre mesure, les Commandos communaux, ainsi que divers comités liés au mouvement *pobladores*. Néanmoins, cette étape souligne avec force que le mouvement *pobladores* est une partie essentielle du pouvoir populaire urbain. Plusieurs expériences collectives menées par ces agents sociaux montrent l'importance de leurs mobilisations et comment ils parviennent à interpeller l'État central sur leur situation en ce qui concerne le transport, le logement, la santé, etc. Le cas du *Campamento Nueva La Habana* apparaît à ce titre symbolique, même s'il reste tout à fait exceptionnel¹³. Cette tentative de village autogéré représente un embryon de pouvoir populaire constituant local. Par contre, à l'image des autres secteurs du mouvement *pobladores*, ce

¹³ Boris COFRE S., *Campamento Nueva La Habana: el MIR y el movimiento de pobladores 1970-1973*, Concepción, Escapate, 2007.

campamento n'a pas vu l'écllosion d'une véritable « révolution culturelle », et ses habitants restent insérés dans une relation verticaliste dans leurs rapports avec les cadres du MIR. Quant à l'apparition des Commandos communaux, si elle confirme la tendance à l'unification des secteurs subalternes (qui s'accélère durant la grève d'octobre 1972), il apparaît que leur praxis réelle est largement mythifiée.

À partir de la mi-1972, la toile de fond avec laquelle doit composer l'Unité populaire est celle d'une grave crise économique où s'autoalimentent inflation et marché noir, consciemment organisés par la bourgeoisie et l'opposition. Les classes dominantes, après avoir centré leurs attaques sur le gouvernement, se préparent à agir résolument en dehors du cadre institutionnel. Produit de cette accumulation de tensions, une inquiétante division au sein du gouvernement se dessine, entre un secteur « rupturiste » et un pôle plus modéré. Le phénomène apparaît avec éclat à l'occasion de l'assemblée de Concepción, durement condamnée par Allende et le PC, têtes de file de l'aile « gradualiste ». Mais c'est surtout le déphasage croissant entre, d'un côté, le gouvernement, les directions des partis, et, de l'autre, les salariés et certains militants de base, qui signe la crise de représentation que vit l'ensemble de la gauche partisane. La montée en flèche des mobilisations ouvrières ne pouvait manquer de faire trembler la CUT, même si celle-ci parvint à maintenir une stabilité de façade lors des élections syndicales nationales de mai 1972. Face à la rapide offensive de l'opposition, aux difficultés croissantes du gouvernement Allende (attaqué depuis l'intérieur du pays, mais aussi par l'impérialisme), à l'intégration étatique croissante de la CUT, certaines fractions du mouvement social recherchent de nouvelles formes d'expression autonomes. « L'Octobre chilien » est, en ce sens, une véritable épreuve du feu. On assiste à la création d'auto-organisations multiples, où se combine l'activité de plusieurs couches sociales dans un grand mouvement destiné à défendre le gouvernement, mais qui va aussi bien au-delà des limites du programme de la gauche parlementaire. Le système institutionnel dans lequel s'est progressivement enlisée l'Unité populaire apparaît tout à coup obsolète. Le gouvernement et la CUT sont comme paralysés face à la vigueur de l'offensive, et c'est essentiellement depuis la base que surgit la résistance, donnant – temporairement – une consistance aux consignes de pouvoir populaire. Au niveau de l'industrie, ces coordinations de caractère horizontal et territorial répondent massivement au boycott patronal, par une vague d'occupations d'usines et, dans certains cas, par une remise en route de l'appareil productif sous contrôle ouvrier. Cette autodéfense ouvrière entre en adéquation avec la mobilisation au sein des entreprises de l'Aire de propriété sociale. Ainsi, plusieurs *Cordons en soi*, existant dans le paysage urbain des grandes villes, s'auto-organisent sur des bases politiques radicales et tentent de se forger en tant que *Cordons pour soi*, au sein d'espaces de lutte bien déterminés, très ancrés localement. Ils sont le résultat « d'un ensemble de processus moléculaires d'unification interne du mouvement ouvrier », qui dépasse le caractère corporatiste des syndicats et la division sociale du travail¹⁴.

La décentralisation de l'activité politique est telle, la dynamique de socialisation et d'intermédiation des actions collectives si importante que, de sujets passifs au sein d'un processus de réformes par étapes, des pans entiers des couches dominées passent « à la condition de sujets déterminants dans le monde matériel et social qui les entourent »¹⁵. Nous sommes alors clairement face à une conjoncture fluide de profonde crise politique. Cependant, après chaque

¹⁴ Luis CRUZ SALAS, « Estado, partidos y movimiento obrero » in Luis VITALE (ed.), *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile America – CESOC, 1999, pp. 410-411.

¹⁵ Gabriel SMIRNOW, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Université Paris VIII, Thèse de troisième cycle en Sociologie, 1977, p. 85.

épisode de désectorisation de l'espace social, les organes embryonnaires de pouvoir populaire se trouvent pris entre leur fidélité à Allende (qui leur demande de respecter ses engagements institutionnels) et le désir de maintenir la pression sociale pour faire avancer la transition. Cette indécision les entraîne dans une période de reflux, de démobilisation et de nouvelle séparation entre les divers agents en lutte (ouvriers, *pobladores*, étudiants, etc.), alimentée, qui plus est, par les nombreuses divisions de la gauche. Au final, le pouvoir populaire s'en remet à Allende (comme le montre la fameuse lettre, désespérée, des Cordons de Santiago, datée du 5 septembre 1973).

Rapidement, le gouvernement reprend le contrôle de la situation et canalise sa base militante, très active dans les embryons de pouvoir populaire. Le président de la République adopte alors une instable position de modérateur des conflits sociaux, s'engage dans d'interminables négociations avec la Démocratie chrétienne (toujours plus droitière) et cherche à freiner les options de pouvoir populaire constituant, dans la mesure où elles remettent en cause ses engagements légaux. Cette tactique passe également par l'intégration croissante de l'appareil syndical à l'État et par une invitation pressante faite aux forces armées, afin que ses plus hauts officiers s'investissent dans la gestion publique. Assumant, tant bien que mal, ce rôle d'arbitre *sui generis* du conflit de classe, la fraction modérée de l'UP – surtout le PC – condamne vigoureusement le « gauchisme » des occupations d'usines, tout en accusant le MIR d'en être l'instigateur. Pourtant, le « camarade Président » a également l'intelligence politique de reconnaître le rôle essentiel joué par l'auto-organisation du mouvement social, louant notamment les Cordons industriels pour leurs actions décisives. Soufflant le chaud et le froid, l'Unité populaire nationalise à tour de bras, nomme des administrateurs (*interventores*) en même temps qu'elle abandonne au secteur privé les salariés de nombreuses entreprises occupées, jugées « non stratégiques ». On retrouve la même logique d'entre-deux en ce qui concerne le thème du ravitaillement et les relations de l'exécutif avec le mouvement *pobladores*. D'où les nombreuses marches et barricades des Cordons industriels face au projet gouvernemental « Prats-Millas » (qui envisageait de rendre un grand nombre d'usines occupées à leurs propriétaires), les mobilisations de *campamentos* dans le centre de la capitale et en province, ou encore, l'apparition de Commandos de ravitaillement direct, destinés à dénoncer le manque d'initiatives gouvernementales sur la sphère de la circulation des marchandises.

Cette dynamique de balancier qui laisse insatisfaites de nombreuses revendications populaires, mais ne rassure pas pour autant les couches moyennes et supérieures de la société, se reproduit durant la troisième séquence des politiques du conflit de l'UP, c'est-à-dire à partir de la tentative de putsch de juin 1973 (le *tancazo*). À cette date, la contre-révolution est déjà en marche. La figure tutélaire du militaire devient omniprésente à tous les niveaux et le rapport de force général se dégrade considérablement pour les militants et le mouvement social. La gauche parlementaire ne désire pas appuyer un pouvoir populaire qui pourrait faire surgir une dualisation par rapport aux institutions en place (comme le réclame le MIR). Le débat sur le pouvoir populaire est alors à son apogée et l'ensemble des organisations politiques du pays reconnaît sa puissance potentielle, soit pour le condamner au nom du danger de la « dictature marxiste », soit pour tenter d'en canaliser la force. Plus que jamais, les Cordons industriels possèdent une image déformée, démesurément grossie sur la scène politique nationale, alimentée par certains journaux proches de la gauche « rupturiste » et sans commune mesure avec leurs capacités de mobilisation réelles.

Le pouvoir populaire possède néanmoins un répertoire d'action collective ample et diversifié, assez classique, mais vigoureux, qui lui permet de s'affirmer comme un acteur important. Certaines journées de mobilisations s'avèrent même exceptionnelles, comme celles de

juin et juillet 1973. Cependant, voir dans les Cordons industriels des « soviets à la chilienne »¹⁶ tient d'une « illusion héroïque », dans le sens avancé par Michel Dobry dans son étude des crises politiques¹⁷. Ils ne possèdent pas d'organisation permanente et démocratique basée sur des délégués élus en assemblée, représentant les centaines de milliers de salariés de leur zone. En fait, la participation politique de la majeure partie de la classe ouvrière et du mouvement social urbain a été garantie seulement dans des conjonctures déterminées et défensives (grève d'octobre, *tancazo*). Une fois la situation stabilisée, la grande majorité des salariés réintègrent l'orientation « gradualiste » du gouvernement, qui représente toujours l'espoir. Entre-temps, les activités des organes de pouvoir populaire sont assurées par quelques minorités actives, quelques centaines d'individus, souvent eux-mêmes compromis politiquement avec les partis gouvernementaux. Dans ces conditions, la structuration de « Commandos communaux de travailleurs », articulant un large bloc social et prêts à prendre en charge démocratiquement la gestion d'une commune, voire d'une province, n'a été qu'un rêve éveillé. Les caudillismes militants, les pratiques « substitutionnistes » des partis, affectent également la dynamique démocratique et autogestionnaire du pouvoir populaire. Et la distanciation symbolique, culturelle, entre dirigeants et ouvriers, entre cadres militants et *pobladores*, entre hommes et femmes, sont des données qui ont continué de peser.

Ainsi, divisions historiques et sectorisation du mouvement social (à l'intérieur de la classe ouvrière, entre le mouvement ouvrier et les *pobladores*, entre dirigeants politiques et base sociale) sont, malgré tout, restés la norme. Les essais de coordination provinciale ont été trop tardifs et court-circuités par les divisions de la gauche, et, particulièrement, par un débat sans fin sur la relation houleuse entre la CUT et les Cordons. Depuis l'extérieur de l'UP, le MIR participe activement, et dans la mesure de ses moyens, aux mobilisations. Avec fébrilité, ses partisans cherchent à construire un « pouvoir dual » qui serait la cellule de base de la nouvelle société à venir. Le MIR a pourtant largement sous-estimé l'importance des initiatives de centralisation des Cordons industriels. Restée minoritaire, la jeune organisation de Miguel Enríquez s'est essentiellement positionnée dans le champ politique comme une force de pression sur l'exécutif, incapable d'incarner une alternative crédible aux yeux de larges secteurs du mouvement ouvrier. Parallèlement, l'appareil de la CUT cherche à absorber sous sa coupe les Cordons industriels, pendant que les dirigeants communistes multiplient les manœuvres pour réussir à les arracher des mains du PS et des « gauchistes ». Apeuré par une dynamique libertaire qu'il ne contrôle pas, le parti fondé par Luis Emilio Recabarren n'a pas su intégrer cette dimension du mouvement populaire, étrangère à sa conception monolithique et verticale de l'action collective. Le PS, quant à lui, héritier de son histoire de parti-mouvement « polyclassiste », a progressivement pris la tête de nombreux organes de pouvoir populaire, grâce à de jeunes militants issus de certains comités régionaux, très engagés, non sans une bonne dose d'opportunisme. De là, la posture vacillante des dirigeants socialistes des Cordons : très investis, ils critiquent durement leur gouvernement, mais, dans les moments clefs, ils sont les principaux modérateurs des ardeurs des salariés, afin de les ramener dans le giron allendiste.

¹⁶ C'est par exemple le cas de Maurice Najman, dans son anthologie pionnière sur le sujet, *Le Chili est proche : révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire*, Paris, François Maspero, Coll. Cahiers Libres, 1974, p. 22. Cf. également notre anthologie qui prolonge et actualise ce premier travail de Najman : Franck GAUDICHAUD (ed.), *¡Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire chilien (1973-1973)*, Paris, Syllepse, 2013.

¹⁷ Michel DOBRY, *Sociologies des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses nationales de Sciences Po, 2009.

Au cours de ces trois temps discordants du pouvoir populaire, se trouve – en filigrane – la relation dialectique entre ce que certains chercheurs ont nommé « la révolution par en bas »¹⁸ (il s'agit en fait de l'auto-organisation des secteurs populaires) et la politique de réformes du gouvernement Allende. Il ne s'agit pas d'une dichotomie simple ni d'un processus réifié, cristallisé. Si le concept de *révolution par en bas* a effectivement permis de faire avancer notre vision, en attirant l'attention des chercheurs sur ce qui se trame à la base de la société, on ne peut l'envisager isolément, séparé de son contexte et de ses relations organiques avec l'UP. Sans aucun doute, ces relations tumultueuses ont permis de faire avancer, dans un premier temps, la démocratisation de la société, la politisation des couches sociales subalternes, le début de réformes progressistes radicales. Mais, une fois le cadre institutionnel débordé par des agents sociaux jusque-là en marge de la participation politique traditionnelle, cette articulation se transforme en frein pour les mobilisations. Le « constitutionalisme entêté » de l'UP, sa position minoritaire au niveau du Parlement (fait politique fondamental) et une confiance démesurée dans le légalisme des forces armées expliquent que le gouvernement ait accepté ce rôle de funambule, arbitre du conflit social. Un exécutif qui a – par exemple – laissé s'appliquer la loi sur le contrôle des armes contre les Cordons industriels ou encore toléré l'arrestation des marins de Valparaíso. Salvador Allende, fidèle jusqu'à la mort à ses principes et à ses promesses de campagne, a toujours essayé de maintenir un équilibre périlleux de conciliation, afin d'empêcher une rupture de l'ordre constitutionnel qui l'avait porté à la tête de l'État. Aucune porte de sortie ne s'est alors présentée avec assez de puissance, pour dégager les pouvoirs populaires constituants de cette relation de dépendance envers l'État et le gouvernement.

Éléments de conclusion. Un processus révolutionnaire sans dualité de pouvoir ?

Au-delà de sa diversité et de ses contradictions, le pouvoir populaire urbain peut être défini comme un « pouvoir en mouvement », au sens où l'entend le politiste Sidney Tarrow. Et comme sous d'autres latitudes, il « ne peut être compris sans que soit prise en compte la centralité de l'opposition capital/travail au sein des sociétés capitalistes contemporaines »¹⁹. D'un point de vue épistémologique, ces politiques du conflit de grande ampleur soulignent qu'il serait illusoire de vouloir segmenter à l'extrême les concepts de mouvement social, mouvement ouvrier, lutte de classes, actions collectives et de processus révolutionnaire, en tentant de séparer les uns pour pouvoir mieux écarter les autres. Au contraire, des périodes comme celles de l'Unité populaire rappellent la logique ininterrompue, bien que diachronique, des grands conflits sociaux. Charles Tilly a abondamment souligné, à propos des révolutions européennes, que de la grève à la constitution d'un épisode révolutionnaire, le chemin est tortueux, et qu'il a – le plus souvent – abouti à de violentes défaites. Selon lui, au cours de telles expériences collectives exceptionnelles, il convient de distinguer deux étapes fondamentales : celle de la « situation révolutionnaire » (*revolutionary situation*) et celle du « résultat révolutionnaire » (*revolutionary outcome*), mais aussi le degré de division de la communauté politique et l'ampleur du transfert de pouvoir au cours de ce processus²⁰. Si on se base sur ces critères, nous pouvons affirmer que,

¹⁸ Peter WINN, *Tejedores de revolución, Los trabajadores de Yarur y la vía chilena al socialismo*, Santiago, LOM, 2004.

¹⁹ Voir l'introduction à Sophie BÉROUD, René MOURIAUX, Michel VAKALOULIS, *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998.

²⁰ Voir Charles TILLY, *From mobilization to revolution*, Reading-Massachusetts, Addison-Wesley, 1976, et, du même auteur, *Las revoluciones europeas. 1492-1992*, Madrid, Ed. Crítica, 2000.

durant l'UP, se dégage une *situation révolutionnaire* du fait de l'importante mobilisation et division de la société civile, de la profondeur de la crise du régime politique, ainsi que du poids des fractions de la population aspirant à une transformation sociale radicale. Cependant, si de telles conditions sont réunies, cela n'a pas signifié mécaniquement, pour le peuple chilien, un *résultat révolutionnaire*. C'est-à-dire, toujours selon la grille d'analyse de Tilly, une rupture de l'appareil d'État, la neutralisation des forces armées et un transfert de pouvoir dans les mains des forces révolutionnaires. Dans cette perspective, on peut affirmer que le pouvoir populaire n'a pas représenté des organes de double pouvoir, dans le sens plein du terme. Ou, dit d'une autre manière, les organes de pouvoir populaire constituant en sont restés à une phase de développement local, la plupart du temps embryonnaire, sans parvenir à représenter les cellules de base de la nouvelle organisation sociale qui hésite encore à naître. Une puissante tendance à l'auto-organisation a pourtant existé au Chili. On peut en conclure, avec Marie-Noëlle Sarget, que les organismes de pouvoir populaire

étaient porteurs d'une forme de démocratie alternative et opposée à la démocratie chilienne, basée non plus sur l'exclusion du prolétariat et des pauvres, mais sur celle des secteurs hostiles à la politique de réformes du gouvernement populaire.²¹

Mais ils en sont porteurs seulement comme d'une possibilité non advenue, une bifurcation éventuelle, mais vite refermée, de ce processus. On peut donc déceler un *potentiel autogestionnaire* à l'œuvre dans les périphéries des grandes villes et, au cours de la dernière année de l'UP, un début de *dualisation de pouvoir* qui ne débouche pas, comme dans l'Espagne des années trente, ou lors d'autres situations révolutionnaires latino-américaines, sur la multiplication de conseils ouvriers et paysans. Comme l'a noté le grand sociologue bolivien René Zavaleta Mercado « les partis n'allaient pas aux Cordons en abandonnant le pouvoir officiel, mais existaient, en même temps, dans le pouvoir officiel et dans les Cordons »²². Selon nous, un point important, longtemps oublié, se situe précisément ici : au-delà de ses divisions, l'ensemble de la gauche partisane et de larges fractions du mouvement social ont partagé une conception profondément étatiste du changement social. Pour l'UP, l'État n'est pas envisagé comme un obstacle pour sa stratégie de transition, mais, au contraire, comme l'un de ses outils essentiels. Cette « vision étatiste », ou *statocentrée*, est fille d'un ensemble de traditions idéologiques et culturelles, de perceptions héritées d'une formation sociopolitique qui s'est forgée au cours des années 20, au service d'une oligarchie inquiète de la progression de la « question sociale » et désireuse d'intégrer certains secteurs populaires tout en excluant sciemment la majorité de la population de l'exercice du pouvoir²³. Malgré plusieurs éléments de rupture, le projet de l'UP s'inscrit, comme l'affirment les historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto, dans la lignée de ces projets « nationalistes-développementistes ». Le rêve brisé de Salvador Allende a été de combiner cet héritage avec un programme de transition vers le socialisme qui en soit la prolongation, mais surtout le dépassement, grâce à la participation des classes populaires organisées. Pourtant, dans ces conditions, les organes de participation gouvernementaux comme les pouvoirs populaires embryonnaires, surgis de la base, se sont « rapidement trouvés amarrés à la geôle libérale tendue, depuis 1925, par la Constitution politique »²⁴.

²¹ Marie-Noëlle SARGET, *Système politique et Parti socialiste au Chili : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 103-106.

²² René ZAVALA MERCADO, *El poder dual en América latina*, México, Siglo XXI, coll. Mínima, 1974, p. 258.

²³ Tomás MOULIAN, *Contradicciones del desarrollo político chileno, 1920-1990*, Santiago, LOM, 2009.

²⁴ Gabriel SALAZAR, Julio PINTO, *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 1999, T. I, pp. 151-166.

Les classes dominantes ont, quant à elles, intelligemment surmonté leurs divisions et pris conscience que le cœur du problème était désormais situé en dehors du champ institutionnel. Presque instinctivement, elles comprennent qu'il ne s'agit désormais plus de conserver un pacte social forgé au sein de l'État de compromis, mais de défendre, par tous les moyens, la propriété privée des moyens de production. Ainsi que l'a montré, dans une étude novatrice, le politiste Juan Carlos Gómez, c'est précisément là que se situe « la frontière de la démocratie » chilienne tout au long du siècle. En prétendant socialiser les principaux moyens de production, tout en respectant le jeu démocratique et électoral, Allende pense pouvoir éviter l'affrontement violent. Pourtant,

le conflit autour des aires de la propriété sociale n'a jamais été résolu démocratiquement, mais il fut résolu définitivement : le droit de propriété est redevenu inviolable, garanti non pas au travers de formes constitutionnelles, mais par les forces armées²⁵

et le terrorisme d'État. En 1974, lors de la commémoration de la première année du coup d'État, le journal *El Mercurio* a pu cyniquement féliciter les vainqueurs :

Le pouvoir populaire s'évanouit devant le bruit, l'odeur et les balles de la véritable guerre. Le peuple aura des armes proclame Allende ; néanmoins le silence devant les tanks révèle que le peuple marxiste manque encore de préparation...²⁶

Il se dégage ainsi, depuis les années 30 jusqu'au coup d'État du 11 septembre 1973, un continuum institutionnel relatif, accompagné de la présence combinée d'une discontinuité sociale soutenue, ponctuée de luttes sociales explosives et de répressions régulièrement sanglantes²⁷. Et c'est aussi dans une trajectoire historique encore plus vaste que s'inscrivent les pouvoirs populaires constituants de l'UP. En tentant de renouer avec les divers moments d'indépendance de classe et d'auto-organisation collective de l'histoire sociale de ce pays, ils renvoient à d'autres expériences comme, par exemple, l'Assemblée ouvrière de l'alimentation nationale (AOAN), en 1918-1919, voire à celle des « sociétés de résistance », à la fin du XIX^e siècle.

L'histoire et les mémoires du pouvoir populaire ont encore beaucoup à nous dire²⁸, bien loin d'un passé pétrifié telle la statue de Salvador Allende qui trône désormais face à la Moneda, sur la place de la Constitution, à Santiago. À l'aube du XXI^e siècle, les « leçons chiliennes » sont encore dignes d'enseignements, et de nombreux aspects de cette expérience collective extraordinaire restent à analyser et à découvrir²⁹. Envisagée ainsi, la mémoire collective des trésors perdus chiliens apparaît dans toute sa modernité, avec l'ardeur d'une braise qui brûle encore. Elle nous montre ce passé qui vit en nous, ce temps révolutionnaire que l'on aurait pu croire révolu, mais dont le pouls continue à battre dans toute l'Amérique latine et ses diverses émancipations en construction actuelles³⁰, car

la mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre – écrivait l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano –. Elle a plutôt vocation à être une catapulte. Elle ne veut pas être un havre d'arrivée,

²⁵ Juan Carlos GÓMEZ, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973*, Santiago, LOM, 2004, p. 353.

²⁶ *El Mercurio*, 11 de septiembre de 1974.

²⁷ Liliana DE RIZ, « La lucha de clase en la sociedad chilena: hipótesis para su interpretación », *Revista Mexicana de Sociología*, México, vol. 38, n° 1, 1976, pp. 127-149.

²⁸ Cf. Julio PINTO, *Fiesta y drama. Nuevas historias de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2014.

²⁹ Franck GAUDICHAUD, « Retour sur les leçons chiliennes », *Contretemps*, Paris, Textuel, 2004, pp. 166-178.

³⁰ Franck GAUDICHAUD (coord.), *Amériques latines. Émancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2013.

F. Gaudichaud, « Voix du pouvoir populaire, voix des institutions [...] »

mais un port de départ. Elle ne renie pas la nostalgie, mais elle lui préfère l'espoir, ses dangers, ses intempéries. Les Grecs pensaient que la mémoire était fille du temps et de la mer ; ils n'avaient pas tort.³¹

³¹ Eduardo GALEANO, « Ce passé qui vit en nous », in *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, Paris, n°82, août - septembre 2005.

FIDEL CASTRO EN CHILE (1971): UN VIAJE QUE CRISTALIZA LAS TENSIONES IDEOLÓGICAS DE «LAS IZQUIERDAS»

Rafael PEDEMONTE

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - Pontificia Universidad Católica de Chile
CRHS (Centre de Recherches en Histoire des Slaves)

En un trabajo pionero sobre las relaciones internacionales de la Unidad Popular (UP), escrito en medio de los años 80, el historiador Joaquín Fernando caracteriza la mirada del marxismo local hacia la Unión Soviética como la «relación y dependencia ideológica de un horizonte paradigmático»¹. Si bien esta definición parece adecuarse a la postura del Partido Comunista (PCCh), es abusivo aplicarla a la totalidad de los movimientos que se identifican con el pensamiento marxista en el Chile de los años 60 y 70. En un continente signado por el impulso revolucionario de la insurrección cubana de 1959, las divisiones dentro de «las izquierdas» parecen por momentos casi irreconciliables. En América Latina en general, y en Chile en particular, la Guerra Fría no solo se manifestó en un enfrentamiento entre un proyecto socialista y otro capitalista, sino también en las arduas tensiones y desacuerdos entre los diversos movimientos que pretendían encarnar el «auténtico» camino hacia el socialismo. De hecho, la cuestión recurrente de las «vías revolucionarias» para acceder al poder constituye en los 60 y 70 el principal motor de las polémicas. Si, por un lado, el «gradualismo institucional» ha sido tradicionalmente asociado a la diplomacia soviética y a las estrategias de los partidos comunistas del continente, por otro, la lucha armada es representada como una prioridad impulsada por el Gobierno castrista y sus «criaturas» locales².

Debemos sin embargo evitar un esquema reductor tendiente a insertar al conjunto de los partidos y movimientos marxistas en uno de estos dos polos. En primer lugar, como la retórica de Fidel Castro durante su viaje a Chile en 1971 nos lo demostrará más adelante, las posturas de La Habana y de Moscú deben analizarse a la luz de las evoluciones históricas y sin pretender circunscribirlas a una doctrina inmutable. En segundo lugar, las influencias ideológicas que se difundieron en el continente sobrepasaban por mucho las tesis cubanas o las directivas emanadas del Movimiento Comunista Internacional. Como lo advierte Eugenia Palieraki en su tesis doctoral³ en Chile, las referencias teóricas se multiplicaron aceleradamente. Mientras que muchos leían los clásicos del marxismo o los discursos de las autoridades cubanas, otros se familiarizaban

¹ Joaquín FERNANDOIS, *Chile y el mundo 1970-1973. La política exterior del Gobierno de la Unidad Popular y el Sistema Internacional*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 1985, p. 49.

² Para una mirada global de los principales prejuicios en los medios académicos en torno a las relaciones de la URSS con el continente latinoamericano, véase Rafael PEDEMONTE, «Una historiografía en deuda: las relaciones entre el continente latinoamericano y la Unión Soviética durante la Guerra Fría», *Historia Crítica*, Bogotá, n°55, 2015, pp. 231-254. El reduccionismo de la historiografía tradicional, tendiente a homologar URSS-vía pacífica y Cuba-lucha armada es también evaluado en Eugenia PALIERAKI, «¿Bajo el signo de Fidel? La Revolución Cubana y la ‘nueva izquierda revolucionaria’ chilena en los años 1960», Tanya HARMER y Alfredo RIQUELME (eds.), *Chile y la Guerra Fría global*, Santiago, RIL editores, 2014, pp. 155-158.

³ Eugenia PALIERAKI, *Histoire critique de la « nouvelle gauche » latino-américaine. Le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) dans le Chili des années 1960*, Thèse pour obtenir le grade de Docteur en histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2009, p. 590.

con pensadores como Franz Fanon, Carlos Marighella o el general Giap, auténticas fuentes de inspiración para las «nuevas izquierdas» latinoamericanas, contribuyendo a complejizar el panorama de la izquierda⁴. No olvidemos tampoco la propagación excepcional que tuvieron los textos de Mao, según Palieraki, el autor que «influyó de la manera más decisiva la extrema izquierda latinoamericana a fines de los 60»⁵. No queremos con ello negar el impacto absolutamente determinante de la Revolución Cubana, pero es necesario observar que los movimientos chilenos definieron sus posiciones respecto a las «vías revolucionarias» tanto en función del contexto local como en base a la multiplicidad de referencias que circulaban.

La tesis del «foquismo», esbozada en un primer momento por Ernesto Guevara, se convirtió rápidamente en el sustento doctrinario de las autoridades de la «Isla de la Libertad». Por una parte, hasta aproximadamente 1967, cuando la muerte del argentino en Bolivia confirma el fracaso dramático de los proyectos guerrilleros, moderando el discurso político de los líderes cubanos, el pensamiento guevarista fue reivindicado como el armazón ideológico del régimen castrista y difundido para propagar la estrategia revolucionaria que se creía apropiada para la realidad del continente. Por otro lado, en muchos aspectos, estas ideas divergían de los principios adoptados por el Movimiento Comunista Internacional liderado por Moscú⁶. En efecto, mientras la URSS hacía de la «coexistencia pacífica» y del acercamiento con Occidente una necesidad internacional ineludible⁷, lo que se materializó en Chile en el restablecimiento de relaciones diplomáticas con el Gobierno demócrata-cristiano de Eduardo Frei en 1964, *La Guerra de Guerrillas* (1960) parecía ir en una dirección opuesta. Más allá de las técnicas estratégicas subrayadas en el libro del Che, el «foquismo» se articulaba en torno a ciertos ejes susceptibles de crear fuertes desavenencias con las organizaciones inspiradas de Moscú. Contrariamente a las estrategias «por etapas», que insistían en la necesidad de esperar a que las «condiciones objetivas» estén suficientemente asentadas antes de desencadenar la explosión revolucionaria, el Che subrayaba que «no siempre hay que esperar a que se den todas las condiciones», ya que el «foco insurreccional» puede crearlas⁸. De esta manera, el argentino preconizaba una «aceleración de la historia», fundada en la acción de una vanguardia llamada a imponer una consciencia revolucionaria al resto de la población. Por otro lado, mientras los PC fieles al Kremlin estaban enraizados en las grandes urbes, el «foquismo» supone que en América Latina «el terreno de la lucha armada debe ser fundamentalmente el campo»⁹, única zona donde la revolución puede difundirse eficazmente.

Con el tiempo, los escritos del Che Guevara irían aún más lejos, exacerbando las diferencias con la doctrina oficial del PCUS y llegando incluso a poner en tela de juicio la tesis

⁴ La obra *Los condenados de la tierra* de Frantz Fanon, publicada en Francia en 1961 y luego traducida al español dos años más tarde, así como el *Mini-manual de la guerrilla urbana*, de Carlos Marighella (1969) tuvieron una especial divulgación en los años 1960-1970. A pesar del irrevocable fracaso de los movimientos guerrilleros de Brasil, virtualmente destruidos hacia 1970, el texto de Marighella contribuyó a irradiar las influencias de la Acción Libertadora Nacional. Sobre este punto, véase Jorge CASTAÑEDA, *Utopia Unarmed: The Latin America Left after the Cold War*, New York, Knopf, 1993, p. 77.

⁵ Eugenia PALIERAKI, *Histoire critique de la « nouvelle gauche » latino-américaine*, op. cit., p. 590.

⁶ Luego de la disolución de la Kominform, el Movimiento Comunista Internacional se encarna en una serie de reuniones de las organizaciones comunistas que tuvieron lugar en 1957, 1960, 1965, 1968, 1969. Lilly MARCOU, *Le Mouvement communiste international depuis 1945*, Paris, PUF, 1990.

⁷ Desde mi punto de vista, la mejor síntesis de la política exterior soviética y del impacto de la doctrina de la «coexistencia pacífica» es la obra de Vladislav ZUBOK, *A failed Empire: the Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

⁸ Che GUEVARA, *La guerre de guérilla*, Paris, Flammarion, 2010, p. 33.

⁹ *Ibidem*.

leninista según la cual «sin teoría revolucionaria, no hay movimiento revolucionario»¹⁰. La experiencia de la Isla demuestra que la insurrección victoriosa puede concretarse si «las realidades históricas» son adecuadamente interpretadas y si las fuerzas disponibles se utilizan «de manera adecuada»¹¹. La ruptura con la «coexistencia pacífica» adquiere un aura de oficialidad cuando Fidel Castro, en febrero de 1962, pronuncia su famosa arenga: «El deber de todo revolucionario es de hacer la Revolución»¹². La partida del argentino en 1965 no implica la desaparición del discurso “foquista”. El francés Régis Debray logra atraer la confianza de Fidel Castro y publica en 200.000 ejemplares un opúsculo aún más radical que el anterior: *¿Revolución en la revolución?* (1967). Aquí, el joven filósofo va un paso más adelante al descartar completamente la posibilidad de iniciar con éxito una lucha revolucionaria en las ciudades, un riesgo que en vez de estimular la lucha, minimiza las posibilidades de éxito. Lo que más debió haber irritado a los militantes comunistas al leer este libro, es la minimización del rol de las organizaciones obreras. Para Debray no es el partido el que debe impulsar el movimiento revolucionario, sino el foco guerrillero o, en otras palabras, «el partido en gestación». Luego de haber calificado de «idealismo ingenuo» a las aspiraciones políticas de los PC, víctimas del «opio electoral», concluye que debe ser el Ejército Rebelde el verdadero núcleo mediante el cual la conquista del poder se hace posible¹³.

Alteradas por las particularidades de la realidad local, estas desavenencias teóricas van a verse reflejadas con fuerza en el Chile de antes y de después del triunfo de Salvador Allende a fines de 1970 y se hallarán también en el centro de las preocupaciones evocadas por Fidel Castro durante su recorrido a lo largo del territorio sudamericano, efectuado en noviembre-diciembre 1971, cuando la política exterior de la Isla estaba en plena mutación. El influjo de estos debates refleja la complejidad de la Guerra Fría en América Latina, un proceso que ya no podemos limitar a los esquemas reductores de una lucha bipolar¹⁴. Veremos ahora que la ampliación de los referentes ideológicos y el poder de seducción del «foquismo» se manifestaron, por una parte, en el surgimiento de nuevos movimientos revolucionarios y, por otra, en las intensas discusiones en el seno de ciertos partidos tradicionales.

«Las izquierdas» en Chile y los paradigmas internacionales

Ya desde comienzos de los años 60, el Partido Socialista de Chile (PSCh) cuestionaba el concepto de «campo ideológico», una noción susceptible de opacar la dimensión local de una lucha de clases que no debe reducirse a una confrontación Este-Oeste. El Primer Secretario del PSCh, Roberto Ampuero, presenta su organización como una «vía alternativa» a los modelos preponderantes. En el transcurso de la década, sus integrantes comienzan a verse influidos por la experiencia cubana, conllevándolos a declarar la violencia revolucionaria como «inevitable y

¹⁰ Vladimir Ilitch LÉNINE, *Que faire?*, Paris, Édition du Seuil, 1966, p. 78.

¹¹ Matt CHILDS, «An Historical Critique of the Emergence and Evolution of Ernesto Che Guevara's *Foco* Theory», *Journal of Latin American Studies*, London, vol. 27, n°3, 1995, p. 609.

¹² Fidel CASTRO, *Seconde déclaration de La Havane*, La Havane, 1962, pp. 37 y 42.

¹³ Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution ? & autres essais*, Paris, François Maspero, 1972, pp. 173 y 191-192.

¹⁴ Sobre este punto, la siguiente reflexión nos parece particularmente pertinente: Richard SAULL, «El lugar del Sur global en la conceptualización de la guerra fría: desarrollo capitalista, revolución social y conflicto geopolítico», Daniela SPENCER (ed.), *Espejos de la guerra fría: México, América Central y el Caribe*, México D.F., Porrúa, 2004, pp. 31-66.

legítima» durante el XIII Congreso del PSCh en 1967¹⁵. Pero ante la eventualidad de la victoria de una coalición de izquierda en 1970, encabezada por el candidato Salvador Allende, representante del «ala moderada» del PSCh, los socialistas más radicales adoptan una postura flexible y aceptan la integración del Partido Radical y del MAPU – resultado de una escisión de la Democracia Cristiana – en el seno de la Unidad Popular. Sin embargo, ante las profundas dificultades experimentadas por el Gobierno que se impone en las elecciones de 1970, la necesidad de optar por una estrategia armada para neutralizar la «reacción» de la derecha vuelve a imponerse entre algunos sectores del PSCh. Un testimonio de ello se produce en marzo de 1972 cuando el Pleno del PSCh subraya que llegará «el momento inevitable de definir quién se queda con el poder en Chile, el momento de dilucidar violentamente entre el poder de las masas y el de las fuerzas reaccionarias»¹⁶. Si bien esta predicción no se materializó, el tono de la declaración constituye un síntoma elocuente de la presencia y pertinencia del discurso sobre la defensa armada del Gobierno.

Respecto al Movimiento de Izquierda Revolucionario (MIR), creado en 1965, se lo ha definido tradicionalmente en base a su supuesta dependencia hacia el pensamiento castrista. Sin embargo, no debemos considerar a sus miembros como meros «engendros» de Cuba. Se trata en su origen de una organización compuesta por sensibilidades distintas, que van desde antiguos comunistas disidentes hasta trotskistas y maoístas. En su seno convergen antiguos militantes del Partido Obrero Revolucionario (POR), adscrito al Secretariado Unificado de la IV Internacional, y otros de la Vanguardia Revolucionaria Marxista (VRM), fascinados, al menos hasta 1964, por la experiencia china. Vemos, por ende, que el MIR constituye un ejemplo locuaz del eclecticismo que caracteriza a la extrema izquierda¹⁷. Por otro lado, las posturas de esta agrupación no son monolíticas y tienden a modificarse en función del contexto internacional. Si bien la lucha armada no genera oposición alguna en sus filas y el régimen cubano suscita generalmente cierta admiración, el programa inicial del MIR no sigue ciegamente los principios del «foquismo». Es más, sus militantes experimentan una fuerte decepción ante el escaso entusiasmo mostrado por el Gobierno de La Habana, sobre todo luego de que ninguno de sus miembros fuese invitado a asistir a la Conferencia Tricontinental de 1966¹⁸. En el transcurso de los años 60, dos tendencias se forman en el MIR cuyas prioridades no siempre son compatibles. El historiador Luis Vitale parece menos convencido respecto al uso de las armas que Miguel Enríquez, quien se erige finalmente en un defensor de las ideas del «foquismo», aunque sin hacer un esfuerzo determinante para implantar una forma de guerrilla rural. Antes de las elecciones parlamentarias de 1969, Enríquez, quien es a esa altura Secretario General, rechaza públicamente la vía electoral, lo que sin embargo no le impide, a mediados de 1970, firmar un acuerdo con Allende sobre la interrupción momentánea de sus acciones insurreccionales¹⁹. Pero lejos de homogeneizar las opiniones de los militantes del MIR, el contexto preelectoral exacerba los debates y contribuye a intensificar las ya profundas divisiones internas entre quienes sueñan con la epopeya armada y los llamados «viejos trotskistas». Renato Araneda, Secretario Regional del MIR en la región de Arauco a fines de los 60, da cuenta de este espíritu al evocar la actitud de quienes pretendían

¹⁵ Hugo CANCINO «El Partido Socialista de Chile, 1945-1970», Avital BLOCH y María del Rosario RODRÍGUEZ (eds.), *La Guerra Fría y las Américas*, Morelia, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 2013, pp. 117-120.

¹⁶ Citado en Luis CORVALÁN MARQUÉZ, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile. Izquierda, centro y derecha en la lucha entre los proyectos globales. 1950-2000*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2001, p. 191.

¹⁷ Eugenia PALIERAKI, «¿Bajo el signo de Fidel?», *op. cit.*, pp. 159-164.

¹⁸ *Ibid.*, p. 183.

¹⁹ Eugenia PALIERAKI, *Histoire critique de la « nouvelle gauche » latino-américaine*, *op. cit.* p. 689.

emular el ejemplo cubano. En una entrevista reciente, Araneda recuerda que «a nosotros nos reventaban por una parte la pose de guerrilleros de ellos que no era seria, y por otra parte el curso de vida que no era la que predicábamos»²⁰. La compleja evolución del MIR revela, en definitiva, el carácter moldeable de la doctrina política, muy a menudo condicionada a las vicisitudes de los contextos regionales.

Diversas organizaciones surgidas en los 60 confirman la inspiración y la variedad de las referencias globales. El grupo Spartacus, de obediencia maoísta, surge en 1964 como una respuesta a la desilusión generada por la victoria del candidato de la Democracia Cristiana en las elecciones presidenciales de ese mismo año. Sus adherentes son antiguos miembros del PCCh expulsados en 1963 por no seguir estrictamente las instrucciones emanadas de Moscú. Si bien no se ha estudiado suficientemente la influencia de este grupo, todo parece indicar que tuvieron una cierta visibilidad: controlaban, por ejemplo, una casa editorial que distribuía materiales de propaganda pro-China y editaba las revistas *Combate* y *Principios Marxistas-Leninistas*²¹. La línea favorable al modelo de Pekín comienza a perfilarse más claramente en mayo de 1966, cuando se crea el Partido Comunista Revolucionario (PCR), cuya doctrina consiste esencialmente en una crítica a los principios de la «coexistencia pacífica» (y al acercamiento de la URSS con los Estados Unidos que ello implica), así como en la defensa del principio de la lucha armada dirigida y controlada por el partido. En este sentido, sus militantes difieren tanto del PCCh como del «foquismo», ya que los principios cubanos, como hemos visto, minimizan el rol de la organización política de carácter urbano. Si por un lado el PCR efectúa constantes alusiones a las luchas del pueblo vietnamita y de los países árabes, por otro, se distancia de Fidel Castro, a quien el PCR acusa de ser un «neutralista» y de mantener una postura sumisa hacia el Kremlin²².

El desmembramiento y la multiplicación de «las izquierdas» nos permiten evaluar de mejor manera el influjo de las experiencias revolucionarias extranjeras así como la dimensión paradigmática que adquieren muchas de estas referencias. Al observar esta lista de partidos y movimientos que desafían abierta y ardientemente el discurso de la coexistencia Este-Oeste, podemos dimensionar la intensidad de los desencuentros en torno a las «vías hacia el socialismo» y las profundas aprensiones engendradas por la «prudencia» soviética.

En realidad, en esos años solo el PCCh sigue escrupulosamente las directivas de Moscú. Todas las decisiones polémicas de la URSS son respaldadas con fervor por los comunistas chilenos. Solo para ofrecer un ejemplo elocuente, según Luis Guastavino, el diputado comunista que tuvo que intervenir en el Parlamento para justificar la invasión checoslovaca de 1968, durante las múltiples reuniones del PCCh que antecedieron a la crisis de Praga, nunca nadie manifestó una opinión contraria a la URSS²³. Como lo ha aclarado convincentemente Olga Ulianova gracias al análisis de documentos de los archivos rusos, esta «fidelidad» incontrarrestable pudo afianzarse mediante una política regular de ayuda financiera y de estímulos no monetarios (viajes, tratamientos médicos, becas, etc.)²⁴. Ante las crecientes desavenencias con el

²⁰ Citado en Eugenia PALIERAKI, «¿Bajo el signo de Fidel?», *op. cit.*, p. 189.

²¹ Ernst HALPERIN, *Nationalism and Communism in Chile*, Cambridge, Center for International Studies, 1965, p. 244.

²² Cecil JOHNSON, *Communist China & Latin America, 1959-1967*, New York, London, Columbia University Press, 1970, pp. 247-257.

²³ Entrevista del autor con Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 de febrero 2013.

²⁴ Olga ULIANOVA y Eugenia FEDIAKOVA, «Algunos aspectos de la ayuda financiera del Partido Comunista de la URSS al comunismo chileno durante la Guerra Fría», *Estudios Públicos*, Santiago, n° 72, 1998, pp. 113-148. Por cierto, no se trata en absoluto de un fenómeno privativo del comunismo «oficial» chileno. Pensemos, por ejemplo, en las relaciones del Partido Comunista de la Argentina (PCA) con Moscú, estudiadas por el periodista Isidoro

«castrismo», algunos miembros del PCCh se pronunciaron públicamente para respaldar al «hermano mayor». Este fenómeno es interesante ya que la superpotencia, en vez de responder directamente a los desafíos de La Habana, prestaba sus tribunas a los comunistas latinoamericanos para que ellos defendieran la política del «aliado». En 1967, el periódico del PCUS, *Pravda*, publica un comentario del Secretario General Luis Corvalán quien criticaba «la corriente revolucionaria que surge de la pequeña burguesía», que tiende a «subestimar al proletariado» y que suele inclinarse hacia «el nacionalismo, el espíritu aventurero y el terrorismo»²⁵. Se trata indudablemente de una respuesta hostil a los principios del «foquismo» fomentados por Cuba.

Lejos de uniformizar el panorama de la izquierda, la llegada al poder de Salvador Allende aunando las voluntades de socialistas y comunistas y, sobre todo, las imponentes dificultades que se desarrollan durante los tres años de Gobierno, nutren las controversias. Se trata esta vez de hallar una solución para contrarrestar la crisis política y las conspiraciones de los opositores. Si para el presidente – quien no comparte la misma visión que un amplio espectro de su partido – y para los comunistas la «vía chilena hacia el socialismo»²⁶ debe respetarse hasta las últimas consecuencias, otros piensan que la única manera de mantener viva la esperanza revolucionaria es preparando la defensa armada del pueblo, que deberá defender en la calle el proyecto atacado por la «contrarrevolución». El tema de la «violencia» se encuentra así en el corazón del debate de la coalición gubernamental, en la cual concurren tendencias favorables a la lucha armada (sectores del PSCh o del MAPU) y agrupaciones tradicionalmente asociadas al centro político, como el Partido Radical.

Por su lado, en su afán por definirse como una alternativa al «marxismo democrático», el MIR estimula en los 70 las estrategias del «Poder Popular», único camino posible para avanzar en la edificación del socialismo ante las dificultades que la UP enfrenta. A partir de noviembre de 1971, llevan a cabo una política que consiste en crear una movilización paralela al Gobierno. Estos esfuerzos se materializan, por ejemplo, en la formación de Comandos Comunales, una suerte de órgano territorial que reúne a representantes locales en organizaciones populares. En menor medida, el MIR estimula también los llamados «cordones industriales», aunque la creación de estos últimos es sobre todo azuzada por iniciativas emanadas de la izquierda del PSCh²⁷. Basados en la convicción de que la clase dominante nunca cederá si se continúa defendiendo la «vía constitucional», el objetivo del «Poder Popular» es neutralizar las acciones de la oposición mediante la organización de tomas y paros. A los ojos de los militantes del MIR, era indispensable prepararse a un enfrentamiento de clases decisivo y que, ante la timidez del

GILBERT, *El oro de Moscú. Historia secreta de la diplomacia, el comercio y la inteligencia soviética en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2007.

²⁵ Citado en Kevin DEVLIN, «El reto castrista al comunismo», Gregory OSWALD y Anthony STROVER (eds.), *La Unión Soviética y la América Latina*, México D.F., Letras, 1972, p. 220.

²⁶ En pocas palabras, la «vía chilena hacia el socialismo» es un proyecto que descansa en el respeto de las estructuras institucionales preexistentes, de las libertades individuales y del pluralismo político. Una vez en el poder, la tarea de los representantes de izquierda es la de asegurar una transición pacífica hacia un modelo marxista-leninista, basada en el ascenso paulatino del pueblo, la debilitación de la oligarquía tradicional y la creación de un sistema económico planificado. La violencia armada, por consecuencia, no debe transformarse en el detonante del gran movimiento revolucionario. Para más información, ver Alfredo RIQUELME, *Rojo atardecer: el comunismo chileno entre dictadura y democracia*, Santiago, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2009, pp. 81-82.

²⁷ Sobre las imbricaciones entre las diferentes formas de «Poder Popular» y las influencias de los partidos y movimientos políticos, véase la obra de Franck Gaudichaud, *Poder popular y cordones industriales: testimonios sobre el movimiento popular urbano, 1970-1973*, Santiago, LOM, 2004, pp. 43-49.

Gobierno, solo el «Poder Popular» podía dominar²⁸.

Frente a la polarización y a las dudas sobre las soluciones que debían privilegiarse, no cabe duda que muchos esperaban con expectación las «lecciones» que Fidel Castro, líder victorioso de un proceso revolucionario, podría ofrecer para salir de la crisis. La ocasión ansiada llegará a fines de 1971, cuando la autoridad máxima de Cuba emprende un largo y turbulento viaje a lo largo del territorio chileno.

Fidel Castro ante la «vía chilena»: del entusiasmo a la revelación de la «dura realidad»

Bajo las condiciones evocadas, resulta claro que para el régimen castrista la validación de la «vía chilena» no era una decisión sencilla. Sumidos en la incertidumbre, los responsables de la UP deciden enviar en julio de 1970 una delegación a La Habana con el objeto de convencer a las autoridades de la Isla de la pertinencia del proyecto. La idea era obtener de Fidel Castro una declaración pública que legitimara el camino institucional para, de esa manera, apaciguar las tensiones dentro de la izquierda y acallar las voces que reclamaban una postura más radical²⁹. Según Luis Guastavino, uno de los integrantes de la comisión que visita La Habana, luego de una larga conversación que se prolongó durante toda una noche, el *Líder Máximo* se mostró dispuesto a apoyar la opción de su amigo Salvador Allende³⁰. La prueba de ello llegaría a las pocas semanas cuando, en una primera instancia, Castro asegura que las elecciones sí pueden desembocar en una evolución hacia el socialismo. Más tarde, tras la victoria de la UP, la prensa cubana celebra los resultados destacando que se trata del mayor triunfo popular de la América Latina desde la insurrección de la Sierra Maestra doce años antes³¹. No obstante, la convergencia de puntos de vista entre ambas administraciones puede generar beneficios más allá de las ambiciones de Allende y de su equipo. La decisión inmediata de restablecer relaciones diplomáticas con La Habana favorece la emergencia regional de Cuba que cuenta desde ahora con una representación oficial en el territorio sudamericano. De hecho, la Embajada implantada en Santiago se transforma rápidamente en una plataforma para iniciar contactos extra-oficiales con organismos de los países vecinos, y en particular con el Gobierno reformista de Juan Velasco Alvarado en el Perú³².

Es en este contexto que Castro entabla su famoso periplo en territorio chileno. Entre el 10 de noviembre y el 4 de diciembre de 1971, el cubano recorre prácticamente todo el país y efectúa innumerables discursos. La evolución de la «retórica castrista» durante su estadía constituye un testimonio evocador de la ardiente actualidad de la cuestión de las «vías revolucionarias» y de las

²⁸ Luis CORVALÁN MARQUÉZ, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile*, op. cit., pp. 172-177.

²⁹ Alfredo RIQUELME, «Política de reformas e imaginación revolucionaria en el Chile constitucional (1933-1973)», Marianne GONZÁLEZ y Eugenia PALIERAKI (eds.), *Revoluciones imaginadas. Itinerario de la idea revolucionaria en América Latina contemporánea*, Santiago, RIL editores, 2013, pp. 167-169.

³⁰ Entrevista del autor con Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 de febrero 2013.

³¹ «Conversación del embajador N. B. Alekseev con Volodia Teitelboim», en «Chile en los archivos de la URSS (1959-1973): Comité Central del PCUS y del Ministerio de Relaciones Exteriores de la URSS», *Estudios Públicos*, Santiago, n° 72, 1998, p. 412.

³² Tanya HARMER, *Allende's Chile & the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2011, p. 134. Fidel Castro observa con entusiasmo los cambios producidos desde 1968 en el Perú de Velasco Alvarado, un militar que lleva a cabo un programa intensivo de reformas y que mantiene un convincente discurso «antiimperialista». No es por nada que en 1969 el líder cubano le atribuye al Gobierno de Lima un «carácter revolucionario». «Discurso de Fidel en el C. Guiteras», 14 junio 1969, *Política internacional*, n°26, 1969, pp. 250-252.

estrategias necesarias para consolidar el proyecto de izquierda ante la inevitable reacción de la oposición. Se trata de un encuentro inédito entre el emblemático abogado de la lucha armada y un país que está intentando afianzar un «camino institucional» para instaurar el socialismo, un encuentro que como veremos no está exento de polémicas, esperanzas, reflexiones y, finalmente, de una profunda decepción.

El entusiasmo ya anunciado hacia el proceso democrático que Allende intenta implantar se refleja en las primeras alocuciones. En medio de una reunión con dirigentes sindicales, Castro señala que ser revolucionario no implica mantener una actitud «dogmática» y que, por el contrario, es preferible «aprovechar todas y cada una de las posibilidades que puedan presentarse [...] para avanzar y aproximarse a las metas por las cuales nuestros pueblos luchan». De este modo, el «Comandante» confirma que ha visto en las elecciones «una posibilidad; como estamos en disposición de mirar con júbilo cualquier nueva variante que se presente» y destaca: «Que si por muchos caminos se llega a Roma, ¡ojalá haya miles de caminos para llegar a la Roma revolucionaria!»³³.

El entusiasmo ciudadano que genera su viaje en los primeros días, así como las expectativas azuzadas por un contexto latinoamericano favorable a los cambios sociales explican estas palabras iniciales, que se acompañan de constantes elogios dirigidos a la Unión Soviética. En efecto, a esa altura Cuba había «normalizado» completamente sus relaciones con Moscú, impulsando a sus dirigentes a contener sus tradicionales críticas hacia la «coexistencia pacífica» y las estrategias revolucionarias gradualistas. Esta disposición parece justificarse por las transformaciones que vive el Perú de Velasco Alvarado (y que Castro visitará después de su viaje a Chile) y las perspectivas electorales del Frente Amplio, una coalición uruguaya similar a la UP que tiene serias posibilidades de imponerse en las elecciones generales del 28 de noviembre de ese año.

Sin embargo, este optimismo inicial tiende a debilitarse a medida que el dirigente descubre las dificultades a las cuales el régimen tiene que hacer frente. Muchos factores explican el giro de su discurso. Por una parte, el Frente Amplio es finalmente derrotado, prueba fehaciente para Castro de la ineficacia de los cambios institucionales en Uruguay³⁴. Más tarde, una inmensa manifestación conocida como «la marcha de la cacerolas vacías», liderada por un grupo de mujeres de la oligarquía acompañadas de paramilitares de extrema derecha (Patria y Libertad), lleva al dirigente cubano a tomar consciencia del poder intacto que posee la oposición. La prensa hostil a Allende tampoco se limita en sus ataques e incluso insinúa una relación homosexual entre el «barbudo» y el presidente socialista, lo que deriva en fuertes críticas hacia las «libertades burguesas, capitalistas»³⁵. Todos estos elementos confluyen y determinan el tono del discurso de despedida en el Estadio Nacional.

Durante esta manifestación, Fidel Castro confiesa que tras su larga estancia ha podido percatarse de que nada detendrá «la ley de la historia», es decir, el enfrentamiento decisivo con «la corriente reaccionaria que es el fascismo»³⁶. Contrariamente a la burguesía cubana en tiempos de la revolución, la autoridad máxima de la Isla estima que la «reacción» chilena se encuentra «mucho más preparada de lo que estaba la de Cuba, mucho más organizada y mucho más

³³ Fidel CASTRO, «Reunión con la directiva de la Central Única de Trabajadores de Chile (CUT), Santiago de Chile», *Cuba-Chile*, La Habana, Comisión de Orientación Revolucionaria del Comité Central del Partido Comunista de Cuba, 1972, p. 337.

³⁴ Joaquín FERMANDOIS, *Chile y el mundo*, op. cit., p. 240.

³⁵ Fidel CASTRO, «Acto de despedida que le brindó el pueblo de Chile en el Estadio Nacional», *Cuba-Chile*, op. cit., p. 474.

³⁶ *Ibid.*, p. 477.

equipada para resistir los cambios»³⁷, lo que hace pensar en la inminencia de un enfrentamiento de clases. En esa misma oportunidad, Castro revela su desilusión ante la limitada asistencia en el Estadio (el público no llenó las 100.000 butacas reservadas para la ocasión), un síntoma de la incapacidad del Gobierno de movilizar al pueblo y que confirma las «debilidades frente al adversario», las debilidades de la «batalla ideológica» y de «la lucha de masas»³⁸. Para finalizar, y sin dejar la menor duda de su pesimismo, Castro declara en una voltereta impresionante respecto a sus palabras iniciales que

si me permiten expresarles con toda sinceridad una de nuestras conclusiones [...] que me nace de lo más profundo del alma: cuando veo la historia en acción, cuando veo estas luchas, cuando veo hasta qué punto los reaccionarios tratan de desarmar moralmente al pueblo, cómo se valen de tantos y tantos medios, desde el fondo de mi corazón sale una conclusión, ¡y es que regresaré a Cuba más revolucionario de lo que vine! ¡Regresaré a Cuba más radical de lo que vine! ¡Regresaré a Cuba más extremista de lo que vine!³⁹

Decepcionado por sus experiencias de viaje y por la movilización activa de las corrientes opositoras, imposibles de acallar en el cuadro de un proyecto democrático, Castro concluye que a partir de ahora sus esfuerzos deben volcarse a la defensa del «Gobierno popular». De regreso a La Habana, los programas de entrenamiento militar destinados a habitantes chilenos, así como el envío clandestino de armas, se fortalecen⁴⁰.

Estas inquietudes se cristalizan en una misiva que el *Líder Máximo* le envía a su homólogo chileno en junio de 1973. Su mensaje es un contundente llamado a cambiar de estrategia y a adoptar una línea basada en la movilización social en defensa del Gobierno. Ante la persistencia de la «política pérfida e irresponsable» de los enemigos de la revolución, Fidel Castro le ruega a su amigo que no olvide «por un segundo la formidable fuerza de la clase obrera chilena y el respaldo enérgico que te ha brindado». Solo mediante el apoyo decidido del pueblo se logrará «paralizar los golpistas» y «decidir de una vez, si es preciso, el destino de Chile»⁴¹.

Las líneas finales del documento constituyen una incitación a optar por el único camino que a los ojos del cubano puede resolver la crisis, la vía armada:

El enemigo debe saber que está [la clase obrera] apercebida y lista para entrar en acción. Su fuerza y su combatividad pueden inclinar la balanza en la capital a tu favor [...] Tu decisión de defender el proceso con firmeza y con honor hasta el precio de tu propia vida, que todos te saben capaz de cumplir, arrastrarán a tu lado todas las fuerzas capaces de combatir y todos los hombres y mujeres dignos de Chile.⁴²

No cabe la menor duda que para Castro la ruptura del proceso institucional es a esa altura inevitable. Frente a la postura cada vez más recalcitrante de la Democracia Cristiana, con la cual Allende espera encontrar una solución negociada a la crisis, la estrategia de los acuerdos políticos parece estar condenada al fracaso. En esta coyuntura, solo dos opciones se vislumbran ante la

³⁷ *Ibid.*, p. 479.

³⁸ *Ibid.*, p. 480.

³⁹ *Ibid.*, p. 483.

⁴⁰ Tanya HARMER, «Chile y la Guerra Fría interamericana, 1970-1973», Tanya HARMER y Alfredo RIQUELME, *Chile y la Guerra Fría global, op. cit.*, pp. 209-211.

⁴¹ Fidel Castro a Salvador Allende, 29 de junio 1973, citado en Joaquín FERMANDOIS, *Chile y el mundo, op. cit.*, p. 188.

⁴² *Ibidem.*

destrucción inminente de la estructura constitucional: el golpe de Estado o el combate de las masas a favor del «Gobierno popular». Nuevamente, como durante los turbulentos años 60 cuando la lucha guerrillera tendía a expandirse a lo largo del continente, la polémica en torno a los métodos revolucionarios vuelve a ubicarse en el centro de los debates sobre el futuro de Chile. No por mucho tiempo, sin embargo. A las pocas semanas de la redacción de esta carta reveladora, La Moneda es bombardeada por las Fuerzas Armadas y el cuerpo inerte de Salvador Allende es desalojado del palacio gubernamental, signando el término definitivo de la «vía chilena al socialismo».

En un contexto de creciente polarización ideológica, magníficamente reflejado por las palabras del líder cubano antes y después de su periplo en Chile, la división al interior de «las izquierdas» alcanzaba inéditos niveles de tensión, reforzados por los influjos y el poder de legitimación de las doctrinas extranjeras. Bajo esta lógica, las hipótesis del historiador noruego Odd Arne Westad nos parecen particularmente pertinentes⁴³. El concepto de «Guerra Fría Global», lejos de denotar una bipolaridad Este-Oeste, nos invita a adentrarnos en las repercusiones y en las reapropiaciones regionales de las grandes confrontaciones de la segunda mitad del siglo XX. Por una parte, la adopción de referentes foráneos confiere una dimensión universal a los procesos políticos locales, que no dejan por ello de estar fuertemente enraizados en las lógicas propias del conflicto. Por otra, la ardiente permanencia de las controversias sobre las «vías de la revolución», alentadas por Fidel Castro, encarnación viva de la viabilidad de la insurrección armada, confirman que la evolución de Chile se encontraba en gran medida condicionada por la vicisitudes de las transformaciones mundiales⁴⁴.

⁴³ Odd Arne WASTAD, *La guerre froide globale : le Tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, Paris, Payot, 2007.

⁴⁴ Eduardo GALEANO, « Ce passé qui vit en nous », in *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, Paris, n°82, août - septembre 2005.

DES CRAIES ET DU SUCRE : LA POLITISATION DU DISCOURS DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION À TUCUMÁN, 1966-1970

Antonio RAMOS RAMÍREZ
Université Bretagne Sud (Lorient, France)
Laboratoire ERIMIT-Université Rennes 2

Les événements de l'année 1966 marquèrent l'ouverture d'un nouveau chapitre dans l'histoire de Tucumán et, plus largement, dans toute l'Argentine. Après une décennie de proscription du péronisme des institutions politiques, le coup d'État qui mena au pouvoir le général Juan Carlos Onganía eut des conséquences sociales et économiques indélébiles à Tucumán. La fermeture d'une bonne partie des *ingenios* de canne à sucre supposa la désarticulation du tissu social, mais aussi du tissu productif de la province, profondément affectée par le chômage et les migrations. Cette circonstance, aggravée par la persistante paupérisation de tous les secteurs salariés provinciaux, explique les exemples de solidarité intersectorielle qu'on verra apparaître au cours des années suivantes.

C'est ainsi qu'on put relever, de plus en plus, des actions de solidarité active avec les ouvriers de l'agro-industrie de la canne à sucre, ce qui constitua la manifestation des intérêts communs des travailleurs à Tucumán, avec leurs manifestations les plus éclatantes lors des journées de mobilisations des « *Tucumanazos* »¹, au début des années soixante-dix.

Dans ce contexte de bouleversement social croissant et d'effervescence politique contestataire, les organisations syndicales des enseignants émergèrent en tant que matérialisation organique d'un acteur social qui, jusqu'à ce moment-là, ne s'était pas distingué par sa participation aux actions de force engagées par le mouvement ouvrier traditionnel. C'est précisément l'irruption des enseignants dans la lutte de cette période qui nous mènera, dans les lignes qui suivent, à aborder la transformation du discours et la politisation d'une organisation d'enseignant-e-s de l'école primaire du système éducatif public de la province de Tucumán. Réunis autour de l'*Agremiación Tucumana de Educadores Provinciales* (ensuite ATEP), les travailleurs de l'éducation de Tucumán vécurent un processus de transformation de leur identité collective qui les conduisit à faire partie des manifestations de contestation du régime politique, mais aussi économique, que les Forces Armées dirigèrent en Argentine dès la moitié des années soixante.

L'ATEP et le mouvement ouvrier à Tucumán

Les difficultés de l'industrie sucrière à Tucumán n'étaient pas ignorées en 1966. La crainte d'une lente mais certaine disparition du modèle productif de Tucumán était déjà bien présente avant les mesures de rationalisation économique mises en place par le gouvernement de l'auto-désignée « Révolution Argentine² ». Contrairement à d'autres modèles de production, comme c'était le cas de l'*ingenio* Ledesma à Jujuy, l'exemple de Tucumán ne convenait pas aux intérêts

¹ À consulter : Silvia NASSIF, *Tucumanazos. Una huella histórica de luchas populares 1969-1972*, Tucumán, Universidad Nacional de Tucumán, 2012.

² À consulter : Roberto PUCCI, *Historia de la destrucción de una provincia : Tucumán, 1966*, Buenos Aires, Ediciones del Pago Chico, 2007.

de la modernisation préconisée par les militaires, spécialement en ce qui concernait l'importance de la militance syndicale péroniste articulée au sein de la FOTIA (Fédération Ouvrière de Tucumán de l'Industrie Sucrière).

Afin d'analyser les difficultés qui traversaient les conditions de production de la canne à sucre à Tucumán, en avril 1966 eut lieu le « Congrès pour la Défense de l'Économie de Tucumán », auquel participèrent la FOTIA, la UCIT (l'Union de Producteurs de Canne à Sucre de Tucumán) et l'ATEP, parmi d'autres organisations de la province³. Une des conséquences de ces journées de débat fut la tenue d'une grève générale provinciale le 17 mai, qui compta avec la participation massive des organisations ouvrières⁴, y compris les enseignants.

La présence du syndicat des enseignants peut sembler paradoxale, vu leur faible incidence sur le processus productif, mais cette participation démontre que les travailleurs de l'éducation avaient déjà acquis une double nature : d'une part, leur capacité mobilisatrice avait déjà été prouvée à plusieurs reprises, en leur donnant la légitimité nécessaire pour s'y rendre ; d'autre part, les enseignants démontraient leur identification aux problèmes d'ordre matériel du reste de salariés de la province, ce qui signifia une modification substantielle du rôle joué traditionnellement, en tant que dépositaires de l'esprit d'apostolat laïc civilisateur.

La transformation dans l'auto-perception de ce collectif de travailleurs nous amène à considérer qu'au sein de la structure de classes de l'Argentine, les enseignants ont suivi une relocalisation forcée qui les définit comme des intégrants à part entière de la classe ouvrière. Ce n'est qu'en vertu du processus de prolétarianisation des enseignants qu'on arrive à mettre en avant les actions de force et la politisation de leurs pratiques et discours. Si l'on considère que les travailleurs de l'éducation ont été confrontés à la massification et à la féminisation du travail enseignant, ainsi qu'à l'affaiblissement de leurs conditions matérielles de subsistance⁵, il nous paraît évident que leurs actions collectives doivent être interprétées comme un épisode à ajouter à l'histoire de la lutte de classes en Argentine.

Les trajectoires suivies par le syndicalisme enseignant à Tucumán ne furent pas, cependant, évidentes. On doit prendre en compte que l'ATEP fut un syndicat fondé, sous la volonté du péronisme provincial au pouvoir, plus comme un élément corporatiste d'intégration verticale d'un collectif professionnel que comme la manifestation organique des intérêts des travailleurs de l'éducation. C'est ainsi qu'on a pu constater qu'entre novembre 1949 – date de la fondation de l'ATEP – et la chute du gouvernement de Juan D. Perón en 1955, les actions de revendication n'existèrent pas, ce qui ne fut le cas pour celles qui concernaient les manifestations publiques de soutien au Parti Péroniste Féminin ou la collaboration à la récolte de fonds pour la Fondation d'aide social Eva Perón⁶.

C'est avec la réouverture institutionnelle partielle qui se produisit à partir des années 1957-58 que les bases du syndicat purent donner leur appui à une direction syndicale qui, pour la première fois, envisageait de mettre en question le statut socio-économique des enseignants. C'est lors de ce moment de perméabilité des structures syndicales que surgit la figure du président de

³ *Primera Plana*, Buenos Aires, n° 175, 1966, p. 23 ; *Primera Plana*, Buenos Aires, n° 176, 1966, p. 24.

⁴ *Primera Plana*, Buenos Aires, n° 178, 1966, p. 15.

⁵ Une analyse de cette mutation au cours du XX^e siècle figure dans Ricardo DONAIRE, *Los docentes en el siglo XXI ¿Empobrecidos o proletarizados?*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2012.

⁶ Pour plus de détails sur la première période de l'ATEP, voir Antonio RAMOS RAMÍREZ, « Entre ouvriers et intellectuels : l'expérience des premières années de l'ATEP, 1949-1955 », *ALHIM Paris* 8, <https://alhim.hypotheses.org/> (consulté le 26/12/2015).

l'ATEP, Francisco Isauro Arancibia⁷, assassiné à l'aube du 24 mars 1976. S'il ne nous est pas possible d'explorer ici les actions de force que les enseignants ont développées aux cours des années 1957-1966, il est important de souligner que c'est grâce à l'accumulation de légitimité combative dans ces expériences significatives d'actions de force que s'explique la participation active des travailleurs de l'éducation aux mobilisations ouvrières de la crise de 1966.

Si l'on commence à aborder de façon autonome les caractéristiques qui définissent l'action collective des enseignants, on trouve la répétition d'une logique d'usure dans les négociations entamées entre le syndicat et leur patronat public. Pour la section chronologique qui nous occupe, un des problèmes principaux fut la question de l'égalisation des salaires des enseignants nationaux et provinciaux. Comme résultat de la grève de 1963, les militants de l'ATEP réussirent à se faire reconnaître une dette salariale pour la période 1960-1964, en vertu de l'augmentation des rétributions des enseignants provinciaux, non appliquée aux cours de ces quatre années. La logique évoquée auparavant était la suivante : présentation des problèmes du corps enseignant au gouvernement provincial, reconnaissance de la part du gouvernement de la justesse des revendications et, finalement, ajournement des solutions dans l'attente de l'amélioration de la situation financière de la province et du « problème sucrier ».

La période 1966-1968 se caractérisa par l'érosion à laquelle furent soumis les ressorts des organisations syndicales. D'une part, aux yeux des acteurs sociaux il était évident qu'il fallait poursuivre les actions de confrontation et de défense de leurs intérêts communs mais, d'autre part, il est indubitable que l'intransigeance dont ont fait preuve les autorités fut capable de diminuer progressivement le niveau de pression soutenu par les travailleurs. L'asphyxie financière des syndicats impliqua le démantèlement des structures d'aide mutuelle, comme ce fut le cas de l'assistance médicale, devenue inabordable après l'augmentation de 40 % des recettes demandées par le Collège de Médecins de Tucumán⁸. Les critiques à l'intérieur des organisations ne cessaient de croître, particulièrement dans le cas d'Atilio Santillán, le secrétaire général de la FOTIA, qui en mai 1967 demanda au gouvernement militaire la restitution des fonds de la fédération pour pouvoir faire face aux services d'assistance⁹.

Entre 1966 et 1968, les trajectoires du monde ouvrier de Tucumán et du syndicalisme enseignant furent convergentes, marquées par l'empreinte du choc de 1966. À partir de l'irruption de la nouvelle génération militante et l'union d'étudiants et d'ouvriers qui cristallisa, au niveau national, aux cours des journées de lutte populaire du *Cordobazo*, le syndicalisme enseignant développa le muscle organisationnel qui lui permit d'émerger comme un nouvel acteur social, intégrant l'univers contestataire et combatif face à la dictature. Nous aborderons maintenant les pratiques collectives et les discours, de plus en plus politiquement engagés de l'ATEP.

Les luttes du syndicalisme des enseignants à Tucumán

Avant de commencer notre analyse, il convient de préciser dans le but de bien clarifier qu'ici, on ne se trompe pas si pour le cas de l'ATEP, on prend la partie pour le tout. L'importance

⁷ Une reconstruction de sa figure et de ses dernières heures figure dans Eduardo ROSENZVAIG, *La oruga sobre el pizarrón*, Buenos Aires, Ediciones Colihue, 1993.

⁸ Il est intéressant d'observer que les syndicats gravement touchés par l'augmentation des tarifs médicaux eurent une ampleur très horizontale. Parmi les organisations qui signèrent la déclaration d'opposition on peut compter les travailleurs sucriers et de l'éducation, mais aussi les vendeurs de journaux, les employés des abattoirs, les employés municipaux, etc. Voir : *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 30/07/1967, p. 8.

⁹ *Primera Plana*, Buenos Aires, n° 227, 1967, p.21.

de l'ATEP dans le contexte provincial, mais aussi national, répond à plusieurs critères : tout d'abord, le volume de la militance de l'organisation était très important. Pour ces années, l'estimation fait apparaître un chiffre d'environ 5.000 militants. En plus, il faut savoir que cette quantité s'explique par la reconnaissance qu'impliquait l'attribution de la *personería gremial*, statut juridique habilitant l'ATEP à être la seule organisation dépositaire de la représentation du collectif lors des négociations, ce qui voulait aussi dire que l'affiliation au syndicat était obligatoire. De cette manière, l'ATEP faisait partie de l'organe administratif qui régissait le système éducatif, le Conseil de l'Éducation Provinciale, qui était intégré par des membres du gouvernement de la province, les établissements scolaires et les représentants syndicaux des différents niveaux d'enseignement.

Un autre élément de définition des luttes des enseignants réside dans la présence constante de la revendication de l'éducation publique, en tant que patrimoine public national. On doit insister sur le fait que l'opposition à la dictature se faisait aussi sur la base de la confrontation aux réformes éducatives de caractère réactionnaire, en ce qui concernait l'approche pédagogique et le rôle social de l'éducation reflétés dans les projets de réforme de loi successifs. Par conséquent, l'ATEP insista sur l'importance du caractère public du système éducatif comme le meilleur outil pour la diminution des inégalités sociales. Autrement dit, dans le contexte d'une dictature fortement répressive, la défense de l'éducation publique en tant qu'élément de cohésion sociale nous paraît être une manifestation évidente d'engagement politique qui venait s'ajouter à l'état d'esprit contestataire de l'époque.

Cependant, la force de l'ATEP se justifiait non seulement par sa capacité d'interlocution institutionnelle, mais aussi par une solide procédure démocratique interne, à l'heure de l'élection de la commission directive, en se situant ainsi en dehors de la sphère du syndicalisme dont la bureaucratie hypertrophiée bloquait les canaux de participation des militants.

C'est précisément au sujet du renouvellement de la commission directive, en mai 1968, que F. Isauro Arancibia résumait les problèmes plus urgents du corps enseignant de Tucumán :

Des rémunérations humiliantes pour les enseignants, tandis qu'il paraît qu'il y a de l'argent quand il s'agit d'augmenter les salaires des hautes hiérarchies gouvernementales; des dettes permanentes envers les enseignants intérimaires et vacataires; absence de paiement pour les plein temps; une dette paralysée d'environ 700 millions de pesos du fait de l'égalisation des taux d'indices, du retard dans l'actualisation de l'indice de retraites de l'enseignement...¹⁰

Comme nous l'avons déjà mentionné, la direction du syndicat continua avec le groupe qui entourait Isauro Arancibia. De la même manière, nous avons constaté qu'à partir de la seconde moitié de 1968, le projet de réforme de la loi de l'éducation suscita une forte opposition, énoncée à plusieurs reprises. On trouve un exemple en relation avec les cours de perfectionnement qui, sous l'impulsion du ministre de l'Éducation Nationale, José Mariano Astigueta, devaient s'accomplir dans le but supposé d'améliorer les pratiques des enseignants. Ces cours suivaient la logique de subsidiarité de l'État, selon laquelle l'amélioration des conditions de travail et du résultat du processus d'enseignement ne passait pas par l'investissement dans la structure du

¹⁰ *Remuneraciones docentes humillantes, mientras parece que si hay dinero cuando se trata de aumentar los sueldos de las altas jerarquías gubernamentales; deudas permanentes al magisterio interino y reemplazantes; falta de pago de la dedicación exclusiva; deuda paralizada de alrededor de 700 millones de pesos por equiparación de índices, demora en la actualización del índice docente de jubilados...* Voir : *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 19/05/1968, p. 10.

système éducatif, mais par le recyclage des méthodologies professionnelles¹¹. Pour sa part, l'ATEP montra son désaccord envers cette initiative, en dépassant par ses critiques le cadre purement scolaire. En effet, il ne faut pas sous-estimer la lourde charge idéologique qui accompagnait ces séminaires, où l'on trouvait des publications qui affirmaient que :

L'école primaire est victime d'une série d'anachronismes qui empêchent qu'elle soit au service de l'enfance, des changements rapides pour la modernisation du pays, de la région du Nord-Ouest, de la province et de la nécessaire synchronisation avec les projets de développement.¹²

La réponse de l'ATEP s'adressa non seulement aux questions évoquées dans la citation choisie, mais elle signala aussi les problèmes structurels de la réalité sociale où les travailleurs de l'éducation exerçaient leur métier :

Blâmer l'école pour notre sous-développement chronique est une autre inexactitude perverse d'autant plus que notre éducation est aussi victime de la crise économique qui, bien entendu, trouve son origine dans d'autres causes et parmi celles-ci, précisément dans l'état traditionnel d'abandon presque total de notre éducation. Sur ce cas précis, nous affirmons [...] que la solution aux problèmes scolaires fondamentaux doit d'abord être cherchée dans le régime social, économique et politique qui soutient l'école.¹³

Quand on examine les sources de notre recherche, la radicalisation politique des enseignants apparaît comme un vecteur ininterrompu pendant la période. Il faut aussi signaler que les manifestations les plus visibles de cette trajectoire sont liées aux événements d'ordre provincial ou national. Un exemple de cela réside dans l'arrivée à Tucumán du général Francisco Imaz, ministre de l'Intérieur du gouvernement national. À l'occasion de sa visite, les représentants des travailleurs de l'éducation lui donnèrent un document qui résumait leurs demandes. Mises à part les références aux questions strictement professionnelles, il est intéressant de reproduire le dernier point du texte, intitulé « Situation de Tucumán » :

Nous, en tant qu'habitants de Tucumán et en tant qu'enseignants, sommes témoins des dures conditions dans lesquelles se débattent de vastes secteurs de la communauté provinciale, conséquence de la situation économique et sociale de la province, fondamentalement due au manque de solutions adéquates pour le vieux et bien connu problème sucrier, [situation] aggravée par la disparition d'importantes sources de travail.¹⁴

¹¹ Mariana GUDELEVICIUS, «La actuación política de los docentes primarios durante la “Revolución Argentina”. Un análisis sobre características y alcances de la protesta gremial entre 1968 y 1972», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, <http://nuevomundo.revues.org/61103> (consulté le 26/12/2015).

¹² *La escuela primaria provincial adolece de una serie de anacronismos que impiden que la misma esté al auténtico servicio de la niñez, de los cambios rápidos para la modernización del país, de la región del Noroeste, de la provincia, y de la necesaria sincronización con los planes de desarrollo.* Voir : *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 20/10/1968, p. 8.

¹³ *Inculpar a la escuela nuestro crónico subdesarrollo es otra aviesa inexactitud por cuanto nuestra educación también es víctima de la crisis económica reinante que, por supuesto, se origina en otras causas y entre ellas precisamente el tradicional estado de casi total abandono de nuestra educación. Sobre el particular afirmamos [...] que la solución de los problemas escolares fundamentales hay que buscarla primero en el régimen social, económico y político que sustenta la escuela.* Voir : *Ibid.*

¹⁴ *Como tucumanos y educadores somos testigos de las duras condiciones en que se debaten amplios sectores de la comunidad provincial, como consecuencia de la situación económico-social de la provincia, derivada*

Quelques mois après, la *Casa de Gobierno* était occupée par le général Jorge Nancleres qui reçut les enseignants en octobre 1969. La réponse donnée à leurs demandes ne fut pas différente, mais il est important de souligner que les adhésions continuaient à arriver au siège de l'ATEP. Par exemple, la FOTIA manifesta sa solidarité dans un message où on pouvait lire le rejet à la soumission économique à laquelle les enseignants étaient réduits¹⁵. La fédération sucrière pensait qu'il était l'heure de valoriser positivement la contribution que les enseignants faisaient « au progrès culturel de la Nation »¹⁶. D'autre part, des questions comme l'assiduité intermittente de certains étudiants en difficulté fut aussi objet de l'attention de l'ATEP. Lorsque l'approbation du nouveau budget d'éducation provincial approchait, le syndicat manifestait son inquiétude par rapport au fait que « de vastes secteurs d'enfants n'assistent pas à la classes [...] pour des raisons socio-économiques »¹⁷.

Compte tenu de l'inutilité des conversations avec le gouvernement et après avoir constaté que les négociations ne donnaient pas des fruits concrets, l'ATEP décida d'effectuer des actions de force le 22 octobre, ainsi que les 4, 19 et 27 novembre. La grève fut massive et le gouverneur finit par promettre de s'acquitter de la dette par égalisation salariale. Cependant, les journées de grève eurent d'autres conséquences négatives. Pour bien comprendre la situation créée, il faut expliquer que la *personería gremial* de l'ATEP donnait droit aux militants syndiqués de percevoir le salaire correspondant aux journées de grève. Bien évidemment, le gouvernement de la province a stimulé l'érosion de la capacité de mobilisation du syndicat en refusant de payer ce montant. C'est ainsi que la réclamation de cette dette s'ajouterait aux revendications de l'ATEP.

Si l'on revient à la question politique, on peut constater que l'ATEP continuait à construire un discours où le lien entre les problèmes de l'éducation et la situation socio-économique de la province était plus qu'évident. On peut en trouver un autre exemple dans le communiqué adressé à Orlando Lázaro, qui à la fin de l'année 1969 occupait la direction du secrétariat de l'Éducation et de la Culture du gouvernement provincial. En réponse aux déclarations de Lázaro, qui quelques jours avant avait insinué que l'ATEP n'avait pas été aussi combative auparavant, les lignes signées par F. Isauro Arancibia défendaient que :

Les maux qui affectent l'école publique à Tucumán ont leur origine dans la crise nationale d'ordre socio-économique du pays, aggravée dans la province par la situation sucrière qui, depuis longtemps, a forgé une réalité contraire aux possibilités de développement de la province, mais qui s'est accentuée avec la politique sucrière imposée par le gouvernement actuel.¹⁸

fundamentalmente de la falta de adecuadas soluciones para el viejo y conocido problema azucarero, agravada por el cierre de importantes fuentes de trabajo. Voir : *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 13/07/1969, p. 14.

¹⁵ Une autre organisation, la FEIA (Fédération d'employés de l'industrie sucrière), signalait la contradiction entre l'impossibilité de payer les dettes du magistère et les dépenses en équipement répressif.

¹⁶ *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 19/10/1969, p. 11.

¹⁷ « *amplios sectores de la niñez que no asisten a las aulas [...] por razones económico-sociales* », *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 10/08/1969, p. 14.

¹⁸ *Los males que afectan a la escuela pública de Tucumán se originan en la crisis nacional socio-económica del país, agravada en la provincia por la situación azucarera que desde hace mucho tiempo ha forjado una realidad contraria a las posibilidades de desarrollo de la provincia, pero que se agudizó con la política azucarera impuesta por el actual gobierno.* *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 21/12/1969, p. 12.

Une fois de plus, on retrouve une expression qui formule les éléments d'union entre la situation économique provoquée par la crise sucrière et les problèmes des enseignants, qui ne se sentaient pas éloignés de l'orbite ouvrière dans laquelle ils s'inscrivaient en tant que travailleurs de l'éducation.

Le Congrès de l'Éducation de Tucumán

L'année 1970 fut marquée par la célébration, en octobre, du Congrès National de l'Éducation à San Miguel de Tucumán. L'organisation de l'événement, qui fut confirmé en avril, occupa une bonne partie des activités syndicales. L'entité qui convoqua la célébration de cette réunion d'organisations syndicales fut la Confédération Générale d'Enseignants de la République Argentine (CGERA), précédent de la Confédération de Travailleurs de l'Éducation de la République Argentine (CTERA), fondée en septembre 1973 avec l'active participation de l'ATEP. L'histoire du syndicalisme des enseignants en Argentine est aussi, d'une manière très significative, l'histoire de la construction de l'unification d'un mouvement syndical qui, à force d'atomisation, n'était alors pas capable d'employer le potentiel de ses effectifs à agir en consonance. C'est pourquoi l'histoire des syndicats provinciaux passa aussi par leur intégration au mouvement syndical national, leur articulation dans cette grande confédération constituant une expérience nécessaire à la construction de la CTERA. Dans ce contexte, la célébration de congrès fonctionna comme espace d'articulation de l'unité syndicale des enseignants.

La CGERA joua un rôle déterminant pendant la période qui nous occupe. C'est ainsi qu'on peut voir que grâce à cette organisation, les travailleurs de l'éducation parvinrent à entamer une négociation directe avec Francisco Imaz, dans l'attente d'arriver à se faire reconnaître le droit à une augmentation salariale à la même hauteur que les enseignants du système national d'Éducation¹⁹. Le blocage des négociations au sujet de l'égalisation salariale et la restitution de ses fonctions au Conseil d'Éducation de la Province conduit l'ATEP à la réalisation d'un mouvement de force qui suspendit les cours pendant presque tout le mois d'août. Ce contexte d'affrontement avec le gouvernement de la province fut le prologue à la célébration du Congrès. Il est aussi important de souligner qu'à l'époque, le gouverneur intérimaire était Jorge Rafael Videla, ce qui peut expliquer pourquoi F. Isauro Arancibia fut signalé comme l'un des premiers objectifs de la répression à la suite du coup d'État du 24 mars 1976.

Le Congrès National de l'Éducation eut lieu entre le 10 et le 12 octobre, avec des communications autour de plusieurs axes de discussion, parmi lesquels on trouvait les thèmes : « Analyse de la situation éducative en relation avec la réalité socio-économique au niveau national et régional » et « Éducation et changement socio-économique ». L'annonce publiée dans la presse locale appelait toutes les institutions culturelles, syndicales, professionnelles et populaires de la province à participer au Congrès²⁰.

L'inauguration des journées commença avec l'intervention du président de l'ATEP, qui déclara :

Une nouvelle étape d'accomplissements commence, où le pays a fixé son attention sur Tucumán [...] À Tucumán on retrouve l'image d'un peuple menacé par la destruction, mais qui possède la solide détermination de surmonter tous les obstacles qui empêchent son

¹⁹ *La Gaceta*, 26/04/1970, p. 5.

²⁰ *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 11/10/1970, p. 12.

développement [...] L'éducation doit être au service de la liberté, de l'indépendance et de l'auto-détermination des peuples.²¹

À la veille des journées d'insubordination ouvrière-étudiante qui éclatèrent en novembre, le Congrès signifia la mise en scène du syndicalisme des enseignants, caractérisé par un discours d'opposition à la dictature et par la demande de transformations économiques qui modifieraient la réalité sociale des travailleurs de l'éducation et, plus généralement, de tout le pays.

Conclusion

La crise structurelle de Tucumán fut la scène où les luttes des enseignants de Tucumán consolidèrent l'ATEP comme une des organisations du syndicalisme de combat de la province. Même s'il est vrai que son positionnement politique n'était pas strictement identifié avec les courants radicaux de gauche, nous considérons que le fait de combattre en faveur des valeurs démocratiques, là où l'autoritarisme s'efforçait d'approfondir la brèche de l'inégalité sociale, contribue à expliquer la mutation vécue par ce collectif de travailleurs. Au cours des années sélectionnées, l'analyse de leur production discursive apparaît donc, comme un des éléments propres à prouver les transformations qui s'opéraient dans cette fraction de la classe ouvrière argentine.

²¹ Ibid.

**CINE Y REVOLUCIÓN
UN ACERCAMIENTO A LA CULTURA MILITANTE DE LOS 60-70 EN
ARGENTINA**

Cecilia GONZALEZ
Université Bordeaux Montaigne
AMERIBER (EA 3656)

Una «época», recordaba Gilles Deleuze leyendo a Foucault, «no preexiste a los enunciados que la expresan, ni a las visibilidades que la ocupan»¹. En esta misma línea razona Claudia Gilman cuando afirma el carácter de bloque temporal del período comprendido entre los últimos años de la década del 50 hasta mediados de los 70. Considerada, tal como lo propone Gilman, como un «campo de lo que es públicamente decible y aceptable [...] en cierto momento de la historia»², la época se esboza menos en el recuento de sus acontecimientos más destacados, ya sea la Guerra de Vietnam, los procesos de descolonización africanos y asiáticos, la Revolución cubana, los movimientos estudiantiles o la Revolución cultural china, que como zócalo y aun condición de posibilidad para su emergencia. En tal sentido, si la Revolución cubana pudo ser concebida como momento inaugural de la época, al menos en América Latina, es porque ya fue leída a partir de las coordenadas de un pensamiento político que puso en crisis el modelo de partido de las «viejas izquierdas», imaginó –alejándose de las posiciones etapistas– la revolución al alcance de la mano y de las voluntades, postuló la necesidad de un hombre nuevo capaz a la vez de llevarla a cabo y encarnarla de manera cabal, concibió el cambio como algo inminente y la acción en toda su urgencia.

En esta tarea, el campo del arte y de la cultura tuvo un papel fundamental, ya que no solamente acompañó un proceso de subjetivación política radical o ayudó a difundirlo: nueva narrativa, nueva canción, nuevo cine, actos y manifestaciones de artistas plásticos, poesía política, teatro militante contribuyeron a forjar los íconos, mitos y consignas de una narración política emergente. La exigencia de ruptura entroncó con experiencias de experimentación y renovación heredadas de las vanguardias artísticas. El ansiado proceso de descolonización de los países y de las mentalidades articuló, por otra parte, –y no por primera vez en el continente– un nacionalismo y un latinoamericanismo de marcado carácter antiimperialista.

Dentro de este bloque temporal es posible reconocer una inflexión significativa que se produce en los años finales de la década del 60. En el ámbito político, y dentro de los límites del Cono Sur, ésta se tradujo de diversas maneras: el triunfo de Salvador Allende en Chile, en 1970; la intensificación de la represión en Uruguay, bajo el gobierno de Pacheco Areco, y el auge creciente del MLN Tupamaros que realizaron entre el 66 y el 69 algunas de sus acciones más célebres como el robo del Casino de Punta del Este o la toma de la ciudad de Pando. En Argentina, país sobre el que se centrará este artículo, se vivía desde 1966 bajo la dictadura del general Juan Carlos Onganía. El clima insurreccional se generalizó en 1969 con el estallido de las

¹ Gilles DELEUZE, *Foucault*, Buenos Aires, Paidós, 1987, p. 76.

² Claudia GILMAN, *La pluma y el fusil. Debates y dilemas del escritor revolucionario en América Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI, p. 36.

rebeliones obrero-estudiantiles de Córdoba, Rosario, Corrientes, y otros centros del interior del país. Su impacto fue tal que generó la crisis final del onganato y, más aún, llevó a los sectores más radicales del campo político a la convicción de que esos movimientos eran el inicio de un proceso de profundización de la lucha revolucionaria y que había que pasar a modos de acción, utilizando el vocabulario de la época, menos «espontaneístas». A pesar de que habían existido experiencias anteriores como las de Uturuncos (1959), el EGP de Jorge Masetti en Salta (1963-64) o la de las FAP lideradas por Envar el Kadri en Taco Ralo (1968), las principales organizaciones político-militares argentinas, entraron en la arena política en 1970: ERP, Montoneros, Descamisados, FAR³.

En el plano de la cultura, diversos autores⁴ coinciden en señalar, durante este período, una transformación en los modelos dominantes del artista o el intelectual en su relación con el campo político. Si los 60 estuvieron atravesados por las figuras del artista comprometido sartreano o del intelectual orgánico gramsciano, la expectativa de un cambio radical inminente convocó la figura del intelectual revolucionario capaz de subordinar su práctica específica a las necesidades de la revolución, o aun de abandonarla, un proceso que Ana Longoni y Mariano Mestman han caracterizado, en el ámbito de las artes plásticas argentinas, como «itinerario del 68», al estudiar los efectos de la muestra-acto *Tucumán arde* organizada por el Grupo de Artistas de Vanguardia. Sobre esta inflexión que se produce en las postrimerías de la década del 60 afirma Oscar Terán:

El Cordobazo permitió [...] iluminar con el fulgor de un relámpago la tierra prometida del Hombre Nuevo. Se iniciaba así un sendero en donde el deslumbramiento por la política terminaría por devorar la autonomía intelectual [...] En la literal vorágine de esos acontecimientos, numerosos pintores dejaron de pintar, numerosos escritores dejaron de escribir, convencidos al fin y al cabo de que se acercaba la epifanía a partir de la cual el arte y la filosofía se iban a extinguir porque se habrían realizado en el mundo.⁵

El clima de antiintelectualismo mencionado por Terán se fundó en la primacía de la vanguardia revolucionaria por sobre la vanguardia artística y la idea de que había que superar el hermetismo elitista del arte de vanguardia en pro de una eficacia comunicativa inmediata del mensaje político. Esto no implicó, con todo –como lo muestra la sofisticación expresiva de las diversas manifestaciones del cine militante– que se diera la espalda a todo el arsenal estético y técnico heredado del cine de arte soviético, el expresionismo alemán, el neorrealismo italiano o la *Nouvelle vague* francesa. Fernando Birri afirmaba, refiriéndose al nacimiento del Nuevo cine latinoamericano, que el desafío enfrentado consistió en producir un cine *de* los países «subdesarrollados» que no fuera, él mismo, un cine subdesarrollado⁶. Esta exigencia de una

³ «En 1969 un grupo comando que no se identificó asesinó a Vandor, el líder de los metalúrgicos que disputaba el poder de Perón. En 1970, exactamente un año después del *Cordobazo*, se produjo el secuestro y posterior asesinato del general Pedro Eugenio Aramburu, uno de los responsables de los fusilamientos peronistas de 1956. Esa fue la primera acción militar reconocida por Montoneros y dos meses después aparecieron públicamente las Fuerzas Armadas Revolucionarias (FAR), con el copamiento armado de Garín, una localidad de la provincia de Buenos Aires, cercana a la Capital Federal. En 1969, todos los grupos guerrilleros estaban, de hecho, en su etapa de entrenamiento y equipamiento, a punto de entrar en acción». Pilar CALVEIRO, *Política y/o violencia. Una aproximación a la guerrilla de los años 70*, Buenos Aires, Norma, 2005, pp. 37-38.

⁴ Véase sobre este punto, por ejemplo, Claudia Gilman, *Op.Cit.*, Ana Longoni, *Vanguardia y revolución. Arte e izquierda en la Argentina de los sesenta-setenta*, Buenos Aires, Ariel, 2014; Oscar Terán, *De utopías, catástrofes y esperanza*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006.

⁵ Oscar TERAN, *op. cit.*, p. 82.

⁶ Fernando Birri en *Donde comienza el camino*, Hugo Grosso, Argentina, 2005, 81'.

calidad estética y formal perdura en el cine militante del período 68-76, a pesar de las difíciles condiciones concretas de rodaje de las películas.

Lo que se denuncia como «vanguardismo» es más bien cierta dimensión neocolonial de instituciones artísticas, sus mecanismos de consagración, su sistema de premios, emergentes de la fuerte modernización cultural iniciada durante la segunda mitad de la década del 50. En el campo de las artes plásticas, el célebre Instituto Di Tella en Buenos Aires constituyó el blanco paradigmático de este tipo de denuncias. El proceso de modernización había llegado a su apogeo hacia mediados de la década del 60: «1966 fue denominado por los medios masivos locales ‘el año de la vanguardia’ por la eclosión simultánea y vertiginosa del pop, los *happenings*, las ambientaciones y objetos, el minimalismo, los comienzos de lo que años más tarde se llamará *conceptualismo*» sintetiza Ana Longoni y recuerda que, para quienes lo observaban con reticencia desde la izquierda, «las experiencias de la vanguardia sesentista era asimiladas en bloque al Instituto Di Tella, y acusadas de frívolas, pasatistas, despolitizadas y extranjerizantes»⁷.

Claudia Gilman, que ha estudiado la creciente desconfianza hacia el «vanguardismo»⁸ en la cultura latinoamericana de finales de los 60, y en particular en la literatura, analiza el impacto de la radicalización acelerada de ciertos sectores del campo cultural a través de la redistribución en la jerarquía de géneros y prácticas artísticas que tuvo lugar entre las dos décadas. Si la nueva narrativa latinoamericana, y en particular la novela, impusieron su primacía durante los años del «boom», en los años siguientes cobrarán una importancia creciente géneros como el testimonio y la poesía política, o prácticas artísticas como el afiche, la canción de protesta o el cine documental. «La oposición entre cine y literatura puede documentarse con frecuencia a partir de 1968», recuerda Gilman, y concluye:

Oportunidad de los temas, fuerte estetización de la violencia y la búsqueda de una imagen de alto impacto fueron las características gracias a las que ese nuevo cine pudo ser llamado «político». Justamente cuando entraba en crisis el concepto de compromiso intelectual y las exigencias de politización radical postulaban la ruptura de la concepción de la autonomía del intelectual que debía entonces asumirse como militante, y se postulaba que el cine (ya no la palabra) formaba parte de esa militancia.⁹

Este fenómeno de alcance continental, en el que las instituciones culturales cubanas tuvieron un papel fundamental a través de la revista *Casa de las Américas*, de sus encuentros, de sus premios, se manifestó en Argentina de diversas maneras. Los formatos documentales, por ejemplo, cobraron una relevancia creciente, ya sea en el cine o en la literatura, en la que experiencias de novela no ficcional como la iniciada en 1957 por Rodolfo Walsh con *Operación Masacre* se profundizan tanto en la pluma de este mismo escritor, que retoma el género en 1968-

⁷ Ana LONGONI, *op. cit.*, pp. 41-42.

⁸ Entre los muchos testimonios que pueden encontrarse sobre esta tensión entre vanguardia y «vanguardismo», véase, por ejemplo el artículo «El concepto de vanguardia» del escritor y militante Francisco Urondo, aparecido en la revista *Crisis* n°17, Buenos Aires, septiembre 1974, pp. 35-38. En él afirma: «El populismo siempre aceptó las cosas como estaban. Lo contrario, desentenderse del estado de cosas, arrastra a posiciones ultra izquierdistas. En cultura, esto suele conocerse con el nombre de vanguardismo. Y ahora se trata de conformar una vanguardia, no de hacer vanguardismo». También en la declaración que acompaña la manifestación *Tucumán Arde*, redactada por Nicolás Rosa y María Teresa Gramuglio, se expone con claridad la distinción entre las «falsas experiencias vanguardistas que se producían en las instituciones de la cultura oficial» y la «intención verdaderamente vanguardista y por ende revolucionaria». Ver María Teresa Gramuglio y Nicolás Rosa. «Tucuman Arde», November 9, 1968. Typewritten statement. Personal archive of Graciela Carnevale, Rosario.

⁹ Claudia GILMAN, *op. cit.*, pp. 352-353.

1969 con *¿Quién mató a Rosendo?*, y lo prosigue con *El caso Satanowsky* (1973). Otros escritores militantes, como Francisco Urondo, recurren a los formatos del informe como en *La patria fusilada*, sobre la masacre de Trelew de 1972 o hibridan la escritura ficcional introduciendo documentos de archivo en la escritura novelística (discursos de dirigentes obreros durante el Cordobazo en *Los pasos previos*, testimonios e investigaciones sobre el caso Vallese¹⁰).

También la creación de colectivos de artistas militantes tuvo un papel destacado durante el período. Estos colectivos organizan diversas muestras, actos y manifestaciones públicos (en apoyo al pueblo de Vietnam, a través de su boicot a la gira de Rockefeller por América Latina, o para recordar a la muerte del Che, por ejemplo)¹¹. Ana Longoni subraya la estetización de la violencia que caracteriza estos actos y manifestaciones, así como también su «apropiación (de los procedimientos, la retórica, los modos de acción, los materiales) de la violencia política como recurso artístico»¹². También observa una tendencia al abandono de la firma individual en prácticas de autoría colectiva.

Algo semejante ocurre en el ámbito del cine, cuyos directores se agrupan en diversos colectivos – Realizadores de Mayo, Grupo Cine Liberación, Cine de la Base – para producir películas pensadas como verdaderas intervenciones o actos políticos, destinadas a un público que no es el de las salas comerciales, concebidas como herramientas capaces de suscitar debate y reflexión en un público caracterizado por su pertenencia a sectores alternativos al público del cine-espectáculo. Las películas se proyectan en sindicatos, universidades, partidos, fábricas tomadas, barrios populares y se acompañan de un debate. Aunque participaron abundantemente en muestras internacionales y fueron en algunos casos premiadas y reconocidas por la crítica, como *La hora de los hornos* de Fernando Solanas y Octavio Getino¹³, las proyecciones locales de sus películas fueron a menudo clandestinas (salvo en breves intervalos, como el que abrió la primavera camporista en 1973, y que permitió la proyección de algunas de ellas en salas comerciales).

A estos rasgos responden tres películas que jalonan el período 68-76 y que elegimos en función no solo de su repercusión o de su calidad sino también del momento en el que cada una de ellas fue concebida: en 1968, el Grupo Cine Liberación, de orientación peronista, culmina una filmación realizada entre 1966 y 1967: *La hora de los hornos*. La película es en realidad un tríptico a lo largo del cual se propone una perspectiva afirmadamente latinoamericana y antiimperialista: se define la situación de conflicto presente como una guerra neocolonial, se analizan sus causas, sus actores, sus antecedentes históricos, los caminos a seguir, el papel de artistas e intelectuales en el proceso de liberación nacional. Su estructura corresponde plenamente a la caracterización propuesta: interpela permanentemente a un público que supone presente en el

¹⁰ Felipe Vallese era un joven obrero metalúrgico peronista que desapareció en el barrio de Flores de la Capital Federal el 23 de agosto de 1962. El suyo es uno de los primeros casos de desaparición de la historia argentina política reciente.

¹¹ Sobre este punto pueden consultarse los trabajos de Ana Longoni y Alejandro Mestman, *Del di Tella a Tucumán arde*, Buenos Aires, El cielo por asalto, 2000; Ana Longoni, *Vanguardia y revolución*, op. cit.; Andrea Giunta, *Vanguardia, Internacionalismo política: arte argentino en los años sesenta*, Buenos Aires, Paidós, 2001.

¹² Ana LONGONI, op. cit., p. 176.

¹³ El Nuevo cine latinoamericano tiene su primer gran festival en Viña del Mar, en 1967 pero también se difunde y premia en el extranjero: Glauber Rocha recibe en Cannes premios por *Tierra en transe* y *El dragón de la maldad contra el santo guerrero*. *La hora de los hornos* obtuvo el gran premio de la *IV Mostra internazionale de Nuovo Cinema* de Pesaro en 1968. *Cahiers du cinéma* se interesa por la obra de Getino y Solanas, por el cine boliviano a través del *Sangre de cóndor* de Jorge Sanjinés (1969), por la obra de los cubanos Tomás Gutiérrez Alea (*Memorias del subdesarrollo*) y Humberto Solás (*Lucía*).

lugar de la proyección, reserva espacios para las intervenciones de los relatores y prevé las de la sala, se propone como un conjunto de notas y testimonios destinados a la reflexión.

La segunda película, *Argentina Mayo del 69. Los caminos de la liberación* es obra de un grupo de cineastas, los Realizadores de Mayo, que, procedentes de diversas tendencias peronistas y no peronistas, proponen esta obra coral compuesta de una introducción, un epílogo y nueve capítulos, filmados en reacción a la ola de insurrecciones obrero estudiantiles de 1969. Los capítulos abordan desde distintos ángulos la rebelión que acaba de producirse. El diagnóstico de la situación, la presentación de sus antecedentes históricos, el análisis del papel del Ejército en la vida política y hasta un capítulo de instrucciones de uso para armar una bomba molotov forman parte de esos diversos modos de acercamiento a los hechos de mayo.

Los traidores, del Grupo Cine de la Base, fue dirigida por Raymundo Gleyzer y terminada en 1973. A diferencia de las dos anteriores, se trata de una ficción cuyo hilo argumental está tomado del cuento «La víctima» de Víctor Proncet. Aun así, el autosequestro de un dirigente gremial corrupto, Roberto Barrera, está basado en un hecho real (el autosequestro de Andrés Framini), al igual que la muerte del personaje a manos de un comando guerrillero, que remite, entre otros, al asesinato del «Lobo» Vandor en 1969. Numerosos diálogos se construyeron a partir de entrevistas efectivamente realizadas a sindicalistas de las 62 Organizaciones (Lorenzo Miguel, por ejemplo, dirigente de la Unión Obrera Metalúrgica) y discursos oficiales como los que se leen durante el sueño del entierro de Barrera. El uso de material de archivo, por otro lado, se integra en flash-backs que se remontan al bombardeo de Plaza de Mayo del 16 de junio de 1955 y llegan a las manifestaciones posteriores a la masacre de Trelew en 1972.

A pesar de formar parte del vertiginoso proceso de radicalización que va del 68 mediados de los años 70, estas películas constituyen intervenciones específicamente vinculadas a tres momentos bien diferenciados. *La hora de los hornos* es un llamado a la acción revolucionaria; propone un diagnóstico y anuncia un programa de acción. *Argentina Mayo de 1969* plantea, en el inmediato post-cordobazo, el problema de las formas concretas de continuación de un proceso que, considera, ya está en marcha. Responde a la vieja pregunta «¿Qué hacer?»: qué hacer para evitar que el Cordobazo se disperse como un estallido social sin porvenir. *Los traidores* culmina con el asesinato del líder sindical que pactó con militares y empresarios antes de las elecciones del 73. Aborda el problema del enfrentamiento – de crucial actualidad por aquellos años – entre la derecha y la izquierda peronista una vez conseguido el retorno de Perón. Raymundo Gleyzer, ligado al PRT-ERP trotskista y el guevarista, interroga justamente en la película las derivas de la burocracia sindical. Sus dirigentes no solo han pactado con el poder militar sino que también procuran la mano de obra que tortura a militantes y obreros combativos, lo que plantea de lleno el problema de la alianza entre la derecha peronista, los sectores paramilitares y las fuerzas de seguridad. La película apuesta por el acercamiento –a pesar de sus irreductibles diferencias en lo que se refiere al papel de Perón y del gobierno peronista en el camino al socialismo– entre sectores revolucionarios, peronistas o no. Suscitó debate, además, en lo que respecta a su tratamiento de la violencia política y del problema de la legitimidad de los blancos de unas organizaciones político-militares que ya han dejado de ser un proyecto. En 1973, Montoneros y ERP se encuentran ya en plena actividad. El PRT/ERP se manifestó de hecho en contra de la liquidación final del dirigente sindical en la película y en ningún momento asumió su propuesta como línea propia. En 1973, en resumen, el problema ya no era lanzar un llamamiento a la guerra revolucionaria, o imaginar las formas que ésta podría asumir, sino permitir analizar y comprender el sentido y el alcance de sus acciones concretas, las alianzas y enfrentamientos que recomponían el mapa político tras la vuelta de Perón y en el marco de un gobierno constitucional, ya no de una dictadura.

Dos puertas de entrada permiten pensar puntos de contacto y diferencias entre estas películas: la definición de la situación de guerra revolucionaria dentro de una historia nacional, latinoamericana y mundial, por un lado, su manera de integrar el factor generacional y ciertos parámetros culturales ligados con él, por otro.

Las primeras palabras de la banda sonora de *La hora de los hornos* son las siguientes: «América Latina es un continente en guerra». Define como guerra revolucionaria popular, neocolonial, la que se libra en aquel momento en América Latina. Los modelos vietnamita, cubano y africano son explícitamente invocados y proponen un doble encuadre, internacionalista y latinoamericano, para el proceso de liberación en Argentina. Este es el marco que permite una relectura del peronismo como un movimiento de liberación que se anticipó ligeramente al momento de eclosión de la Revolución Cubana, la revolución Cultural China y diversas guerras de descolonización en el Tercer Mundo. La inscripción de la serie nacional en las luchas antiimperialistas planetarias queda sellada por las sucesivas citas cruzadas de Aimé Césaire, Franz Fanon o el Che y de referentes del revisionismo histórico (Scalabrini de Ortiz, Hernández Arregui) o aun de San Martín y del propio Perón. Las luchas de liberación nacional, propone explícitamente la película, vienen a completar la primera independencia de los países de América Latina con una segunda independencia, socialista.

La estructura del tríptico es cerradamente demostrativa. Diversos carteles que alternan gracias al montaje con secuencias de imágenes de archivo, fotográficas y filmadas, anuncian la necesidad de inventar y organizar «nuestra revolución». «Neocolonialismo y violencia» esboza en trece capítulos un estado de la situación remontando a sus causas, identificando a sus actores (la oligarquía, el ejército, el sistema), oponiendo la opulencia de la ciudad puerto a las realidades de los habitantes de capas populares y campesinas argentinas y latinoamericanas, definiendo como violencia crónica, y aun como genocidio, la explotación de los oprimidos. El diagnóstico es claro: la paz es solo aparente; existe de hecho una situación de guerra no manifiesta propia de los contextos neocoloniales; el ejército nacional funciona como ejército de ocupación; es necesario sacar a la luz esa situación y asumir «nuestra guerra». Esta segunda parte se cierra con una larga e insostenible secuencia que muestra el cadáver del Che, en un plano general, primero, seguido por un primer plano del rostro, de cerca de tres minutos de duración.

«Acto para la liberación», segundo documental del tríptico, se divide en dos grandes partes: «Crónica del peronismo» y «Crónica de la resistencia». Su componente didáctico tiene una función de contra-información: el documental está contando la historia no oficial del peronismo y establece así el vínculo entre dos generaciones militantes. «Crónica de la resistencia», en efecto, presenta diversos testimonios de la resistencia peronista, recuerda su carácter ininterrumpido y realiza un trabajo de recuperación y transmisión de la memoria política que llega hasta 1968 y la creación de la CGTA. El conflicto entre las dos CGT se menciona con relativa parquedad, aunque el posicionamiento es claro: se entrevista a Raymundo Ongaro, dirigente gráfico que dirige la central sindical disidente, y a otros sindicalistas combativos. El sindicalismo se presenta como motor de una lucha cuya dimensión política – aunque insuficiente – supera la negociación de mejores condiciones de vida para los miembros del gremio.

El hilo argumentativo sigue su curso, entonces, en esta segunda parte: el pueblo se rebela, su carácter combativo es indiscutible, pero sus armas y su programa no bastan para combatir a un ejército de ocupación entrenado por los Estados Unidos. Por eso, junto al levantamiento popular exitoso del 17 de octubre de 1945 el documental recuerda otro intento de movilización, fallido, realizado en septiembre de 1955 para reaccionar contra el derrocamiento de Perón. El testimonio de uno de sus anónimos protagonistas, delegado sindical del gremio textil, es concluyente: a

pesar del número y del entusiasmo, la ausencia de directivas y de organización, por un lado, la falta de armas, por otro, condenaron a esa movilización del mes de septiembre al fracaso.

La tercera y última parte de la película, «Violencia y liberación», retoma el problema de los límites del espontaneísmo y propone la conclusión final: la necesidad de una dirigencia revolucionaria capaz de coordinar la lucha armada y canalizar la combatividad popular. El documental alterna secuencias de entrenamiento de tropas de contrainsurgencia en Panamá con testimonios de militantes que preparan clavos miguelito o utilizan la pimienta para espantar a los caballos de las fuerzas represivas. El contraste subraya la disimetría de los medios y prepara el anuncio de una «guerra revolucionaria popular» (28'40") de largo aliento. En un cuidadoso trabajo de montaje, se retoma en el final del tríptico una de las secuencias iniciales de *La hora de los hornos*: en ella se encadena una serie de planos de ventanas de edificios, que destacan la modernidad extranjerizante y la impersonalidad de la gran ciudad colonizada. Se trata en efecto de una yuxtaposición de planos generales que toman las formas geométricas rectangulares de las ventanas con un grado de serialidad cercana a la abstracción. Para enfrentar este orden del que hablan las imágenes, encarnado en las grandes urbes dependientes, la banda sonora llama a la creación de otro ejército, capaz de oponerse al que sirve los intereses del imperio.

La película se estrena en el momento en el que, justamente, las filas de las organizaciones de la izquierda radical modifican su percepción del proceso revolucionario. Así es como, analizando en particular el caso del PRT-ERP, Roberto Pittaluga y, siguiendo su misma línea, Vera Carnovale, constatan el paso de un imaginario insurreccional a una visión de la revolución como guerra, y aun como guerra popular prolongada, inspirada en el modelo vietnamita, chino y cubano¹⁴. En tal sentido, la tensión entre espontaneísmo y necesidad de contraponer un nuevo ejército, popular, al ejército estatal de ocupación puede ser leída como emergente de estas transformaciones que recorren el campo de la izquierda radical.

Un año más tarde se filma *Argentina. Mayo del 69. Los caminos de la liberación*. Reúne un colectivo de directores de diversas afiliaciones políticas que filma la película de manera clandestina. Sus miembros fueron Rodolfo Kuhn, Humberto Ríos, Eliseo Subiela, Nemesio Juárez, Pablo Szir, Pino Solanas, Jorge Martín, Octavio Getino, Jorge Cedrón – director de la célebre versión cinematográfica de *Operación masacre* – y Enrique Juárez. Evocando la necesidad de trascender el carácter espontáneo, si no de movilización de mayo – organizada por las centrales sindicales y agrupaciones estudiantiles – al menos de su transformación en revuelta, el epílogo plantea la necesidad de constituir una dirigencia revolucionaria unificada capaz de conducir la lucha. El deber de hacer la revolución se enuncia desde diversos sectores, incluso en la voz del sacerdote tercermundista que pide asumir la violencia como modo de lucha o de la mujeres militantes de base que reconocen que la lucha pacífica no basta y llama a la lucha armada contra el ejército identificado con un ejército de ocupación.

Ahora bien, si la continuidad con los planteos de *La hora de los hornos* es manifiesta, el tono global de la película es otro, comenzando por el prólogo de Rodolfo Kuhn, que narrado por una voz femenina paródicamente pueril, la coloca bajo el signo del humor, a pesar de la gravedad de la situación presentada. El uso de la ironía es perceptible en ciertos desfases entre banda de imágenes y de sonido, como en una secuencia en la que las escenas de represión policial se acompañan con el Himno a Sarmiento (10"), cantado por generaciones de alumnos en las escuelas argentinas y emblema del proyecto de las élites liberales dentro de los debates ideológicos de la época.

¹⁴ Véase Vera CARNOVALE, *Los combatientes. Historia del PRT-ERP*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2011, pp. 69-92.

El corto de Nemesio Juárez sobre el ejército incluye por su parte una secuencia de animación de dibujos humorísticos – corrientes en las publicaciones de la época como *Tía Vicenta*, cerrada en 1966 por la dictadura de Onganía – en su fragmento dedicado a la policía. En ella presenta las relaciones de dominación y aun de violencia de género que integra aspectos micropolíticos en su aprehensión de la represión. El remate de la secuencia muestra al mismo policía disparándole un tiro en la cabeza a uno de los manifestantes representados como bebés. La dimensión generacional del conflicto se transparenta en esta secuencia: el policía aparece como padre del bebé que va a ejecutar fríamente al final del corto.

«Las armas del pueblo», fragmento dirigido por Eliseo Subiela, se presenta bajo la forma de unas instrucciones de uso para armar bombas molotov. Nuevamente se trabaja con el contrapunto y la complementariedad entre imagen y banda sonora: con el trasfondo de una conocida canción «Gracias a Dios» de Palito Ortega, se muestran imágenes de un niño que transporta una botella destinada a transformarse en molotov. Subiela recuerda el efecto de hilaridad que producía en el público ese uso desfasado de los códigos del lenguaje publicitario televisivo y la canción comercial en un documental militante durante las proyecciones, evidentemente clandestinas, de la película¹⁵. La heterogeneidad enunciativa de los bloques es perceptible: el informe y el relato humorístico alternan con las instrucciones de uso y el testimonio subjetivo del último corto, dirigido por el director desaparecido durante la dictadura de 1976-1983, Pablo Szir. Puede decirse que, con menos despliegue experimental en las tomas o en el efecto collage del montaje que *La hora de los hornos*, esta película militante y profundamente coyuntural tampoco renuncia a la variedad de recursos formales y expresivos que permiten evitar la solemnidad excesiva y dejan transparentar algo de las expectativas que generaron las grandes movilizaciones populares del 69.

Como se ha dicho más arriba, el llamado a la organización de una conducción revolucionaria de las luchas populares ya es una realidad en 1973, cuando se termina el rodaje de *Los traidores*. Dos potentes organizaciones político-militares se desprenden del conjunto inicial de agrupaciones: Montoneros y ERP. Su acción marca los tres primeros años de la década del 70 y su auge culmina en el momento, recordado por algunos militantes como epifánico¹⁶, de la amnistía de los presos políticos decretada por Héctor Cámpora tras su asunción como presidente de la República el 25 de mayo de 1973.

Los traidores se filma precisamente en este período ascendente, pero, al elegir como blanco la figura del dirigente de la burocracia sindical y su enfrentamiento con el sindicalismo combativo en las fábricas, distingue con claridad las líneas de fractura ya existentes que se profundizarán en los años siguientes. La necesidad de la lucha armada es defendida dentro de la película por el joven militante combativo de la fábrica. Junto a una chica, aparece preparando bombas molotov durante la toma de la fábrica. La pancarta que se exhibe durante la misma reza: «Solo la guerra del pueblo salvará al pueblo» (6'24"), o «A los patriotas de Trelew no se los llora, se los reemplaza» (7'03"), reforzando la línea de proximidad con las fuerzas guerrilleras que mantendrá el grupo de delegados combativos. El asesinato de Barrera aparece como acto de justicia: el autosequestro había resultado ser una estrategia exitosa para conseguir su reelección

¹⁵ Entrevista a Eliseo Subiela realizada en el marco de la emisión televisiva *La joven guardia*, disponible en <https://www.youtube.com/watch?v=NRLQXzUwYr4>, consultado el 4/10/15. Es necesario recordar que la versión completa de la película estuvo perdida durante años.

¹⁶ Véanse testimonios recogidos en Eduardo ANGUITA y Martín CAPARROS, *La Voluntad. Historia de la militancia revolucionaria en Argentina (1966-1978)*, Buenos Aires, BOOKET, 2006. También puede verse el documental de David BLAUSTEIN, *Cazadores de utopías*, Buenos Aires, 1996.

como dirigente de su gremio; los métodos de lucha legales en el marco de las asambleas y las elecciones muestran en la película toda su falta de eficacia.

Las tres películas coinciden en su reconstrucción de la historia argentina reciente: el golpe de Estado que derrocó a Perón y proscribió al peronismo abrió un ciclo de violencia política que generó un movimiento de resistencia popular y, más tarde, con la instauración de la dictadura de Onganía, la emergencia de nuevas formas de lucha popular. Difieren, en cambio, no solo por su evaluación del peronismo, sino por el tratamiento del factor generacional en estos combates de nuevo cuño, por el grado de importancia acordada al carácter juvenil de los nuevos actores políticos y de las rupturas que este recambio generacional supone.

La hora de los hornos apuesta a establecer una continuidad intergeneracional entre el peronismo de la resistencia y los destinatarios de la película, a menudo invocados en el documental, que perpetúan su combate. La incorporación de una nueva generación a esas luchas, no aparece tratada de manera específica, a través de rasgos o pautas culturales tratados como marcadores de juventud. Los actores juveniles, en cambio, quedan claramente asociados al público del Instituto di Tella, uno de los centros culturales míticos de la ciudad de Buenos Aires (1h 13'), o al consumo de música pop en inglés.

La película de Getino y Solanas dedica un capítulo de su primera parte a la dependencia y el neocolonialismo cultural. La frivolidad, el elitismo, y los signos de extranjería marcados con el signo de la moda quedan estigmatizados en este capítulo. Los planos se detienen en la vestimenta, el maquillaje y las actitudes de los jóvenes participantes de un *happening*. Un montaje rápido, técnicamente audaz e inscripto él mismo en los procedimientos de fragmentación y collage heredados de la vanguardia vincula la modernidad estética del Di Tella con una cultura cosmopolita y colonizada en la que se incluye al cine de Hollywood y su *star sistem*, los superhéroes de la historieta americana, el rock en inglés, la alta cultura francesa y europea, las revistas de actualidad, la moda. La secuencia se cierra con un trabajo de contraste entre banda sonora y la filmación: las imágenes documentales de las víctimas de un bombardeo en Vietnam son acompañadas por las prolongadas risas de una joven (1h16'y sq). La duración de esta secuencia y el intenso ritmo del montaje apuestan a producir una incomodidad creciente en el espectador.

Las referencias culturales de la película la inscriben decididamente, en cambio, dentro de las pautas del arte de su tiempo: la cita de *Tire dié* de Fernando Birri (1958) se presenta como homenaje de los cineastas jóvenes al maestro de la Escuela Documental de Santa Fe; la cita de los trabajos del artista plástico y muralista Ricardo Carpani, como el afiche del retrato de Felipe Vallese (Parte 3, 21' 57"), remiten al arte militante contemporáneo a la filmación de la película, producido por una nueva generación de creadores. La propia estética de la película está atravesada por ese arraigo a una modernidad artística radical.

Argentina Mayo del 69. Los caminos de la liberación otorga un lugar mayor al componente generacional del nuevo actor político que emerge en los 60. Junto con la alianza obrero estudiantil de las revueltas de mayo, el carácter juvenil de los manifestantes aparece, como se ha visto más arriba, claramente expuesto en el fragmento de animación del corto de Nemesio Juárez. También se insinúa en la ruptura de normas de dominación de género o en la elección de temas musicales como *La era está pariendo un corazón* de Silvio Rodríguez, uno de los representantes más jóvenes de la Nueva Trova Cubana a finales de la década del 60.

En *Los traidores*, la profunda ruptura cultural que introduce la emergencia de una nueva generación, encarnada por los jóvenes militantes combativos de la fábrica tanto como por los miembros del comando que mata a Roberto Barrera, funda la oposición no solo entre dos modos de hacer política sino también entre dos universos culturales en completa contradicción. Esta

contraposición es perceptible desde las secuencias iniciales de la toma de la fábrica, favorecida por la presencia de militantes que desoyen las amenazas apenas veladas de los delegados del sindicato, fieles a Barrera. En estas secuencias, dos espacios se oponen: la fábrica tomada y el bar donde se reúnen los hombres de Barrera. Los signos de pertenencia generacional, permiten subrayar la oposición que se desplegará a lo largo de la película, hasta la asamblea final en la fábrica que sella el triunfo fraudulento del dirigente sindical corrupto y su posterior ejecución. El pelo largo y el estilo vestimentario son connotadores de juventud en la caracterización del joven obrero combativo. El bar donde se reúnen los sindicalistas tiene, en cambio, todos los rasgos de los viejos «boliches», espacios de sociabilidad eminentemente masculinos, donde se toma ginebra (la botella está a la vista en la mesa del sindicalista) o donde se juega al billar (que aparece en el nombre pintado en la entrada) o a las cartas (1'50" y *sq*).

La cultura juvenil aparece destacada también a través de la música. En 1973, el movimiento conocido como rock nacional ya se encuentra en pleno auge. Para acompañar unas secuencias documentales del Cordobazo, *Los traidores* elige la «Marcha de la Bronca» (1970) de Pedro y Pablo (1h 24'), una suerte de canción culto del movimiento¹⁷. Si la actitud de revuelta es lo que caracteriza el conjunto de la letra, ciertas pautas específicamente ligadas a la cultura juvenil, como el uso del pelo largo en los varones, se hace presente una vez más.

Cabe mencionar, como último ejemplo de la construcción de los nuevos actores políticos en acción, la ruptura de pautas de dominación de género. No es casual que la joven guerrillera que encabeza el comando que entra al sindicato a matar a Barrera sea precisamente una mujer. Su relación con las mujeres es uno de los componentes que constituyen al personaje del sindicalista (falta de sostén de su compañera, que enfrenta un aborto; doble moral, relación utilitaria con su joven amante). Las diferentes secuencias de flash-back van mostrando los cambios en el papel de la mujer dentro y fuera de la familia hasta alcanzar un carácter igualitario en el seno de la nueva generación militante.

Terminamos así este rápido recorrido por tres películas que trazan un itinerario del cine militante argentino entre 1968 y 1973. Para sintetizar la voluntad que animó a los realizadores en su trabajo cabe insistir, en conclusión, en su búsqueda de circuitos de difusión alternativos, en su voluntad de intervención inmediata y, por consiguiente, en la importancia otorgada a la recepción directa de las películas. Durante la entrevista que le realiza Peter Schumann en 1974, Gleyzer destaca la existencia de cuatro grupos de Cine de la Base, que fueron expandiéndose gracias a la difusión de la película en el interior del país. Recuerda también su función como distribuidora de cine político.

Cabe preguntarse hasta qué punto estas condiciones ligadas a la producción, la recepción y los objetivos del cine político militante, inciden en la concepción misma de la obra propia y de la autoría. Es cierto que muchas de estas películas forman parte del cine de autor y se han convertido en películas de culto. *La hora de los hornos* recibió numerosos premios y fue objeto de un reconocimiento inmediato en el mundo del cine. También *Los traidores* fue presentada en premios y festivales internacionales o aun difundida, en el momento de su culminación, en medios universitarios europeos. Esto no impide que la proyección de estas películas se haya concebido fundamentalmente como un acto político cultural de intervención y que su carácter fuera entonces, hasta cierto punto, contingente y precario. «Es una película utilitaria» y no «cine

¹⁷ Sobre el tratamiento del Cordobazo en el cine militante argentino, puede consultarse el artículo de Mariano MESTMAN y Fernando M. PENA, «Una imagen recurrente. La representación del Cordobazo en el cine argentino de intervención política», *Filmhistoria on line*, V. 3, 2002, disponible en <http://www.publicacions.ub.edu/bibliotecaDigital/cinema/filmhistoria/2002/elcordobazo.htm>, consultado el 12/11/15.

espectáculo» o «arte entre comillas», afirmaba Gleyzer sobre *Los traidores* en aquella misma entrevista. Respondía así a una crítica de Peter Schumann sobre la secuencia del sueño del entierro de Barrera, cuyo tono farsesco y aun felliniano no parece coherente con la estética global del film, afirmando incluso que en la concepción del grupo, «lo que no sirve, se corta». En sus palabras, la decisión no solamente es colectiva sino también resultado de la experiencia de las proyecciones realizadas en un contacto directo entre el público y el grupo. Osvaldo Getino se refiere a estas huellas de los modos de producción y recepción del cine militante en las propias películas, que interpelan a su público como un actor político antes como mero espectador y que prevén incluso en su propia estructura capítulos o espacios para promover la discusión:

El film concebido como obra abierta –afirma– apunta a promover la construcción colectiva del sentido en el debate posterior [...] y a incrementar su eficacia operativa en relación a la situación y objetivos políticos particulares de cada contexto de difusión/apropiación.¹⁸

¹⁸ Véase sobre este punto, Osvaldo Getino, «Introducción» a Susana VELLEGLIA y Osvaldo GETINO, *El cine de las historias de la Revolución*, Buenos Aires, 2002. Disponible en <http://octaviogetinocine.blogspot.fr/2010/06/el-cine-de-las-historias-introduccion.html>, consultado el 20/11/15.

CINCO RELATOS Y VARIAS HISTORIAS: LA ARGENTINA SETENTISTA EN EL DEBATE POLÍTICO, HISTORIOGRÁFICO Y CULTURAL

Jean Baptiste THOMAS
Université de Poitiers
CRLA-ARCHIVOS équipe ITEM, UMR 8132

A pesar del silencio impuesto por el golpe del 24 de marzo de 1976, el proceso de reflexión en torno a la experiencia setentista nunca se detuvo. Desde distintos ángulos, con un fuerte significado político, varios relatos fueron elaborándose a lo largo de los años, sobreponiéndose u oponiéndose como lecturas oficiales o, al contrario, contra-hegemónicas. En este marco, se pueden distinguir cinco relatos principales, que nacen de una misma cronología pero dan lugar a varias lecturas a partir de aquel “campo de batalla”¹ minado llamado “Historia”.

El relato de los militares

Después de la destitución de Isabel Perón, los militares que integran las distintas Juntas que gobiernan el país hasta 1983 se abocan a justificar el «Proceso de Reorganización Nacional» construyendo una lectura bien peculiar de los años que precedieron el golpe de 1976. Este relato no se centra en lo que es, a mi parecer, el objetivo fundamental del golpe de Videla, es decir el disciplinamiento con métodos fascistas de la clase trabajadora y de las clases subalternas que vienen de un ascenso social y político prolongado, desde 1969, y que la vuelta al poder de Perón y luego la presidencia de su viuda no pudieron canalizar ni contener. Los militares construyen un discurso que justifica el golpe en nombre de una guerra necesaria que hubieran tenido que llevar adelante para liquidar la «subversión». Por culpa de la incuria del mismo gobierno constitucional, aquella «agresión terrorista»², sostenida desde el exterior y encarnada esencialmente por las organizaciones político-militares de izquierda, hubiera amenazado «los valores morales y éticos compartidos por la gran mayoría de los argentinos»³ como conllevar el país al campo soviético como lo declara en noviembre de 1976 el almirante Massera,

esto es una guerra entre el materialismo dialéctico y el humanismo idealista, [...] entre los idolatras de los más diversos tipos de totalitarismos y los que creemos en las democracias pluralistas [...] entre la libertad y la tiranía [...]. Estamos combatiendo contra leninistas,

¹ Ver Enzo TRAVERSO, *L'Histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle*, La Découverte, Paris, 2011.

² JUNTA (Junta Militar), *Documento de la Junta militar sobre la guerra contra la subversión y el terrorismo, abril de 1983*, Buenos Aires, República Argentina-Junta Militar, Buenos Aires, 1983, p. 1.

³ *Ibidem*.

contra delirantes de la destrucción cuyo objetivo es la destrucción en sí, aunque se enmascaren en redentores sociales.⁴

Por más bárbaro y falsificado que sea, el discurso de los militares es el primer relato oficial y articulado de los '70 y se transforma rápidamente, a través de los medios de comunicación, en el paradigma explicativo oficial del período anterior al Proceso⁵. Bárbaro, por una parte, ya que la «guerra justa» que pretenden llevar adelante los militares es a imagen y semejanza del régimen que construyen y de sus 30.000 desaparecidos. Se trata, por otra parte, de un relato falsificado en la medida en que sobrevalúa las capacidades operativas de las organizaciones armadas durante el período previo al golpe para justificar mejor el «talón de hierro» impuesto por las Juntas.

Este relato es el que va a vertebrar la defensa de los militares durante el juicio a las Juntas y es el que se reactualizará, luego de la reapertura de los procesos, en los años 2000, contra los responsables de la represión. «La Cámara Federal criminal y correccional no es la jurisdicción que ha de juzgarme y no es competente para ello»⁶, declara el general Videla a la víspera de su proceso, denunciándolo, una vez terminado en 1985, como «la gran revancha de los vencidos»⁷. Treinta años más tarde, en el marco del último juicio al que fue sometido por crímenes de lesa humanidad perpetrados en el Centro Clandestino de Detención La Cacha de La Plata, Miguel Echeolatz, ex jefe de la policía de la provincia de Buenos Aires entre 1976 y 1983, mantiene el mismo sistema de defensa. Los militares, según el ex brazo derecho del general Camps, «[tenían] la obligación de reprimir»⁸ ya que la Argentina hubiera vivido «en un estado de guerra y por ello el Estado se presentó como única fuente del derecho al uso de la fuerza y en todas las guerras de la historia ocurrieron excesos, pero son la excepción y no la regla»⁹. Recusando tanto la autoridad del tribunal como «la arbitrariedad de [los] juicios» que se volvieron a abrir luego de la derogación de las leyes y decretos de amnistía bajo Néstor Kirchner, Echeolatz declara durante el proceso que durante el PRN las FF.AA. no lucharon «para matar gente, sino para desterrar la subversión, esa ideología que los argentinos católicos no querían, con la intromisión de insectos foráneos. [...] Quienes defendimos la Patria parecemos asesinos seriales de adolescentes jóvenes progresistas»¹⁰.

La teoría de los dos demonios o el relato «sabatino-alfonsinista» de la «democracia restaurada»

Si hasta la derrota militar argentina durante la guerra de Malvinas (1982), los intentos de construcción de una verdad alternativa a la del discurso oficial sobre las violaciones de los

⁴ Emilio MASSERA, *El país que queremos*, Buenos Aires, Editorial Fepa, 1981, p.108.

⁵ Ver César Luis DÍAZ, *La cuenta regresiva. La construcción periodística del golpe de Estado de 1976*, Buenos Aires, La Crujía, Buenos Aires, 2002, y Jorge SABORIDO et Marcelo BORRELLI (coord.), *Voces y silencios. La prensa argentina y la dictadura militar (1976-1983)*, Buenos Aires, Eudeba, Buenos Aires, 2011.

⁶ María SEOANE y Vicente MULEIRO, *El dictador. La historia secreta y pública de Jorge Rafael Videla*, Buenos Aires, Sudamericana, 2001, p. 456.

⁷ *Ibidem*, p. 482.

⁸ « Echeolatz : 'Teníamos la obligación de reprimir' », en Página/12, Buenos Aires, 11/06/2014.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ *Ibidem*.

DD.HH. habían tenido un impacto limitado sobre la opinión pública¹¹, tomando en cuenta el cambio en la situación, es decir el derrumbe de la dictadura en el marco de fuertes tensiones sociales y económicas, el primer gobierno constitucional presidido por Raúl Alfonsín tiene que responder a la exigencia de verdad respecto a los crímenes perpetrados bajo las Juntas. En el marco de un proceso de legitimación política e ideológica de la «democracia restaurada», Alfonsín abre y, a la vez, canaliza, un debate relacionado con el ciclo político que desembocó en el golpe de marzo de 1976. Es en este cuadro que nace lo que se puede llamar el «segundo relato» de los '70 o relato «sabatino-alfonsinista», a partir del apellido del primer mandatario radical electo en octubre de 1983 y del escritor Ernesto Sábato, presidente de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas (CONADEP) instituida en diciembre de 1983.

Con esto no pretendemos decir que no hubo fricciones ni desacuerdos entre Sábato y los miembros de la CONADEP, por un lado, y entre Alfonsín y su gobierno, por el otro, sobre todo respecto a las leyes de «Punto final» y «Obediencia debida» firmadas por el presidente en 1986 y 1987 en nombre de la reconciliación y ulteriormente agravadas por los decretos de amnistía adoptados bajo la presidencia Menem¹². No obstante, tanto Sábato como Alfonsín comparten la «teoría de los dos demonios» en que se fundamenta el «segundo relato» de los '70, que no es privativo de la Argentina, ya que será retomado e instrumentalizado también en el vecino Uruguay, y que prevalece en el discurso político y mediático dominante desde 1984 hasta la segunda mitad de los años 90.

En la «construcción alfonsinista»¹³ de los '70 y del pasado dictatorial, la violencia de izquierda precede a la de los militares y grupos parapoliciales. La violencia, dice Antonio Tróccoli, ministro del Interior de Alfonsín, al presentar en una entrevista televisiva las primeras conclusiones de la CONADEP que luego se publicarán en el *Nunca Más*, «empezó cuando la subversión y el terrorismo, alimentados desde el exterior, irrumpieron en la Argentina»¹⁴.

En ningún momento, obviamente, el «relato sabatino-alfonsinista» justifica el golpe ni la guerra sucia como meros errores o excesos. Es más, la CONADEP es la primera en realizar una investigación oficial del carácter dantesco abominable de los crímenes de la dictadura. Sin embargo, para el «segundo relato», la cuestión radica en la forma en que se llevó a cabo la «lucha antsubversiva». Es lo que plantea claramente el *Nunca Más* en su «Prólogo», embelleciendo, dicho sea de paso, la forma en que el Estado italiano encaró «los años de plomo».

Durante la década del 70 la Argentina fue convulsionada por un terror que provenía tanto desde la extrema derecha como de la extrema izquierda [...]. Así aconteció en Italia, que durante largos años debió sufrir la despiadada acción de las formaciones fascistas, de las Brigadas Rojas y de grupos similares. Pero esa nación no abandonó en ningún momento los principios del derecho para combatirlo [...]. No fue de esta manera en nuestro país: a los delitos de los terroristas, las FF.AA. respondieron con un terrorismo infinitamente peor que el

¹¹ Ver Emilio CRENZEL, *La historia política del 'Nunca Más'. La memoria de las desapariciones en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008, p. 53.

¹² Ver Luis RONIGER y Mario SZNAJDER, « El legado de las violaciones de los derechos humanos », in Clara LIDA, Horacio CRESPO y Pablo YANKELEVICH (coord.), *Argentina, 1976. Estudios en torno al golpe de Estado*, Buenos Aires, FCE, 2007, en particular pp. 237-243.

¹³ Marina FRANCO, *Un enemigo para la nación. Orden interno, violencia y "subversión", 1973-1976*, Buenos Aires, FCE, 2012, p. 32.

¹⁴ Emilio CRENZEL, *op. cit.*, p. 85.

combatido, porque desde el 24 de marzo de 1976 contaron con el poderío y la impunidad del Estado absoluto, secuestrando, torturando y asesinando a miles de seres humanos.¹⁵

Aquella «teoría de los dos demonios» no es inventada por la democracia restaurada. Ya está presente en el tratamiento de la violencia guerrillera por parte de la prensa comercial desde los años '60¹⁶. El alfonsinismo, sin embargo, la «consagra plenamente»¹⁷, la codifica y la instrumentaliza en otro contexto. Por una parte, permite ocultar «la gran responsabilidad de la casi totalidad de las fuerzas políticas argentinas en la escalada represiva [que empieza antes del golpe de marzo], empezando por la responsabilidad del mismo radicalismo»¹⁸. Por la otra, al ubicar la sociedad civil en una situación de exterioridad frente a un conflicto que la hubiera sobrepasado, insiste en la «inocencia» de las víctimas, contribuyendo de esta forma a despolitizar la trayectoria militante de la aplastante mayoría de los desaparecidos. Al plantear como cuestión central la CONADEP «¿cómo hacer para que todo esto no ocurra nunca más?» en vez de «¿por qué todo esto ocurrió?», es decir, al ocultar la centralidad de la conflictividad social que recorre la sociedad argentina entre 1969 y 1976 y que explica la profundidad del golpe, deshistoriciza el pasado en provecho de un razonamiento legal ulteriormente bastardeado por las leyes y decretos de amnistía¹⁹.

El «relato del renacer»

En la Argentina, el

paraíso neoliberal [prometido por la vuelta del peronismo al poder con Carlos Menem en 1989 luego de la bancarrota del alfonsinismo] se transforma para muchos en un infierno: pobreza e indigencia de masas combinadas con altos –y crecientes– niveles de desempleo, exclusión social, corrupción gubernamental y un creciente autoritarismo estatal apenas escondido detrás de las débiles instituciones del Estado burocrático.²⁰

En sectores minoritarios de la sociedad, la inestabilidad social y política que caracteriza al modelo neoliberal iniciado con el golpe de 1976 y «paradójicamente» plenamente implementado con el peronismo menemista que ocupa la Casa Rosada durante la «década perdida» que va de 1989 a 1999, da lugar a cuestionamientos. Se refuerzan sobre todo a partir de la segunda mitad de la década del 90, marcada por cierto retorno de la conflictividad social en torno al movimiento piquetero, consecuencia de la hiper-desocupación menemista. Esta secuencia, que coincide con el

¹⁵ CONADEP, *Nunca Más. Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas* [1984], Buenos Aires, Eudeba, 2006, p. 11.

¹⁶ Ver Sebastián CARASSAI, *Los años setenta de la gente común. Naturalización de la violencia*, Siglo XXI, Buenos Aires, 2013, p. 251.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ Marina FRANCO, *op. cit.*, p. 32.

¹⁹ Como plantean Luis Roniger y Mario Sznajder al analizar globalmente la situación en el Cono Sur en los '80, la «tendencia regresiva en el tratamiento por parte del Estado de las violaciones de los DD.HH [en los '70] es decidida 'desde arriba' [a través de las leyes y los decretos de amnistía], en el marco de una sociedad civil traumatizada por una situación económica catastrófica [simbolizada por la 'hiper-inflación' del final del mandato de Alfonsín] y marcada por el desencanto frente a la política que caracteriza el fin de los 80». Ver *The legacy of human-rights violations in the Southern Cone : Argentina, Chile and Uruguay*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 197.

²⁰ Atilio BORÓN, «El experimento neoliberal de C. S. Menem», en Atilio BORÓN (coord.), *Peronismo y menemismo. Avatares del populismo en la Argentina*, Buenos Aires, El cielo por asalto, Buenos Aires, 1995, p. 44.

vigésimo aniversario del golpe y la aparición de nuevas organizaciones como H.I.J.O.S.²¹ es la que permite la emergencia de una lectura renovada de los '70 acuñada por una generación nacida «demasiado tarde» para conocer la «gesta heroica y militante de los combatientes vencidos de los años 70», pero que reelabora y se reapropia a nivel simbólico lo que ha podido vivir, en primera persona, la generación precedente. En este sentido se trata de un «relato romántico» o «relato del renacer».

Esta operación se apoya en un nuevo paradigma cultural que renueva la visión de los '70 a través de producciones artísticas que exceden el estrecho círculo de la memoria militante en la que habían sido confinadas hasta aquel momento y que prueban la existencia de un deseo de narración histórica alternativa al relato «sabatino-alfonsinista» dominante, ulteriormente degradado por el menemismo. Luego de dos décadas en que la misma idea del militantismo había sido fuertemente estigmatizada, el «tercer relato» se acompaña de un interés renovado en el público por los testimonios, biografías, ensayos, ficciones o docu-ficciones sobre los '70, destacándose, entre las primeras producciones, el documental de David Blaustein *Cazadores de utopía*, que se estrena en 1996, seguido por el best-seller de Eduardo Anguita y Martín Caparrós *La Voluntad*, en 1997²².

Uno de los aspectos centrales que cabe destacar de aquella «tercera lectura» es que no se aborda la cuestión de la gesta revolucionaria de los 70 con autocensura o sentimiento culposo, sino con pasión y entusiasmo. El otro es que no reivindica la memoria de los desaparecidos como víctimas de un «mal absoluto» argentino sino como la de militantes políticos, y refuta, desde este punto de vista, a gran escala, el axioma principal en que radica la «teoría de los dos demonios».

Hasta aquel momento, el relato «sabatino-alfonsinista» retrataba a los desaparecidos como

gente que propiciaba una revolución social hasta adolescentes sensibles que iban a villas-miseria para ayudar a sus moradores. Todos caían en la redada: dirigentes sindicales que luchaban por una simple mejora de salarios, muchachos que habían sido miembros de un centro estudiantil, periodistas que no eran adictos a la dictadura, psicólogos y sociólogos por pertenecer a profesiones sospechosas, jóvenes pacifistas, monjas y sacerdotes que habían llevado las enseñanzas de Cristo a barriadas miserables. Y amigos de cualquiera de ellos, y amigos de esos amigos, gente que había sido denunciada por venganza personal y por secuestrados bajo tortura. Todos, en su mayoría inocentes de terrorismo o siquiera de pertenecer a los cuadros combatientes de la guerrilla, porque éstos presentaban batalla y morían en el enfrentamiento o se suicidaban antes de entregarse, y pocos llegaban vivos a manos de los represores.²³

Como plantea Hugo Vezzetti, aun siendo uno de los más «moderados» representantes de aquel «tercer relato», el hecho de referirse, ya no tanto « a las víctimas y a los crímenes, sino a las

²¹ Acrónimo de « Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio », asociación fundada en 1995. Para el estudio más completo de la trayectoria de H.I.J.O.S., ver Benedetta CALANDRA, *La memoria obstinada. H.I.J.O.S., i figli dei desaparecidos argentini*, Roma, Carocci, 2004.

²² A nivel literario, si se consideran los últimos años, se puede pensar en varias obras representativas o herederas, de una forma u otra, de aquel «tercer relato»: *La aventura de los bustos de Eva* de Carlos Gamerro (2004), *La vida por Perón* de Daniel Guebel (2004), *Museo de la Revolución*, de Martín Kohan, *El misterio de tus ojos* de Eduardo Sacheri (2005), *La historia del llanto* de Alan Pauls (2008), primer título de su trilogía de los '70, que contrasta radicalmente con su novela anterior, *El Pasado* (premio Herralde en 2003). Ernesto Mallo, a su manera, es plenamente representante de aquella tendencia literaria (ver *El policía descalzo de la Plaza San Martín*, 2011).

²³ CONADEP, *op. cit.*, p. 13.

luchas y al conjunto de la vida política y cultural que fue aplastada por el terrorismo de Estado»²⁴ representa un cambio de paradigma fundamental de esta tercera narración.

Es alrededor de este conjunto de discursos, nuevos o renovados, y que hunden sus raíces en una situación social que empieza a cambiar paulatinamente, que se articula el «tercer relato». Pone de realce la combatividad y el «heroísmo» de militantes que optaron por un compromiso radical, generalmente entre las organizaciones armadas, como lo indica la mismísima estructura de *La Voluntad*. Sin embargo, tiende a «evocar el pasado» más que a sacar lecciones para el presente, y se asemeja, (y de ahí otro topos «romántico», si se quiere) a una suerte de homenaje póstumo a una realidad ontológicamente distinta del período menemista en que emerge.

Alcances y límites de la lectura kirchnerista: entre promesas y realidades

El nuevo ciclo abierto por la crisis de 2001 acarrea profundas transformaciones en el país. A partir de 2003, después de una transición caótica, Néstor Kirchner, «presidente inesperado»²⁵, llega al poder con algo más del 22% de los votos, en un contexto de profundo descrédito del sistema político. Intentará, posteriormente, y con cierto éxito, reconstruir, un nuevo paradigma de gobernabilidad cuestionado profundamente por las «jornadas del 19 y 20 de diciembre» con las que se cierran el «ciclo neoliberal» en Argentina iniciado en 1976.

Para diferenciarse de sus predecesores, asociados a la catástrofe económica que postró al país, Néstor y luego Cristina Kirchner van a cuestionar, a su manera, la lectura oficial, hasta aquel momento, de los '70. La lectura kirchnerista, en realidad, se construye como una variante o combinación de los dos discursos precedentes. Ya no consiste en «contraponer la democracia [post 1983] a los tiempos de violencia y dictadura [otra clave del 'relato sabatino-alfonsinista]', sino el tratamiento de los crímenes dictatoriales por parte del gobierno de Kirchner respecto de sus predecesores constitucionales desde 1983»²⁶.

Entre los actos fundadores de su primer mandato, Kirchner deroga en 2003 los decretos de amnistía de sus predecesores e impulsa la reapertura de los juicios a los militares y responsables de la represión y, en marzo de 2004, pide oficialmente perdón, en nombre del Estado argentino, por los crímenes perpetrados bajo la dictadura argentina, al inaugurar el museo de la ESMA, uno de los principales Centros Clandestinos de Detención, el 24 de marzo de 2004. Se puede decir que luego de las «memorias de la política» que había marcado la tendencia a la «hipertrofia memorial» característica del tercer relato, el kirchnerismo va a llevar a cabo una «política [oficial] de memoria»²⁷ respaldada por un espectro amplio de intelectuales y artistas progresistas, pero también en organismos de defensa de DD.HH. que habían mantenido durante dos décadas, a imagen y semejanza de las Madres de la Plaza de Mayo, una postura muy crítica hacia los gobiernos electos después de 1983. «Todos somos hijos e hijas de las Madres y de las Abuelas de la Plaza de Mayo»²⁸ plantea el presidente neo electo en su discurso frente a la Asamblea General de la ONU en septiembre de 2003.

²⁴ Hugo VEZZETTI, «El testimonio en la formación de la memoria social» in Cecilia VALLINA (coord.), *Crítica del testimonio*, Rosario, Beatriz Viterbo Editora, 2008, p. 25.

²⁵ Jorge SABORIDO, *De Perón a los Kirchner. Vicisitudes de la historia argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos, 2013, p. 231.

²⁶ E. CRENZEL, *op. cit.*, p. 174-175.

²⁷ Las expresiones son de la filósofa mexicana de origen argentino Nora RABOTNIKOF, «Memoria y política a treinta años del golpe», in Clara LIDA, Horacio CRESPO et Pablo YANKELEVICH (coord.), *op. cit.*, p.259-284.

²⁸ Néstor KIRCHNER, *Quisiera que me recuerden*, Buenos Aires, Planeta, Buenos Aires, 2010, p. 103.

Por falta de espacio, no se puede abordar aquí la compleja cuestión del impacto de las políticas de memoria a nivel educativo, cultural y sobre todo judicial. A pesar de los avances en materia de juicios, hoy en día trabados por el triunfo de la derecha en las elecciones presidenciales de noviembre de 2015, cabe decir, sin embargo, que el balance es, seguramente, mucho más matizado de lo que plantean los intelectuales más afines al kirchnerismo. Además, independientemente de los avances en relación al tratamiento de los crímenes de la dictadura, la lectura kirchnerista de los '70 no es, tampoco, exenta de los límites y de la instrumentalización política que caracterizó el «relato sabatino-alfonsinista».

El nuevo «Prólogo» del *Nunca Más* es sumamente ilustrativo de aquella operación. No alude directamente a la «teoría de los dos demonios» y evoca «una fuerte asignatura pendiente: aplicar la justicia» sin «rencor» ni «espíritu de venganza»²⁹. Pero si se evoca el militatismo de los desaparecidos, se lo hace en forma edulcorada. El vínculo que se destaca entre la dictadura y su proyecto económico se limita a una condena del modelo instaurado por la Junta. En ningún momento se denuncia el vínculo entre el régimen militar y las empresas de capital nacional y extranjero, sector en que se basó la política «productiva» del kirchnerismo, siendo aquel pacto de sangre una de las «cuestiones pendientes» de los '70³⁰. Por fin, a pesar de las promesas de Kirchner según quien después de la «noche neoliberal de los 90» se hubiera tomado el camino de «la Patria de la reconstrucción de los DD.HH. y de la dignidad» en vistas de que «el modelo de la distribución de la renta nacional [llegue] para la década de 2010-2020 [a que] los trabajadores perciban el 50% del ingreso nacional, como en la época de Perón»³¹, es sumamente cuestionable. A pesar de haber prometido no recurrir a la fuerza como sus predecesores para encarar los conflictos sociales («no le voy a pegar a nadie»³², había planteado en su biografía política casi oficial redactada por Juan Pablo Feinman), episodios brutales de represión de los movimientos sociales (petroleros de Las Heras en 2006, trabajadores de Kraft-Terrabussi en Zona Norte, en 2009, obreros del sector mecánico de la empresa Lear, en 2014) esmaltaron los mandatos kirchneristas.

El «país mejor», defendido por el Frente por la Victoria kirchnerista que gobierna entre 2003 y 2015, hundiría sus raíces en el combate de aquellos que, en los 70, combatían por un país mejor.

La lectura selectiva del pasado, destaca Saborido, está destinada a descalificar prácticamente a todo lo que pudo hacerse desde 1983, ubicando a Néstor Kirchner como el continuador, a pesar del cambio de época y de circunstancias, del proyecto que había sido el de la generación de los '70.³³

En este sentido, si consideramos la política económica del gobierno, su relación con el Partido Justicialista, la relación de «los K.» con las direcciones sindicales y la manera en que respondieron a los conflictos sociales en los últimos años, se puede decir que

²⁹ Néstor KIRCHNER, *op. cit.*, p. 93.

³⁰ Horacio VERBITSKY et Juan Pablo BOHOSLAVSKY, *Cuentas pendientes. Los cómplices económicos de la dictadura*, Siglo XXI, Buenos Aires, 2013, ver, en particular, pp. 429-437.

³¹ Néstor KIRCHNER, *op. cit.*, p. 152.

³² Ver Juan Pablo FEINMANN, *El Flaco. Diálogos irreverentes con Néstor Kirchner*, Planeta, Buenos Aires, 2011, en particular pp. 20-23.

³³ Jorge SABORIDO, *op. cit.*, p. 237.

el ‘setentismo’ del gobierno, que se termina donde empiezan los negocios de las multinacionales y la burguesía local transnacionalizada, se constituye en este contexto como una serie de fragmentos discursivos tendientes a ganar base entre los organismos de DD.HH. y los sectores ‘progresistas’ de las capas medias, pero su principal contenido consiste en separar la imagen de los ‘70 de toda idea de lucha de clases (que era lo que sucedía) y de todo proyecto de revolución social (que era lo que se discutía) para suplantarlas por vagas apelaciones a una ‘Patria diferente’, ‘un país mejor’, etc., más propias de la centroizquierda de los años ‘90 que de la militancia de los ‘70.³⁴

La insurgencia obrera, la gran « desaparecida » de los cuatro relatos principales

Más allá de las divergencias evidentes entre los cuatro relatos principales, y aunque pueda parecer paradójico, existe un denominador común entre aquellas cuatro lecturas. Por una parte todas contribuyen, a su manera, en deshistorizar en forma más o menos explícita los ‘70. Por la otra, la visión dicotómica, abiertamente reaccionaria, «progre» o de izquierdas, de los cuatro relatos, oblitera una parte central de la «identidad constitutiva» de los años 70, período en que el asalariado, es decir la clase trabajadora en su acepción más amplia, y, en particular, sus batallones más combativos, tienden a reorganizarse, a autoorganizarse, a representarse política y prácticamente rompiendo con sus tutores tradicionales en un contexto de agudización del enfrentamiento social que se transforma en guerra civil de baja intensidad. Desde este punto de vista, la «insubordinación obrera», para retomar la expresión consagrada por Xavier Vigna para abordar la cuestión del Mayo francés desde lo que llama la «historia política de las fábricas»³⁵, o la «insurgencia obrera», para citar la fórmula que utilizan Facundo Aguirre y Ruth Werner en su trabajo pionero sobre Coordinadoras e izquierda³⁶ en Argentina, son las grandes desaparecidas de los ‘70 en los cuatro relatos principales. Por falta de espacio, solo abordaré, para ilustrar este último punto, algunos elementos del debate relacionados con los resortes del golpe, es decir si éste responde a la «subversión armada» o, más bien, al reforzamiento de la «guerrilla industrial».

Tanto el «primer relato» como la «lectura sabatino-alfonsinista» insisten, independientemente de las conclusiones opuestas que sacan, en la alta peligrosidad de la «subversión», dejando en un segundo plano la cuestión de la conflictividad social en general y obrera en particular. El «tercer relato» y la «lectura kirchnerista» comparten también esta característica. La emergencia de la izquierda armada, fundamentalmente Montoneros y PRT, anticipa y acompaña un proceso más amplio de insubordinación. Pero a diferencia de los dos primeros relatos e inclusive del tercero, que confiere a la lucha armada una incidencia decisiva en el enfrentamiento que se lleva a cabo en el país en el período 1969-1976, las acciones más significativas que orquestan las organizaciones guerrilleras a partir del Cordobazo son el reflejo de un cambio de clima político y social y lo retroalimentan. Pero más allá de sus características a veces espectaculares (basta con pensar en la «Operación Primicia», llevada a cabo por

³⁴ Juan DAL MASO, « Ideología y política de los intentos de relegitimación estatal. Debates sobre los años 70 a treinta años del golpe militar », in *Lucha de Clases* n° 6, segunda época, Buenos Aires, junio de 2006, p. 90.

³⁵ Ver Xavier VIGNA, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007.

³⁶ Ver Facundo AGUIRRE y Ruth WERNER, *Insurgencia obrera en la Argentina, 1969-1976. Clasismo, coordinadoras interfabriles y estrategias de la izquierda*, Buenos Aires, IPS, 2009.

Montoneros en octubre de 1975³⁷, o del ataque al cuartel de Monte Chingolo por el PRT, en diciembre del mismo año³⁸), e independientemente de las innegables capacidades militares de la izquierda político-militar³⁹, en ningún momento las acciones armadas en sí representan el motor de aquella tendencia a la insubordinación social que caracteriza el período. Esto vale tanto para la Argentina como para el Uruguay o, citando otro país que conoció una poderosa izquierda armada, la Italia del «maggio rampante».

Lo que preocupa los sectores dominantes de la época es la situación de enorme inestabilidad de conjunto que sacude el país, lo que incluye, por supuesto, la cuestión de la lucha armada. Sin embargo, y esta es la tesis que defiende al postular la necesidad de contribuir a la elaboración de un «quinto relato», es el surgimiento violento y radical de la clase obrera en el territorio productivo, social y hasta político lo que alarma el *establishment* argentino y sus aliados extranjeros, una insubordinación que se prolonga más allá de los «azos» de los años 1969-1971 y que la vuelta del peronismo al poder es incapaz de controlar y contener. Lo que desasosiega considerablemente los sectores dominantes es, en efecto, lo que Ricardo Balbín llama la «guerrilla industrial»⁴⁰, planteando su brazo derecho (y futuro ministro del Interior de Alfonsín) antes del golpe que «la subversión controla las principales fábricas de Buenos Aires»⁴¹. Después del Rodrigazo, la primera huelga general contra un gobierno peronista, Álvaro Alsogaray, ex ministro de Economía de Onganía, puesto que ambiciona recuperar luego de un posible golpe de Estado, se hace el portavoz de los que ven en el clima de insurgencia que sacude las fábricas y las empresas «soviets [...] que no reconocen ni la autoridad del gobierno ni la de los sindicatos»⁴², idea que retoma el líder de la oposición, Balbín, en octubre de 1975, en un claro llamado al golpe, al plantear que «el terrorismo está [arraigado] fundamentalmente en las fábricas [y] mucho más difícilmente en las zonas rurales»⁴³.

Es imposible, por ende, concebir el período, sus características pero también sus límites desde el punto de vista del proceso en sí, es decir «las razones de la incapacidad de la clase trabajadora en pasar de clase subalterna a clase hegemónica»⁴⁴ (más allá del hecho de que los sectores más lúcidos del *establishment* percibían claramente la hipótesis contraria y por ende optaron tanto en Chile, Argentina como Uruguay por el golpe) sin pensar en un «quinto relato». Aquel «nuevo relato» no niega el carácter multiforme y multifacético de aquellos años de

³⁷ Independientemente de sus características periodísticas y del punto de vista desarrollado por el autor, ver Ceferino REATO, *Operación Primicia. El ataque de Montoneros que provocó el golpe de 1976*, Buenos Aires, Sudamericana, 2010.

³⁸ Para el estudio más completo consagrado a aquel episodio central para la historia del PRT-ERP, ver Gustavo PLIS-STERENBERG, *Monte Chingolo. La mayor batalla de la guerrilla argentina*, Buenos Aires, Planeta, 2003.

³⁹ Los servicios de la embajada de EE.UU. en Buenos Aires calculan, en enero de 1975, que Montoneros dispone de 2.000 combatientes y el ERP de 400 a 800 guerrilleros (Ver «Overview of terrorist situation in Argentina» [American Embassy Buenos Aires to Sec. of State], Buenos Aires, 30/01/1975, pp.10-12). Thomas Wright retoma el dato de Montoneros que afirma que 5.000 de sus combatientes hubieran caído en los '70 (ver *Latin America in the era of the Cuban Revolution*, Westport, Praeger Publishers, 2001, p.107). Prudencio García evoca un dato relativamente creíble de 1.000 a 1.300 combatientes plenamente operativos en los cuales hubiera podido contar el conjunto de la izquierda armada en su momento de mayor expansión, entre fines de 1974 e inicios de 1975 (Ver *El drama de la autonomía militar. Argentina bajo las juntas militares*, Alianza editorial, Madrid, 1995, p. 505).

⁴⁰ Citado en Héctor LÖBBE, *La guerrilla fabril. Clase obrera e izquierda en la Coordinadora Norte del Gran Buenos Aires (1975-1976)*, RyR, Buenos Aires, 2006, p. 95.

⁴¹ Citado en el cable desclasificado «Industrial terrorism. Guerrilla warfare on factory floor» [American Embassy Buenos Aires to Department of State], Buenos Aires, 02/12/1975, p. 3.

⁴² Citado en Héctor LÖBBE, *op. cit.*, p. 196.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ Mario TRONTI, « Memoria e storia degli operai » (2001), in *Noi operai*, Roma, Derive Approdi, 2009, p. 123.

insubordinación que atraviesa la Argentina. Centra, sin embargo, el análisis en los elementos que marcan su mayor radicalidad: aquel ascenso obrero que se cristaliza en distintas experiencias, algunas más articuladas que otras, y que van desde el clasismo incipiente de Zona Norte, en los años 60, al primer clasismo cordobés, de Sitrac-Sitram, pasando por los Plenarios de Villa Constitución y de Tucumán, las experiencias de Hipasam, PASA San Lorenzo y, obviamente, las Coordinadoras del período 1975-1976 que indican un proceso de ruptura de las clases subalternas y de la clase trabajadora en particular con su tutor tradicional, el peronismo.

Siguiendo los trabajos de Pablo Pozzi, Alejandro Schneider, Héctor Löbbe, Luis Brunetto o Facundo Aguirre y Ruth Werner⁴⁵, la cuestión del «relato alternativo», o relato «desde abajo» o «quinto relato» de los '70 es un «campo de batalla» que aun falta explorar, combatir y defender. Basta con pensar que al día siguiente de la elección de Mauricio Macri, el candidato de las derechas a La Casa Rosada, en noviembre de 2015, *La Nación*, el principal órgano de prensa del país sacó una editorial que bajo el título muy sugerente «No más venganza» pedía que los militares retirados acusados por crímenes de lesa humanidad de avanzada edad cumplieran sus penas en prisión domiciliaria, que no se avanzara en el juzgamiento de ex miembros del Poder Judicial, y se reeditaba la teoría de los dos demonios, comparando las organizaciones armadas de los '70 con los autores de los atentados de París de noviembre⁴⁶. Desde este punto de vista, siempre retomando a Mario Tronti, participar en la construcción, de una «Mnemosina obrera que sepa contar a través de sus figuras, de sus lugares y de sus tiempos, una presencia que hizo la historia, aunque la historia, en última instancia, por negación, la suprimió»⁴⁷ es una de las vías no solo para «recuperar la riqueza de aquella presencia pasada [sino también] para salir de un presente indigente»⁴⁸.

⁴⁵ Ver en particular Alejandro SCHNEIDER, *Los compañeros. Trabajadores, izquierda y peronismo 1955-1973*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2006; Héctor LÖBBE, *op. cit.*; Luis BRUNETTO, *14250 o paro nacional. Bases obreras, direcciones sindicales y peronismo en la crisis del Rodrigazo: junio y julio de 1975*, Buenos Aires, Estación Finlandia Ediciones, 2007 tanto como Facundo AGUIRRE y Ruth WERNER, *op. cit.*

⁴⁶ Ver «No más venganza», *La Nación*, Buenos Aires, 23/11/2015.

⁴⁷ Mario TRONTI, *op. cit.*, p.124.

⁴⁸ *Ibidem*.

LA TRIPLE A Y LA POLÍTICA REPRESIVA DEL GOBIERNO PERONISTA (1973-1976)

Andrea ROBLES

Instituto de Pensamiento Socialista “Karl Marx” (Argentina).

Querellante en la Causa Triple A por el asesinato de su padre César Robles, dirigente del Partido Socialista de los Trabajadores (PST).

El trabajo que presento está basado en una investigación que fue publicada en el libro *Insurgencia Obrera en la Argentina* por Ediciones IPS¹, coincidentemente con la reapertura de la causa Triple A. En ese momento, la mayoría de los libros de historia que incluían este período le daba poca o ninguna relevancia a la organización y sus crímenes. En general hasta hoy en día, reconocen la existencia de la Triple A, adjudican su creación a José López Rega y durante el gobierno de Isabel Martínez de Perón, desligando al propio Juan Domingo Perón en su armado y puesta en pie². En esta nueva presentación quiero rescatar y replantear algunos de los núcleos que considero importantes y vigentes sobre este tema.

El Cordobazo y el regreso de Perón

En el plano histórico, es importante partir de la relación entre el contexto, el rol del peronismo con la vuelta de Perón y el de la Triple A. La apertura en 1969 de una situación de la lucha de clases nacional –y de grandes acontecimientos en esos años, como el Mayo francés, a nivel internacional–, estuvo signada por la caída de la dictadura militar del presidente *de facto* Juan Carlos Onganía, por un ascenso de masas que, con epicentro en una provincia de grandes concentraciones obreras, se conoció como el *Cordobazo*.

Al calor de estos procesos, surge una vanguardia en las grandes fábricas que se va extendiendo a los principales cordones industriales del país, amenazando el poder de la burocracia sindical y que, junto al movimiento obrero, comienza a foguearse en la experiencia con el propio gobierno peronista que asume a partir de 1973. Muñida al espíritu de época, esa vanguardia pugnaba por ideas revolucionarias y de transformación social radical. El movimiento estudiantil acompañó desde las universidades y colegios secundarios este proceso, junto a otros sectores populares, conformando de conjunto una vanguardia militante amplia.

Si bien el retorno del general Perón, de enorme prestigio popular y a la vuelta de un exilio de 18 años, y el Pacto Social –el pacto que congelaba los precios y los salarios, suspendiendo las negociaciones colectivas por dos años– fue la política por excelencia que la burguesía utilizó para

¹ Ruth WERNER y Facundo AGUIRRE, *Insurgencia obrera en la Argentina (1969-1976). Clasismo, coordinadoras interfabriles y estrategias de la izquierda*, Ediciones IPS, Buenos Aires, 1ª ed. 2007, 2ª ed. 2009). En los primeros meses de 2016 el libro tendrá una tercera edición.

² Ver por ejemplo Ricardo SIDICARO, *Los tres peronismos. Estado y poder económico, 1946-55/1973-76/1989-99*, Siglo XXI editores, Buenos Aires, 2002. Oscar Anzorena, *Tiempo de violencia y utopía, del golpe de Onganía (1966) al golpe de Videla (1976)*, Ediciones del pensamiento nacional, Bs. As., 1998. Daniel James, *Resistencia e integración. El peronismo y la clase trabajadora argentina, 1946-1976*, Editorial Sudamericana, Bs.As., 1990.

contener al movimiento de masas, a la vez recurrió a una política represiva hacia esa vanguardia en la medida que no se cumplirían las aspiraciones de la clase trabajadora y los sectores populares. Es decir que las expectativas de sectores de masas hacia lo que sentían «su gobierno» se irían desvaneciendo sin que éste pudiera cumplir su cometido, recomponer la hegemonía burguesa.

Para no dejar caer la máscara «democrática» del gobierno de Perón, el propio partido de gobierno creó un aparato represivo **especial** para llevar adelante una política de terror selectivo contra las organizaciones obreras clasistas y de izquierda, que combinó atentados a sus locales, persecución, tortura y asesinato de activistas y militantes obreros y estudiantiles, de personalidades de la cultura y de los derechos humanos. El objetivo de la Triple A era cercenar los lazos de la vanguardia obrera y estudiantil con el movimiento de masas y depurar al peronismo de su ala radicalizada.

El movimiento obrero y de masas había dado el primer paso al derrotar a la dictadura militar y anhelaba empezar, con el gobierno de Perón, a recuperar las conquistas perdidas. La Juventud Peronista, alentada en un primer momento por Perón, creyó que su retorno implicaría el comienzo de una «patria socialista», una revolución «nacional y popular». Por el contrario, su arribo a la Argentina el 20 de junio de 1973 ya constituyó el primer golpe de la derecha peronista, preludio de una política represiva antiobrero que marcaría su gobierno. La llamada «Masacre de Ezeiza», donde una emboscada de la derecha peronista desde el palco de honor –que quedó a cargo a instancias del propio Perón de la organización del acto de recibimiento–, arremetió contra las columnas de la izquierda peronista que venían a reencontrarse con su líder en el aeropuerto, dejando un saldo de 13 muertos y 365 heridos. Acto seguido Perón retiró su apoyo al presidente Héctor Cámpora –considerado aliado de la izquierda peronista–, manifestando su intención de ejercer la presidencia. Cámpora renuncia, luego de solo 49 días de gobierno, en julio de 1973, y Perón designa al yerno de López Rega, Raúl Lastiri, como presidente interino hasta las próximas elecciones. Perón también impuso que la nueva fórmula electoral para los comicios de septiembre de 1973 estuviera secundada por Isabel Perón contra los anhelos de los sectores de izquierda peronista que postulaban al «Tío» Cámpora.

La conformación de la Triple A y el rol de Perón

Después de una importante investigación, Rodolfo Walsh³ ya había llegado a la conclusión, a fines de 1974, de que la conducción política de la Alianza Anticomunista Argentina (Triple A o tres A) estaba a cargo del ministro de Bienestar Social, López Rega y que la conducción operativa estaba conformada por dos inspectores retirados de la Policía Federal, Juan Ramón Morales y Rodolfo Eduardo Almirón y el también suboficial de la policía, Miguel Ángel Rovira⁴. Meses después se van a sumar el comisario Alberto Villar y Luis Margaride. Todos convocados expresamente a distintos puestos del Estado y ascendidos mediante decreto por el mismo Perón⁵. Todos estaban fuera del arma por deshonra, por delitos de trata y robo⁶, o

³ Rodolfo Walsh, escritor y dirigente de la izquierda peronista, fue asesinado el 25 de marzo de 1977 por un comando de las Fuerzas Armadas (FF.AA.) en la ciudad de Buenos Aires. Su cuerpo nunca apareció.

⁴ Horacio VERBITSKY, «Investigación inconclusa de Rodolfo J. Walsh», Revista *El Periodista* N° 80, Bs. As., 1986.

⁵ El 11 de octubre de 1973, un día antes de asumir Perón a la presidencia, Morales y Almirón fueron convocados nuevamente al servicio por decreto 1858 y, el 18 de febrero de 1974, ascendidos dos grados el primero y cuatro el

directamente por ataques a organizaciones de izquierda y especialización en contrainsurgencia como el caso de Villar, al que Perón restituyó con estas palabras: «No lo necesito yo, lo necesita el país»⁷, llevándolo al cargo más alto de la Policía Federal.

[Rodolfo Walsh] había llegado a una comprensión global amplia acerca del origen del personal de la AAA: i) Grupo original (se refería a Villar, Morales, Almirón y Rovira). ii) Custodia personal de López Rega. iii) Sectores políticos adictos a López Rega. iv) Custodia presidencial regular. v) Policía Federal. vi) Otras policías. vii) Ejército. viii) Marina. ix) Gremios [sindicatos, NdA].⁸

También participaron las agrupaciones de extrema derecha, que integraron la derecha del peronismo actuando desde antes de la creación de la Triple A. Miembros de la Juventud Peronista de la República Argentina (JPRA, también llamada «jotaperra»), la Concentración Nacionalista Universitaria (CNU), Comando de Organización (CdO), Juventud Sindical Peronista (JSP) y Guardia de Hierro integraron los escuadrones de la muerte de la Triple A. Fueron parte de los grupos de choque –la «patota sindical», los custodios o «culatas»– con los que los dirigentes de los sindicatos «ortodoxos» contribuían para enfrentar a la oposición desde las bases⁹.

En lo que toca a los sindicatos (otro de los sectores que Rodolfo Walsh menciona como integrantes de la Triple A) se conoce que el propio José Ignacio Rucci, leal a Perón, al mando de los poderosas federaciones nacionales reunidas en la CGT, fue el gran promotor de una «policía interna» en el peronismo para liquidar a activistas y dirigentes obreros e intervenir con grupos armados contra sindicalistas de izquierda en elecciones o conflictos laborales¹⁰. Un mes después de visitar a Perón en Madrid, Rucci creó la Juventud Sindical Peronista en febrero de 1973. Según Osvaldo Agosto, jefe de prensa del jefe de la CGT,

La Juventud Sindical Peronista fundada por Rucci, pero aprobada previamente por Perón, fue una organización que se pensó y se creó de arriba hacia abajo. Carecía de una estructura orgánica como la que podían tener tanto la CGT como las 62 Organizaciones. Su principal tarea era confrontar con la JTP en el terreno que fuera. Por eso los gremios aportaron a sus militantes más jóvenes. La razón de la JSP era la acción.¹¹

A su vez, la Triple A recibió el asesoramiento, entrenamiento y apoyo logístico de agencias internacionales. Walsh estudió los antecedentes latinoamericanos de lo que describió como «el uso de una patota de policías y criminales para liquidar los movimientos revolucionarios». Particularmente se detuvo en el estudio de la organización MANO (Mano Blanca), creada en 1966 por la estación de la CIA en Guatemala¹². Los lazos de Perón y Lopez

segundo, por decreto 562, con la firma de Perón. Ver también en Sergio BUFANO, «Perón y la Triple A», Revista *Lucha Armada en la Argentina* N° 3, 2005.

⁶ H. VERBITSKY, *Ezeiza*, Bs. As., Contrapunto, 1985, p. 54.

⁷ Martín Edwin ANDERSEN, *Dossier Secreto*, Bs. As., Sudamericana, 2000, p. 130.

⁸ H. VERBITSKY, «Investigación inconclusa de Rodolfo J. Walsh», *op. cit.*

⁹ Ver en Jorge ZICOLILLO, *La era de los Culatas. La derecha peronista y el patoterismo sindical*, Vergara, Buenos Aires, 2013 y en Ignacio GONZÁLEZ JANZEN, *La Triple A*, Bs. As., Contrapunto, 1986, pp. 21-38.

¹⁰ Ver H. VERBITSKY, *Ezeiza*, *Op. Cit.*, p. 60 y M. E. ANDERSEN, *op. cit.*, p. 123.

¹¹ J. ZICOLILLO, *Op. Cit.*, p. 50.

¹² En 1966 aparecen por primera vez en Guatemala los escuadrones de la muerte, el secuestro político masivo, la tortura sin límites y la desaparición definitiva de los prisioneros políticos, lanzándolos «vivos o muertos» al mar o al cráter de un volcán activo (Gustavo Meoño Brenner, «Guatemala: Laboratorio estadounidense del terror, Al Sur del

Rega con el coronel Máximo Zepeda, uno de los jefes de las bandas terroristas guatemaltecas, con integrantes de la organización terrorista francesa OAS, con fascistas italianos y franquistas durante su largo exilio en Madrid, siguen con su adscripción a la logia masónica *Propaganda Due*. Sus vínculos con su *maestre*, Licio Gelli (que acaba de fallecer a los 96 años en su residencia en Italia), reconocido en nuestro país como hombre clave de la política contrainsurgente del peronismo de los '70¹³, con otros miembros de la logia, como el general Carlos Suárez Mason y el almirante Emilio Massera, futuros comandantes de la dictadura militar, tomaron calibre frente al rol que desde el gobierno Perón estaba llamado a cumplir.

El gobierno de Perón: «de casa al trabajo y del trabajo a casa»...

Ya en la presidencia, Perón reafirmó el Pacto Social acordado meses antes con los sindicatos oficiales y la patronal de la Confederación General Económica (CGE). También implementó una serie de medidas legislativas, como la ley de Asociaciones Profesionales¹⁴, y la reforma del código penal (ley 20.642) que apuntaron a establecer un férreo control de la burocracia sindical al mando de la CGT y las federaciones sobre el movimiento obrero e impedir, al menos legalmente, su acción independiente, atacando a las organizaciones de base, las comisiones internas y cuerpos de delegados combativos¹⁵. Además del rechazo que generaron estas medidas, Perón instó incluso a renunciar a los diputados peronistas, vinculados a Montoneros, que se opusieron. Estas disposiciones indicaban que «la cuestión represiva no se limitaba a la lucha contra la guerrilla sino que apuntaba también contra el activismo clasista y combativo en el movimiento obrero»¹⁶.

Con el seguro triunfo electoral de septiembre de 1973, Perón no necesitaba ser ambiguo en torno a la izquierda peronista y ya lejos estaba de sus posiciones hacia la «juventud maravillosa» que había defendido desde su exilio en Madrid en el marco de las negociaciones del Gran Acuerdo Nacional con la dictadura de Lanusse. En cambio sí necesitaba domesticar al movimiento obrero, neutralizando a la izquierda y garantizando la «paz social». Sus discursos, el Pacto Social, las leyes, el desplazamiento de la izquierda peronista del gobierno hasta la creación de la Triple A dieron claras evidencias de la naturaleza y objetivos de su gobierno¹⁷.

A raíz del asesinato de Rucci, en septiembre de 1973, por un atentado que Montoneros se atribuyó y que Perón lamentó con la conocida frase «me cortaron los pies», convocó a una

Sur», publicado en www.lafogata.org (Consultado el 17.12.2015) Una metodología que posteriormente será transmitida a las demás fuerzas represivas del continente (El Salvador, Santo Domingo, Argentina, Brasil, Chile, Uruguay, Bolivia y Paraguay).

¹³ Pablo BONAVENTA, “Murió Licio Gelli”, www.laizquierdadiario.com, (Consultado el 17-12-2015)

¹⁴ La ley extendía el mandato de las autoridades máximas sindicales, otorgándoles más poder y facultades para anular decisiones de los comités fabriles independientes cuerpos de delegados, expulsar a sus miembros, etc. James P. BRENNAN, *El Cordobazo. Las guerras obreras en Córdoba. 1955-1976*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1994, pp. 323-4.

¹⁵ En el plano cultural se dictó el decreto 1774/73 por el que se prohibían alrededor de 500 títulos de literatura presuntamente subversivos y autores como Mao Tse Tung, Lenin, Trotsky y Rosa Luxemburgo. El 4 de enero de 1974 se allanaron las librerías Fausto, Atlántida, Rivero y Santa Fe. Revista *Lucha Armada* N° 3, Buenos Aires.

¹⁶ Julio GODIO, *Perón: regreso, soledad y muerte (1973/1974)*, Bs.As., Hyspamérica, 1986, citado en Oscar ANZORENA, *op. cit.*, p. 271.

¹⁷ Ver también Sergio BUFANO y Lucrecia TEIXIDÓ, *Perón y la Triple A. Las 20 advertencias a Montoneros*, Sudamericana, Buenos Aires, 2015.

reunión de gobernadores provinciales peronistas a través del presidente provisional y el ministro del Interior. Allí se distribuyó

‘un documento reservado’. Una ‘orden’ de Perón para los miembros del partido que declaraba que ‘grupos marxistas terroristas y subversivos han declarado una guerra contra nuestra organización y nuestros dirigentes’.

Este documento proclamaba que: «En las manifestaciones o actos públicos los peronistas impedirán por todos los medios disponibles que las fracciones vinculadas al marxismo tomen participación». Más adelante, el documento señalaba que: «En todos los distritos se organizará un sistema de inteligencia, al servicio de esta lucha, el que estará vinculado con el organismo central que se creará». Y «aconsejaba» emplear «todos los elementos de que dispone el Estado para impedir los planes del enemigo y para reprimirlo con todo su rigor»¹⁸. Semanas después hacía su primera aparición la Triple A, en noviembre de 1973, reconociendo la autoría del atentado al senador Solari Yrigoyen quien había criticado muy duramente el proyecto de ley de Asociaciones Profesionales.

A su vez siguió la expulsión de funcionarios del peronismo y hasta la intervención de gobiernos provinciales presumiblemente vinculados a los montoneros como fueron los casos de Buenos Aires, Córdoba, Mendoza, Salta y Santa Cruz. A principios de 1974, por ejemplo, utilizando como excusa un ataque de la guerrilla del PRT-ERP a la guarnición de tanques en Azul, provincia de Buenos Aires, Perón culpó a las autoridades de tolerar la «subversión». El gobernador bonaerense Oscar Bidegain que era considerado cercano a Montoneros tuvo que renunciar. Victorio Calabró, el vicegobernador y dirigente «ortodoxo» del sindicato metalúrgico asumió su cargo. El primer paso de Calabró fue iniciar una purga de todos los elementos considerados «izquierdistas» del gobierno provincial. Particularmente, cabe señalar que Eduardo Duhalde –conocido político de la Argentina, amigo del actual Papa Francisco (también integrante de otra de las organizaciones de derecha de esos años, Guardia de Hierro) – fue parte de los nuevos nombramientos derechistas, ejerciendo la intendencia de Lomas de Zamora¹⁹.

Sobre el carácter de clase de la represión estatal y paraestatal

Desde su regreso al país, la política de Perón estuvo sesgada por un claro tinte represivo hacia toda expresión que cuestionara los planes con los que su gobierno pretendía poner fin a la situación abierta con el *Cordobazo*, para devolverle por esta vía la calma a la burguesía. Su sucesora, Isabel Martínez, careciendo de la popularidad de la que gozaba su esposo, no hizo más que profundizar aquel camino.

Durante su presidencia, Perón no logró frenar las huelgas que se sucedieron en importantes fábricas del país y que *in crescendo* cuestionaron de hecho o abiertamente el Pacto Social, atizadas por la inflación y por la aspiración de la clase obrera a recuperar las conquistas perdidas durante la dictadura y echar a la odiada burocracia sindical de sus organizaciones. Si

¹⁸ Roberto GARCÍA, *Patria Sindical versus Patria Socialista*, Tomo III, Desalma, Bs. As., 1980; M. E. ANDERSEN, *Op. Cit.*, p. 125; *Avanzada Socialista* N° 78, 3 al 11 de octubre de 1973; Clarín, 2 de octubre de 1973. Ver documento completo en Martín CAPARRÓS y Eduardo ANGUITA, *La Voluntad. Una historia de la militancia revolucionaria en la Argentina*, Tomo II, Bs. As., Norma, 1998, p. 197. Crónica y extractos fueron publicados en diarios nacionales de la época.

¹⁹ J. ZICOLILLO, *op. cit.*, pp. 34-5.

bien la situación económica era aún favorable y la solidez del acuerdo político burgués que respaldaba al gobierno permitían apreciar que el plan de Perón de salvar al régimen estaba teniendo éxito, lo que se había previsto como más fácil, se evidenciaba en ese momento como lo más difícil: doblar al movimiento obrero. Algunos hechos de los primeros meses de 1974 permiten palpar el clima del ambiente obrero y el accionar «quirúrgico» de la Triple A para frenar por medio del terror su radicalización. En la emblemática Córdoba, el aumento de salarios del 40% conseguido por la UTA, el sindicato de transportistas, tuvo importantes repercusiones nacionales en tanto rebasó los límites del Pacto Social. A raíz de ello, el dirigente de ese sindicato y vicegobernador de la provincia Atilio López fue expulsado de las 62 Organizaciones. A fines de febrero del '74, el jefe de la policía cordobesa –el teniente coronel Domingo Navarro– encabezó un golpe de Estado junto a los comandos «Ignacio Rucci», de las «62 Ortodoxas» y de la JSP que coparon las calles, radios y depusieron al gobierno provincial. El gobierno central firmó consecuentemente una disposición, aprobada por el Parlamento, que ponía a la provincia bajo control federal. El brigadier retirado de la Fuerza Aérea Raúl Lacabanne fue enviado a Córdoba como interventor, que enseguida puso en acción comandos al estilo de la Triple A.

Pocos días después del triunfo de la huelga de la fábrica Del Carlo (autopartista), en la zona Norte del Gran Buenos Aires, se realizó un plenario de oposición a la dirección del estratégico sindicato metalúrgico. Representantes de 19 fábricas de la zona vinculados con la izquierda se pronunciaron contra el Pacto Social, por la democracia sindical y por la conformación de una lista de oposición para lograr una nueva dirección. El 22 de enero de 1974, un atentado con bombas de alto poder al local de Beccar del PST, que contaba con una fuerte influencia entre los sectores obreros combativos de Zona Norte, destruyó literalmente el edificio. Como lo comenta un militante del PST y obrero del Del Carlo,

A partir del triunfo, frente a cualquier conflicto obrero en la Zona Norte, los compañeros de las distintas fabricas venían a Del Carlo a buscar línea [apoyo y consejos políticos]. El conflicto se gana el 15 de enero del '74 y, creo, claramente que la voladura del local de Beccar estuvo directamente ligada a este conflicto, no porque el Partido fuera a ganar a muchos –ya que el peronismo era una barrera para esto–, sino porque había que tratar de quebrar el proceso metiendo miedo. Luego viene la muerte del Indio²⁰, la «Masacre de Pacheco» y la muerte de varios activistas de la Zona Norte. Se vivía un proceso de ascenso muy importante de la clase y eso había que desbaratarlo.²¹

La «Masacre de Pacheco», es decir, el secuestro y asesinato de militantes del PST que se encontraban en uno de sus locales partidario por parte de las bandas de la Triple A, en mayo de 1974, constituyó un salto en la represión. Rodolfo Ortega Peña, intelectual de izquierda, defensor de presos políticos y diputado nacional de Peronismo de Base (asesinado poco tiempo después por las bandas fascistas de la Triple A) haciéndose eco del impacto que provocó la masacre en amplios sectores democráticos y de la izquierda señaló como «responsable directo de esta política, que ha abandonado las pautas programáticas, que ha dejado de ser peronista y que es el general Perón»²². Pocos días después, en una entrevista, reflexionando en torno al significado que tenía la masacre agregaría:

²⁰ *Inocencio Fernández* («el Indio»), era subdelegado de la Fundación Cormasa (Tigre, zona norte del Gran Buenos Aires) y militante del PST, asesinado el 7 de mayo de 1974 cuando salía de su casa rumbo al trabajo, según testimonios, por un matón de la burocracia. *Avanzada Socialista* N° 103, 15 de mayo de 1974.

²¹ Entrevista a Oscar Bonatto (marzo de 2005), obrero de Del Carlo y militante del PST en esa época.

²² *Avanzada Socialista* N° 106, 4 de junio de 1974.

Todos aquellos sectores que han tenido una inserción real en el ámbito de la clase trabajadora y que trabajan políticamente significan un peligro para la burocracia sindical y para la política del Pacto Social [...]. Pacheco aparece entonces [...] dentro de esta represión, como dirigida a escarmentar, a intimidar y a producir muertes ejemplificadoras para evitar el desarrollo de este trabajo en la clase [...] lo que parece distinguirse es que la política del terror blanco no está dirigida a quienes funcionan en la superestructura, sino a aquellos cuadros que van desarrollándose en el seno de la clase trabajadora, sean delegados o compañeros militantes de base de significación. Esto es lo que parece como más peligroso para la Política de Pacto Social y entonces han decidido escarmentar a nivel de estos compañeros.

Y sobre el pronóstico agregó:

Pienso que no sólo las amenazas van a seguir, sino que esta represión de derecha va a continuar; porque creo que no es un episodio aislado, sino una suma de episodios que hace a una política necesaria para el Pacto Social, ante la imposibilidad de contener la radicalización de la clase trabajadora²³.

La investigación que realicé se centra en los ataques sufridos por las corrientes trotskistas, no guerrilleras, en particular, los que recibió el PST que, aunque era una minoría de la vanguardia obrera, fueron significativos y los primeros en resaltar el carácter y sentido que adoptó la represión. No es casual que en sus continuas diatribas contra las organizaciones de izquierda (fueran peronistas, guerrilleras, partidos legales o ilegales, trotskistas o no), Perón –junto a la burocracia sindical– pusiera el eje en la «infiltración marxista» de parte de «trotskistas». Intentaba levantar un muro de contención típica de la doctrina peronista, tratando de impedir el desarrollo de tendencias al interior de sus filas que superaran su política de gobierno y una perspectiva de independencia –por la que la tradición trotskista brega– por parte de una clase obrera que ha dado muestras de alta combatividad y organización a lo largo de su historia.

El triunfo de los trabajadores metalúrgicos de Villa Constitución²⁴ en noviembre de 1974 alentó aún más las huelgas obreras y la necesidad de la coordinación nacional de las fábricas en lucha contra el Pacto Social se hizo patente.

Entre marzo y junio de 1974 se registró el promedio mensual de conflictos más alto de los tres años de gobierno peronista. El porcentaje mayor correspondió a los que perseguían mejoras salariales. Lanzadas en abierta rebeldía contra los acuerdos resultantes de la renegociación del Pacto Social, las luchas salariales en las empresas demandaban y obtenían incrementos superiores a los ya elevados conseguidos por la CGT.²⁵

Se puso en movimiento el mecanismo burgués de la «triple alianza», entre las patronales, nacionales o imperialistas, la burocracia sindical y sus patotas y el gobierno al mando de las

²³ Ver Reportaje a Ortega Peña en *Avanzada Socialista* N° 108, 18 de junio de 1974.

²⁴ A principios de 1974, la UOM convocó a elecciones en Villa Constitución para normalizar el gremio. Pero en Acindar se habían realizado elecciones de comisión interna y delegados por sección apenas un año antes. La burocracia tuvo una derrota contundente en una fábrica importante e intervino la seccional. Montó una provocación y el 8 de marzo, expulsaron a 4 miembros de la comisión interna y a 7 delegados, acusándolos de agresión verbal y física. Será el detonante de lo que se conoce como el Villazo.

²⁵ Juan Carlos TORRE, *Los sindicatos en el gobierno 1973-76*, p. 101. Ver también en Oscar ANZORENA, *Op. Cit.*, p. 294.

instituciones del Estado y sus fuerzas represivas. Cuando la intervención independiente de la clase obrera o de sectores de ella amenaza o cuestiona el orden burgués, esta alianza opera en distintos grados, bajo distintos regímenes ya sea democráticos burgueses, más bonapartistas o directamente dictatoriales.

Como ya dijimos, durante la presidencia de Isabel Perón y el «Brujo» López Rega –su confidente y figura clave del gobierno– las medidas represivas aumentaron de manera vertiginosa. En septiembre de 1974, el gobierno promulgó una nueva ley antisubversiva aprobada en el Congreso. La ley 20.840 penalizaba el derecho de opinión y, en su artículo quinto, el derecho de huelga pasó a ser un delito. Durante los dos años de existencia, la Triple A, comandada desde la Policía Federal y el Ministerio de Bienestar Social, y sumado la posterior intervención de las Fuerzas Armadas en el Noroeste del país a inicios de 1975 por orden de Isabel Perón, abrieron el camino a la represión estatal y constituyeron la antesala de la dictadura militar.

Apuntes sobre la política de las corrientes de izquierda frente a la represión

Las Jornadas de Junio y Julio de 1975 provocaron la caída del plan ajustador que quiso imponer el gobierno de Isabel, del ministro de Economía Celestino Rodrigo y del odiado López Rega. Mostraron que la acción directa de la clase obrera, aun a pesar de los límites de sus direcciones, era un factor indispensable para enfrentar la represión de la Triple A y de las fuerzas represivas del Estado. La intervención de la clase obrera entre 1974-1975 es digna de ser recordada como una de sus grandes gestas. En esos años, el movimiento obrero llevó a cabo incontables paros y manifestaciones callejeras contra la represión²⁶. Las fábricas combativas adoptaban medidas de autodefensa (protección de delegados, guardias en las fábricas, colectas para que los delegados cambiaran de vivienda, etc.) frente al continuo ataque de las bandas fascistas. Junto a la propia tradición de la clase obrera, las tendencias de izquierda aportaron a que estas medidas de autodefensa se llevaran a cabo pero por distintas razones se opusieron a que se desarrollaran y generalizaran. De conjunto la respuesta del movimiento obrero no estuvo a la altura del ataque del gobierno y de las fuerzas represivas aunque dio muestras que era la vía más realista para enfrentarlas.

Montoneros, dirección mayoritaria en la vanguardia, pretendió enfrentar a la derecha peronista y al aparato represivo del Estado con el aparato guerrillero. Su política que combinaba militarismo con una estrategia política que auspiciaba la unidad con la burguesía nacional y la fidelidad a Perón (y el apoyo al Pacto Social), los fue llevando a una «guerra de bolsillo» con el aparato del Estado²⁷. Sobre todo después de su pase a la clandestinidad, en septiembre de 1974

²⁶ Una de las manifestaciones obreras más sobresalientes fue la lucha por la liberación de los dirigentes combativos, el «segundo Villazo» de inicios de 1975. También podemos citar otros ejemplos como la huelga de Subterráneos que logra la liberación de activistas detenidos. Paros en Indiel, IKA Renault y Thompson Ramco exigiendo la libertad de los presos gremiales. En mayo, numerosos paros y acciones de repudio por el asesinato de Alfredo Ongaro (hijo del reconocido dirigente Raymundo Ongaro, preso en ese momento) se realizan en el gremio gráfico (Crónica, Editorial Abril, Clarín, El Cronista Comercial, Mayoría, La Nación, etc.). Los cuatro mil trabajadores de Grafa (textil) realizan un paro en repudio de la burocracia sindical y la destitución de la comisión interna por matonaje. En junio, los trabajadores de Ford, en estado de asamblea con virtual toma de la planta frente al lanzamiento del Plan Rodrigo, marchan con diez mil trabajadores incluidos contingentes de Wobron, Sylvania, Atlántida, Alba y Codex y enfrenta el freno policial al grito de « ¡Fuera López Rega! » En octubre, en Córdoba se produce el abandono masivo de las plantas automotrices en reclamo por la aparición con vida de un delegado de Transax. Fuentes: *Avanzada Socialista y Política Obrera* (1975).

²⁷ Roberto BASCHETTI (comp.), *Documentos 1976-1977*, La Plata, Ediciones De La Campana, 2000, pp. 258-310.

durante el gobierno de Isabel, se evidenció la impotencia de esta estrategia y, además de recibir los embates de la represión, eran víctimas de sus propios errores políticos, que habían hecho decrecer de modo notorio su ascendente entre las masas.

Por su parte, la guerrilla del PRT-ERP también centró en la formación de un aparato militar la vía para enfrentar la represión del Estado y la Triple A. Su intervención en la lucha de clases fue orientada a la construcción del «ejército revolucionario», debilitando a la vanguardia obrera en las fábricas y su intervención en ellas. La política frente a la represión pasaba meridianamente por el ingreso a su organización militar, se arrogaba el derecho de hacer justicia por mano propia contra funcionarios de las industrias, burócratas sindicales y figuras del Estado burgués, expresión de su escepticismo y subestimación hacia el movimiento obrero²⁸.

En mayo de 1974, el PST planteó una política que, de haber sido llevada a cabo, marcaba una perspectiva correcta:

Si queremos honrar a los muertos del PC, si queremos honrar a los muertos de la JP y a nuestros muertos, tenemos también nosotros que sacar nuestra reflexión. Aprendamos del fascismo en Chile ¡aprendamos que antes de que nos maten ellos tenemos que pararlos nosotros! Por eso la dirección de nuestro Partido, como resolución de su Comité Ejecutivo, invita a todas las tendencias aquí presentes y a las que no lo están [...] empecemos a constituir las brigadas o piquetes antifascistas, obreros y populares, que serán la herramienta con la cual abatamos definitivamente a las bandas fascistas en nuestro país.²⁹

No obstante, estos fueron sólo algunos llamados esporádicos. La realidad es que terminó apostando a una alianza con partidos burgueses en el ámbito conocido en la época como Grupo de los 8, en pos de la defensa de la democracia burguesa bajo la justificación de una política «posible». De esta forma, auspiciaban la subordinación de la clase obrera en materia de autodefensa a una alianza policlasista o «alianza antifascista», cuyo carácter era enemigo de su acción directa³⁰.

Si la tendencia del capital a imponer su hegemonía por medio de la fuerza era cada vez mayor, sólo la fuerza de la clase obrera podía enfrentarla, mediante una lucha revolucionaria, convocando el apoyo de los estudiantes y sectores populares. Bajo esta perspectiva, aunque no es posible afirmar que el golpe militar hubiese sido impedido, sí es posible vislumbrar que cada jalón ganado por la clase obrera en el enfrentamiento contra el poder burgués y las fuerzas de choque del Estado, como mínimo, hubiese hecho menos costosa la derrota y una tradición de lucha hubiese quedado para las nuevas generaciones.

A más de 40 años

Parecería ser un oxímoron pensar que el General que vuelve al poder en 1973 no tuviera conocimiento de las actividades criminales del hombre de su más alta confianza, su secretario

²⁸ Juan Carlos MARÍN, *Los Hechos Armados*, Bs. As., Ediciones PICASO/La Rosa Blindada, 2003, p. 110. Daniel DE SANTIS, Documento del 23 de agosto de 1974, « A vencer o morir ». PRT-ERP documentos, *Op. Cit.*, p. 302.

²⁹ Discurso de Nahuel Moreno en el acto de sepelio de los tres compañeros asesinados, *Avanzada Socialista* N° 106, «Editorial», 4 de junio de 1974.

³⁰ Moreno, Nahuel, «¿Es ya contrarrevolucionario el gobierno?», *El peronismo en su crisis definitiva*, PST, Buenos Aires, 1976, p. 20.

personal, ministro de Bienestar Social y con cargo de comisario de la Policía Federal, gracias a un ascenso meteórico de su jefe a un ex cabo, al brazo ejecutor de la Triple A.

El gobierno peronista de los Kirchner –que acaba de culminar su mandato luego de doce años de gobierno– aunque se encargó de su reapertura no llevó a cabo la apertura de los archivos del Estado, recayendo en los familiares los medios probatorios. Dejó la causa en manos de un juez identificado por sus lazos con la Política Federal, ex miembros de la agencia de inteligencia del Estado (SIDE) y de la Triple A³¹. A pocas semanas de su reapertura, una campaña de la burocracia peronista empapeló la ciudad con carteles que decían «No jodan con Perón»³². El vocero de gobierno Carlos Kunkel –uno de los diputados peronistas que, como ya referimos, renunció ante la aprobación de Perón de un nuevo código penal represivo– declaró ante la opinión pública que Perón «ni remotamente había participado de la creación de la Triple A»³³.

Aunque en los últimos años fueron publicados varios libros que aportan importantes elementos sobre la acción de las bandas de ultraderecha, de la Triple A y el rol de Perón³⁴, sigue siendo un tema desconocido para amplios sectores de la población. Es hegemónico en medios nacionales y académicos preservar y ocultar su responsabilidad en el armado. Esto ha facilitado que la figura de Perón siga siendo utilizada en forma emblemática por el peronismo, omitiendo que en sus manos estuvo la creación de una organización que se calcula asesinó entre mil quinientos y dos mil personas entre 1973 y el golpe militar de marzo de 1976. Interesadamente se busca oponer en términos absolutos democracia constitucional *versus* dictadura militar, dejando de lado que ambas gobiernan en interés de la burguesía. Los autores intelectuales y materiales de los crímenes de la Triple A han gozado todo este tiempo no sólo de la más absoluta libertad e impunidad –como el nombre de Perón– sino que muchos de ellos siguen en funciones en el Estado, compañías de seguridad privadas, sindicatos y partidos patronal.

³¹ Es posible ver una breve reseña y la situación actual de la causa en Juan GASPARINI, «Prólogo a la reedición de *La fuga del Brujo*», digitalizada en <http://pajarorojo.com.ar/?p=4308> (Consultado el 17-12-2015).

³² Ver los carteles en <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-79648-2007-01-28.html> (Consultado el 17-12-2015).

³³ <http://edant.clarin.com/diario/2007/01/24/elpais/p-01201.htm> (Consultado el 17-12-2015)

³⁴ Por ejemplo, los libros de Zicolillo y Bufano-Teixidó antes citados.